



Une étude sur l'efficacité et la durabilité de l'approche communautaire du programme Protection-Genre d'Oxfam en République Centrafricaine

Novembre 2017

Helen Lindley-Jones, Consultante

Photo: Membres d'un Comité de Protection Communautaire à Bangui (permission accordée d'inclure leur photo dans le rapport)

Résumé

Aperçu

Oxfam a mis en œuvre un programme Protection-Genre axé sur une approche de protection communautaire en République centrafricaine (RCA) depuis avril 2015 dans le cadre d'une intervention humanitaire intégrée dans les zones rurales et urbaines de Bangui, Paoua, Bria et Batangafo. Lorsque la coalition dirigée par la Séléka a avancé sur Bangui dans un coup d'état en 2013 qui a provoqué une crise, la population civile a été confrontée à des risques quotidiens de protection causés par plusieurs sujets en armes, dont des groupes armés, notamment les ex-seleka et les anti-balaka, ainsi que des membres de groupes criminels et d'autres civils. Celles-ci incluent les tueries et les agressions physiques, des arrestations arbitraires, la mise en place de barrières routières et la taxation illégale, l'enlèvement et les différentes formes de violence basée sur le genre (VBG).

L'approche de protection communautaire mise en œuvre par Oxfam vise à réduire l'exposition des civils aux menaces de protection identifiées dans chaque zone d'intervention en soutenant le plaidoyer local pour cibler les menaces, et le dialogue local sur les mesures de mitigation. L'établissement de **Comités de Protection Communautaire (CPC)** est au cœur de cette approche. Ces comités, composés de dix volontaires, hommes et femmes d'âges différentes et provenant des différentes couches sociales, dirigent l'analyse des menaces locales de protection, les actions de plaidoyer et de sensibilisation pour les atténuer, ils facilitent aussi l'orientation des individus vers les services de prise en charge disponibles en cas de besoins.

Entre avril 2015 et mi-2017, Oxfam a suscité la création de 54 CPC à Bangui, Paoua, Bria et Batangafo dans le cadre de projets humanitaires intégrés et multisectoriels financés par différents bailleurs de fonds. La fin des activités de protection communautaire prévues dans certains projets exécutés entre mai et décembre 2016 a permis à Oxfam d'évaluer l'efficacité globale et la durabilité de l'approche, et d'identifier les facteurs qui ont affecté (positivement et négativement) cette durabilité.

Cette évaluation a fourni une analyse de l'efficacité et de la durabilité de l'approche basée sur trois semaines de collecte de données qualitatives dans les zones urbaines de Bangui, Paoua et Bria en octobre 2017. Des groupes de discussions ont eu lieu avec 12 CPC; neuf de ces CPC n'avaient reçu aucun soutien d'Oxfam depuis il y a entre neuf et dix-sept mois. Trois CPC à Paoua continuent à bénéficier d'un soutien dans le cadre d'un projet financé jusqu'en mars 2018. De suite un résumé des résultats de l'évaluation.

Fonctionnalité des CPC

Une partie des membres de tous les neuf CPC qui ont participé dans l'évaluation tiennent encore des réunions et mènent certaines activités. **Quatre CPC sur neuf semblent tenir des réunions régulières** une ou deux fois par semaine pour examiner et planifier les activités, et le reste des CPC tiennent des réunions plus sporadiquement lorsque le besoin surgisse. Le nombre de personnes qui restent actives varie selon les CPC et ne dépende forcément pas de la régularité des réunions ou du niveau d'activité du CPC.

Dans toutes les zones, **les CPC continuent à orienter les individus vers les services locaux**, même en utilisant leurs propres fonds pour payer les frais de transport des victimes. Dans la majorité de ces localités/quartiers, les CPC poursuivent des activités de sensibilisation et, dans un nombre plus limité, les CPC continuent de mener des actions de plaidoyer auprès des leaders et des autorités locales. Partout il y a un **fort engagement avec les chefs de quartier**, mais il n'y a pas de réunions régulières avec les autorités et les leaders locaux. La collaboration avec les chefs religieux varie d'une localité/d'un quartier à l'autre avec quelques exemples positifs de collaboration qui ont étendu la portée du CPC et son impact dans la sensibilisation. La participation des femmes dans les CPC est forte, mais dans plusieurs CPC, les femmes ont souhaité avoir un groupe de travail spécifique.

Les membres des CPC sont largement impliqués dans des cas de violence domestique, y compris la médiation entre un couple. Cela semble parfois être à la demande d'un individu, et parfois les CPC décident d'intervenir. Dans les deux cas, cela met à la fois les membres du CPC et le/la survivant-e à risque de violence et/ou des représailles de la part de l'auteur.

Facteurs qui ont soutenu et entravé la durabilité

La **motivation des membres** à adhérer au CPC et à poursuivre les activités après la fin du projet semble être **le facteur le plus fort** qui a influencé la mesure dans laquelle les membres individuels sont encore actifs. La motivation et l'organisation des **individus au sein des CPC** ont été déterminantes pour assurer la continuité des activités. Bien que certains membres aient arrêté leurs activités en raison d'un manque de rémunération, pour les membres motivés, le **manque de rémunération financière ou d'activités génératrice de revenus (AGR)** n'a pas nécessairement empêché les membres du CPC de

continuer. Il ne semble pas nécessairement y avoir de relation entre la durée de l'appui fourni au CPC dans le cadre d'un projet et le fait que le CPC soit encore active ou non. La durée d'un projet a toutefois un impact sur le degré de changement atteint et la mesure dans laquelle cela se poursuit après le projet.

La dépendance sur des membres individuels des CPC et la pression sur les membres restants qui sont encore actifs sont des **risques majeurs pour la durabilité**. Si certaines personnes clés décident d'arrêter de participer aux activités du au CPC, ou sont empêchées de le faire, il y a un risque que les autres membres du CPC ne poursuivent pas les activités. Avec la réduction de la participation de certains membres, il y a une **pression accrue sur les membres restants** dans chaque CPC. De même, l'accent mis sur les cas individuels d'abus de protection, et en particulier sur la médiation des cas de violence domestique, met à risque les membres des CPC et les survivants de la violence et peut compromettre la durabilité de l'approche.

Changements apportés par le programme aux membres du CPC et la communauté en général

Les membres des CPC ont partagé **une série de changements positifs** qu'ils ont vécu en participant au programme, allant d'un changement de **leur position dans la communauté** à un **changement de comportement**. Bien qu'il n'ait pas été possible de vérifier ces changements, un certain nombre de membres ont signalé une **réduction générale des agressions physiques**, la possibilité de **maîtriser leur colère** et de mettre un terme à la **violence contre les enfants**. Tous les répondants ont attribué ces changements à la participation aux différentes formations dispensées par Oxfam. Plusieurs répondants ont mentionné que la formation leur avait permis de se rendre compte que la violence était répréhensible, tandis qu'un répondant a spécifiquement cité les images d'abus de protection utilisés dans la formation, affirmant qu'ils s'étaient mis à leur place. Les femmes membres du CPC ont partagé les changements qu'elles avaient vécu en termes de **connaissance de leurs droits et de confiance accrue**, particulièrement en matière de prise de parole en public.

Des changements plus larges dans la communauté allaient du plaidoyer réussi pour l'élimination des barrières illégales et des points de contrôle, à la **médiation des conflits entre autorités**, à la perception que **l'agression générale et la violence domestique** avaient diminué.

Leçons et recommandations

Un résumé des principales leçons tirées de l'évaluation peut être trouvé ci-dessous. Pour chaque leçon, des recommandations spécifiques sont décrites.

Lesson 1 : Reconnaître les changements auxquels le CPC a contribué et le potentiel de l'approche	
L'évaluation, qui met l'accent sur la qualité du programme, a permis d'identifier un certain nombre de défis auxquels le CPC a été confrontée et des risques à la durabilité du programme. Avant de détailler les principales leçons, il est important de reconnaître les changements positifs apportés par l'approche de protection communautaire dans un contexte extrêmement difficile et avec un soutien de projet à court terme. Une proportion significative de membres du CPC ont exprimé une forte motivation et ont pu continuer leurs activités même sans le soutien d'Oxfam ou d'autres acteurs pendant une longue période. Les membres de la communauté et les leaders locaux ont parlé de façon très positive du rôle joué par les CPC. Comme on l'a vu à la section 5, il existe des preuves que les CPC ont été en mesure de contribuer à un certain nombre de changements qui ont eu un impact positif sur la vie des gens.	1a. Continuer d'intégrer une approche de protection basée sur la communauté dans la réponse humanitaire d'Oxfam en RCA.
Leçon 2: Recentrer sur une analyse des tendances dans les menaces de protection	

Les CPC de tous les quartiers continuent de surveiller la situation de protection après la fin du projet et mènent des actions locales pour répondre aux menaces de protection. Dans de nombreux cas, cependant, les CPC ont tendance à réagir aux cas d'abus de protection contre des individus et à structurer leurs activités autour de celles-ci, plutôt que de procéder à une analyse continue des menaces auxquelles sont confrontées différentes personnes dans le quartier. Après la fin du projet, les plans d'action élaborés par les CPC ne sont pas mis à jour ou utilisés pour structurer leur analyse ou renforcer leur façon de s'organiser. Un facteur contributif peut être que pendant le projet les CPC sont soutenus pour développer des plans d'action qui incluent un budget pour mener des activités spécifiques. Cela n'encourage pas forcément les CPC à considérer les plans comme un outil qu'ils peuvent mettre à jour régulièrement et utiliser pour structurer leurs actions à plus long terme.	2a. Soutenir les CPC dans l'analyse régulière des plans d'actions
Leçon 3: Renforcer la collaboration avec les leaders et les autorités locales	
Dans tous les quartiers les CPC entretiennent des relations étroites avec les chefs de quartier, ce qui a facilité leurs activités, mais aucune réunion régulière n'a eu lieu avec les leaders locaux (leaders communautaires, religieux, chef de quartier) et ces derniers n'ont pas participé aux discussions sur la mise en place des plans d'action. Plusieurs exemples positifs de collaboration avec des chefs religieux chrétiens et musulmans ont renforcé la portée et l'impact des activités de sensibilisation du CPC, mais la collaboration avec les chefs religieux varie considérablement d'un quartier à l'autre.	3a. Soutenir des réunions régulières avec les leaders locaux (communautaire, religieux, chef de quartier/village) et encourager leur participation dans la mise en œuvre et la révision des plans d'action. 3b. Promouvoir la collaboration avec les leaders religieux. 3c. Lorsque les autorités telles que la police, le sous-préfet, le préfet, les maires sont rétablies, les inclure dans les sessions de formation et les réunions régulières.
Leçon 4 : S'engager avec les CPC sur le rôle qu'ils ont joué dans la médiation des cas de violence domestique et les risques que cela peuvent créer	
Les résultats de l'évaluation suggèrent que les membres du CPC dans un grand nombre de quartiers sont impliqués dans des cas individuels de violence conjugale en jouant un rôle de médiation informel. Cela inclut plusieurs cas alarmants où une femme souhaitait quitter une relation ou porter plainte, mais elle a été persuadée de ne pas le faire par un membre du CPC. La médiation dans les cas de violence domestique est extrêmement problématique en raison, entre autres, des relations de pouvoir inégales entre le couple. C'est une question difficile en raison des options limitées que les survivant-es d'abus ont dans le contexte, mais en ce qui concerne le programme Oxfam, il est clair que le rôle des membres du CPC ne doit pas être celui de la médiation	4a. Engager le personnel du programme dans la discussion sur la Violence entre Partenaires Intime (VPI) et la médiation. 4b. Développer un module de formation spécifique sur la VPI pour les membres des CPC et les leaders locaux et autorités locales. 4c. Organiser activement des discussions avec les membres des CPC et, si possible, avec des leaders, pour renforcer leur compréhension des principes directeurs de l'IASC. 4d. Discuter des scénarios courants avec les membres des CPC lors de la session de formation initiale sur le VPI et des réunions subséquentes. 4e. Mettre les CPC en contact avec les structures et services qui font

	la prise en charge des cas des VBG pour permettre les CPC d'orienter des individus vers ces services.
Leçon 5: Clarifier et simplifier les voies de référencement et le rôle des CPC	
Les résultats d'évaluation suggèrent que les CPC jouent un rôle important en soutenant l'accès aux services pour les survivants de différents abus de protection, ce qui dans certains cas a eu des conséquences qui ont sauvé des vies. Dans tous les quartiers, cependant, les voies de référencement ne semblent pas aussi claires ou efficaces qu'elles pourraient l'être. Plusieurs Chefs de quartier ont rapporté qu'ils ont d'abord référé tous les survivant-es auprès du CPC, qui les orientent ensuite vers le service approprié, retardant les soins de santé et augmentant le nombre de fois qu'un survivant doit partager des informations sur l'abus. Dans de nombreux quartiers, il semble que les messages partagés en matière de sensibilisation mettent l'accent sur le rôle des CPC en référant les survivant-es plutôt que sur les services disponibles et les conditions d'accès.	5a. Clarifier les voies de référencement avec les membres des CPC et les leaders locaux 5b. Soutenir la sensibilisation pour partager plus largement les messages sur l'accès aux services. 5c. Continuer à fournir une approche flexible des fonds pour le transport pendant les projets. 5d. Renforcer les relations avec prestataires de services en vulgarisant les informations sur le rôle des CPC auprès de ces derniers de manière à assurer l'accès aux survivantes sans le référencement formel de la part de CPC
Leçon 6: Renforcement des capacités de plaidoyer et de sensibilisation des CPC	
Dans tous les quartiers, les CPC ont dans une certaine mesure poursuivi leurs activités de plaidoyer et de sensibilisation après la fin des projets (dans certains cas, des activités de plaidoyer <i>ou</i> de sensibilisation). Le plaidoyer ne nécessite pas d'appui financier important, et peut continuer à long terme, mais la compréhension du plaidoyer parmi plusieurs CPC, y compris ceux qui ont participé à la formation sur le plaidoyer, est assez faible, avec une confusion entre la sensibilisation, le référencement et plaidoyer. Bien qu'il faut s'attendre à ce que les activités de sensibilisation à l'échelle communautaire ne se poursuivent pas après la fin du projet, les compétences en sensibilisation des membres du CPC pourraient être renforcées pendant la durée de vie du projet en vue d'augmenter la durabilité.	6a. Renforcer la compréhension des CPC en matière de plaidoyer, en tirant des exemples positifs de la vie réelle. 6b. Développer un module de formation pour couvrir les principes et les techniques de base en matière de sensibilisation et soutenir les membres des CPC pour diversifier les méthodes utilisées. 6c. Fournir un soutien spécifique à chaque CPC en matière de sensibilisation sur la thématique de VBG.
Leçon 7: Soutenir la participation des femmes	
Les femmes membres des CPC ont partagé des expériences positives de collaboration avec des collègues masculin et ont participé à la prise de décision, et aucun obstacle majeur à leur participation n'a été identifié. Les résultats d'évaluation suggèrent que la combinaison des sessions de formation et la possibilité de mettre en pratique les compétences en menant des actions de sensibilisation et de plaidoyer ont soutenu la confiance et la participation des femmes. Les groupes de discussion avaient tendance à être dominés par les membres masculin du CPC, et les femmes étaient beaucoup plus ouvertes lors de la discussion séparée tenue à la fin. Plusieurs femmes membres du CPC ont également demandé qu'Oxfam soutienne la création de groupes séparés pour les femmes où elles peuvent discuter et mener des activités.	7a. Envisager d'établir des groupes de travail spécifique avec les femmes parallèles au CPC 7b. Mener une cartographie des associations et des groupes locaux de femmes dans chaque site pour une collaboration potentielle.
Leçon 8: Intégrer la planification de la sortie dans les projets dès le départ	
Le niveau de motivation et d'activité des membres du CPC qui ont participé à l'évaluation tant de mois après la fin du soutien au projet	8a. Développer un plan de sortie simple pour chaque projet

est très encourageant, particulièrement dans un contexte extrêmement imprévisible et difficile. La durabilité pourrait cependant être renforcée en intégrant la planification des sorties dans le cycle du projet, idéalement dès le début.	8b. Augmenter le nombre de membres dans chaque CPC. 8c. Soutenir activement le partage des responsabilités entre les membres du CPC.
Leçon 9: Renforcer les approches de Suivi & Evaluation (S&E)	
Les résultats de l'évaluation suggèrent que le CPC a fortement contribué à un certain nombre de changements positifs. L'évaluation n'incluait pas un examen des outils et systèmes de S&E d'Oxfam, cependant peu de preuves de ces changements ont été trouvées dans la documentation des projets (rapports bailleurs, nouvelles propositions).	9a. Intégrer dans le système de S&E un moyen de suivre les changements auxquels les membres des CPC ont contribué à travers ses actions. 9b. Développer une matrice de suivi simple pour chaque CPC.

Remerciements

Cette évaluation a été menée par Helen Lindley-Jones, consultante indépendante, avec la gestion globale du projet par Erlande Fanord, Coordinatrice d'Oxfam Protection-Genre en RCA. Un grand merci à Marie Florence Hamana pour l'assistance et la traduction de haute qualité, aux équipes Oxfam Protection-Genre de Bangui, Paoua et Bria pour l'organisation des GdD et leurs contributions, et à tous les participants des GdD.

Abréviations

AGR	Activité Génératrice de Revenu
CPC	Comité de Protection Communautaire
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EFSL	Emergency Food Security and Livelihoods
FPRC	Front Patriotique pour la Renaissance de Centrafrique
GdD	Groupe de Discussion
GFO	German Humanitarian Assistance
GBVIMS	Gender Based Violence Information Management System
IASC	Inter Agency Standing Committee
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	Organisation Non-Gouvernemental
ONU	Organisation des Nations Unis
PDI	Personnes Déplacées Internes
RCA	République Centrafricaine
RJ	Révolution et Justice
UNHCR	United Nations High Commission for Refugees
UNR	United Nations Resolution
VBG	Violence Basé sur le Genre
VPI	Violence entre les partenaires intimes
WASH	Water, Sanitation and Hygiene

Table des Matières

1. Introduction	9
2. L'approche d'évaluation	10
2.1 Questions d'évaluation	10
2.2 Méthodologie	10
2.3 Limitations	12
3 Contexte	13
3.1 Contexte du conflit	13
3.2 Contexte du conflit dans les zones d'intervention d'Oxfam	14
3.3 Risques et menaces de protection.....	15
4 Le programme de genre et de protection d'Oxfam en République Centrafricaine	17
4.1 Historique du programme.....	17
4.2 Théorie du changement et l'approche du programme.....	18
4.3 Adaptations clés	19
5. Résultats d'évaluation	21
5.1 Dans quelle mesure les comités de protection communautaire sont-ils toujours fonctionnels et réalisent des activités?	21
5.1.1 Dans quelle mesure les membres du CPC tiennent-ils toujours des réunions?.....	21
5.1.3 Quelles activités le CPC continue-t-elle de mener et comment les organisent-elles?	23
5.1.4 Dans quelle mesure les femmes membres du CPC participent-elles également aux activités et à la prise de décision?	28
5.1.5 Dans quelle mesure et comment les CPC collaborent-elles avec les autorités et les leaders locaux?	28
5.2 Quels sont les facteurs qui ont soutenu et entravé la durabilité?	30
5.2.1 Facteurs de soutien et d'entrave.....	30
5.2.2 Les risques pour la durabilité à l'avenir	33
5.3 À quels changements le programme a-t-il contribué?.....	35
5.3.1 Changements signalés par les membres individuels du CPC	35
5.3.2 Changements plus larges dans la communauté.....	37
6. Leçons et recommandations pour le programme global.....	41
7. Recommandations pour des sites d'intervention spécifiques	47
7.1 Bangui	47
7.2 Bria	47
7.3 Paoua	48
Annexes	50
Annexe 1 - Liste complète des modifications individuelles - Membres du CPC.....	50
Annexe 2 – Liste des résultats dans les quartiers d'intervention	52
Annexe 3 – Résumé par site.....	58
Annexe 4 – Check-List de Sortie	63
Annexe 5 – Exemple de Outcome Harvesting	65

1. Introduction

Oxfam met en œuvre une approche de protection communautaire en République Centrafricaine (RCA) depuis avril 2015 dans le cadre d'un programme d'intervention humanitaire intégrée dans les zones rurales et urbaines de Bangui, Paoua, Bria et Batangafo. Le programme englobe un certain nombre de projets multisectoriels/intégrés financés par des bailleurs de fonds de différentes durées. Cette évaluation a été commanditée en septembre 2017 pour documenter l'approche d'Oxfam en matière de protection communautaire en RCA, évaluer son efficacité et identifier les facteurs qui ont et qui peuvent contribuer à la durabilité de l'approche.

Après une revue de la documentation interne et externe, trois semaines de collecte de données qualitatives ont été réalisées en octobre 2017 dans dix différentes quartiers et localités où Oxfam avait implémenté une approche de protection communautaire. Dans huit de ces quartiers/localités, Oxfam a cessé de financer et de soutenir des activités entre mai et décembre 2016. Cela a permis d'évaluer dans quelle mesure les activités de protection communautaire étaient toujours en cours et s'il existait des preuves de durabilité après la clôture du projet. Dans trois quartiers de Paoua, Oxfam continuait à mettre en œuvre des activités de protection dans le cadre d'un projet financé par le ministère allemand de développement (GFO), qui servait de point de comparaison pour les autres sites et permettra de formuler des recommandations en vue de s'informer sur le reste du projet.

Ce rapport présente l'histoire de la crise humanitaire en RCA et la situation de protection historique et actuelle dans les zones où Oxfam intervient, avant de détailler l'approche d'Oxfam en matière de protection communautaire en RCA, les résultats de la recherche et les leçons clés. Des recommandations sont présentées pour le programme global d'Oxfam et pour chaque site d'intervention à Bangui, Paoua et Bria.

2. L'approche d'évaluation

2.1 Questions d'évaluation

L'objectif global de l'évaluation identifiée par l'équipe Genre et Protection d'Oxfam est de documenter et d'évaluer l'approche de protection communautaire mise en œuvre par Oxfam dans le cadre de la programmation humanitaire en RCA et d'identifier les facteurs qui ont contribué à la durabilité de l'intervention. Bien que l'équipe Genre et Protection soutienne les activités d'intégration de la protection¹ dans les interventions de sécurité alimentaire et de subsistance (EFSL) et de l'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), l'évaluation se limitait spécifiquement à l'aspect de protection communautaire inclut dans le programme humanitaire. Sur la base des discussions entre l'évaluateur et l'équipe d'Oxfam, les questions d'évaluation suivantes ont été identifiées:

1) Quelle approche de protection communautaire Oxfam a mise en œuvre et quels sont les changements visés par cette approche ?

- Quel est la théorie de changement de l'approche de protection mis en œuvre par Oxfam?
- Quel est le modèle qui a été utilisé pour la mise en œuvre dans les différentes zones d'implémentation ?
- Quels ont été les adaptations faites à la mise en œuvre de l'approche au fil du temps et pour quelles raisons ?

2) Quels sont les impacts (positif et négatif) à court et à moyen terme de l'approche de protection communautaire d'Oxfam ?

- A quel niveau et à quel moment les comités de protection sont fonctionnels/ opérationnels ?
- Quels sont les changements en termes de connaissances, attitudes, compétences et comportement constatés au niveau individuels chez les membres de ces structures ?
- Comment est-ce que les relations entre les comités de protection et les autorités locales ont changé pendant la période d'intervention ?
- Quel a été le contribution de l'approche de protection communautaire d'Oxfam dans les actions de mitigation et à la gestion des risques de protection dans les communautés d'intervention ?

3) Quels sont les éléments qui ont et qui peuvent contribuer à la durabilité de l'approche?

- Quels sont les facteurs internes et externes qui ont eu une influence a) positif et b) négatif sur le fonctionnement des comités de protection (y compris les défis expérimentée par les comités)?
- Quels sont les risques principaux a la durabilité du rôle et des activités des comités de protection ?

2.2 Méthodologie

En raison de la nature des questions d'évaluation et des ressources disponibles pour la collecte de données, l'étude d'évaluation était qualitative, combinant un examen documentaire de la littérature interne et externe avec trois semaines de collecte de données dirigées par la consultante d'évaluation externe en RCA. Afin de construire la théorie du changement et documenter le modèle de programme, en plus d'un examen des documents tels que les rapports des donateurs, les cadres logiques et les documents d'apprentissage, l'évaluateur a animé un atelier d'une journée avec les membres de l'équipe Protection-Genre.

Une stratégie d'échantillonnage en plusieurs étapes a été élaborée afin de sélectionner des quartiers/localités spécifiques pour la collecte de données dans chacun des trois sites d'intervention de Bangui, Paoua et Bria². Chaque quartier couvre la zone d'activité d'une seul CPC. Tout d'abord, dans chaque ville, les différentes zones où les activités de protection ont été mises en œuvre ont été identifiées, chacune d'entre elles contenant un certain nombre de quartiers différents. Deuxièmement, les quartiers spécifiques ont ensuite été sélectionnés en fonction d'une évaluation a) du niveau perçu de la fonctionnalité du CPC, b) de la composition religieuse du quartier, et c) des restrictions de sécurité. Des efforts ont été faits pour sélectionner les CPC qui, selon les commentaires du staff, étaient considérées comme «très fonctionnelles», «moyennement fonctionnelles» et «pas du tout fonctionnelles»³. Dans la mesure du

¹ L'intégration de la protection fait référence à la fourniture d'un soutien à d'autres secteurs, tels que WASH et EFSL, dans des actions visant à garantir que les interventions ne nuisent pas et, si possible, contribuent à des résultats de protection positifs.

² Batangafou était exclu pour des raisons sécuritaires

³ Les critères de fonctionnalité ont été définis comme suit: a) la mesure dans laquelle les CPC tiennent des réunions régulières; b) la proportion de membres participant à ces réunions; c) la mesure dans laquelle les CPC organisent leurs activités de manière indépendante. Le personnel a fourni des commentaires pour identifier les CPC par rapport à ces critères en fonction de leur connaissance des CPC durant la période du projet, et tout contact qu'ils ont eu depuis la fin du projet.

possible, la sélection des quartiers/localités a permis de faire un équilibre dans le choix des CPC dont leurs membres sont en majorité de confession chrétienne, ceux dont leurs membres sont à 100% de confession musulmane et ceux dont leurs membres sont compris entre les deux confessions (musulmane et chrétienne). Au total, **la recherche a été menée dans dix quartiers comptant 12 CPC** comme suit:

Ville	Zone	Nombre des quartiers/localités	Durée du projet	Nombre des mois depuis le fin du projet d'Oxfam
Bangui	PK5	3	18 mois	9 mois
	Bimbo 2 & 3	2	5-6 mois	16 mois
Bria	IDP Site PK3	1	12 mois	14 mois ⁴
	Bornou	1 (représentants des 3 CPC)		
Paoua	Centre-ville	3	14 mois	Projet en cours

Tableau 1: Sites pour la collecte de données

Dans chaque quartier, à l'exception du site de déplacés (PDI) PK3 de Bria et du quartier de Bornou, trois groupes de discussion (GdD) ont été menés en Sango et traduits en français, **totalisant 26 GdD, réparti** comme suit:

Groupe de Discussion	Description des participants
Membres du CPC	Tous les membres disponibles (jusqu'à dix). Une courte discussion séparée a eu lieu avec des femmes membres du CPC à la fin du GdD
Leaders et autorités locales	Autorités administratives (Chef de Quartier), chefs religieux, membres d'associations locales.
Membres de la communauté	Un échantillon sexuel mixte de résidents locaux de différents âges et origines.

Tableau 2: Information sur les participants d'évaluation

A Bornou, des représentants des CPC de trois quartiers différents (Bornou 1A, 1B et 2) ont été invités à un seul FGD. Sur le site PK3 à Bria, des représentants des CPC de chacun des cinq blocs du site ont été invités.

Les questions discutées avec les membres du CPC cherchaient à évaluer le niveau de fonctionnalité du CPC, à comprendre comment les activités étaient et sont actuellement organisées, ainsi qu'à recueillir des commentaires sur les changements subis par les membres du CPC et leur perception des changements auxquels leurs activités ont contribué dans le quartier.

En cherchant à identifier et documenter ces changements, l'évaluation s'est inspirée des approches de '**Outcome Harvesting**'⁵. S'inspirant des méthodologies de *Outcome Mapping*⁶, qui définissent un résultat comme «un changement dans le comportement, les relations, les activités ou les actions des personnes, groupes et organisations avec lesquels un programme s'engage directement», *Outcome Harvesting* fournit une approche utile pour identifier et décrire les changements spécifiques, l'importance de ces changements et la contribution du programme à ces changements⁷. Chaque description de résultat doit être formulée d'une manière qui peut être vérifiée par une ou plusieurs sources supplémentaires.

En ce qui concerne les changements au niveau individuel parmi les membres du CPC, la définition du résultat a été élargie pour inclure les **changements perçus dans les connaissances, les attitudes et les compétences**. Les commentaires de chaque membre des CPC sur les changements personnels qu'ils ont vécus ont été documentés et aucune vérification additionnelle de ces changements n'a été

⁴ Un nouveau projet avait commencé dans le site des déplacés quelques semaines avant le GdD avec une réunion de discuter la restructuration des CPC.

⁵ Outcome Harvesting, 2012, Ricardo Wilson-Grau & Heather Britt, Ford Foundation. Available from <http://www.outcomemapping.ca/resource/resource.php?id=374>

⁶ Earl, S, Carden, F & Smutylo, T (2001). Outcome Mapping. Building learning and reflection into development programs, IDRC, Ottawa.

<http://www.idrc.ca/EN/Resources/Publications/Pages/IDRCBookDetails.aspx?PublicationID=121> (Accédé sur le 22 Novembre 2013)

⁷ Dans Outcome Harvesting, l'accent est mis sur la compréhension de la contribution au changement plutôt que sur l'attribution.

demandée. En ce qui concerne les changements dans la communauté au sens large, les changements identifiés par les membres du CPC ont d'abord été documentés, puis les perspectives des autorités locales, des leaders et des membres de la communauté sur a) la mesure dans laquelle le changement a eu lieu; b) la contribution des CPC au changement, ont été récoltées lors des discussions avec ces groupes.

Après l'achèvement de la collecte des données, un atelier a été organisé à Bangui avec l'équipe Protection-Genre d'Oxfam et les responsables des autres secteurs afin de discuter des conclusions initiales et des recommandations.

Les données qualitatives ont été transcrites en français et codées dans le logiciel QDA Miner en utilisant une approche de codage thématique. Les changements vécus par les membres du CPC et par la communauté ont été identifiés et compilés dans un tableau aux **annexes 1 et 2** et aussi incorporés dans les résultats de l'évaluation. Ces changements ont été classés comme résultats partiels ou anecdotes de changement (voir l'encadré 1)⁸.

2.3 Limitations

Bien que le programme de protection communautaire ait été mis en œuvre dans les zones rurales et urbaines, en raison de la situation sécuritaire, **l'accès aux zones rurales autour de Paoua et Bria n'était pas possible**. Les divers affrontements entre les groupes armés et les déplacements ont fait que l'équipe d'Oxfam n'a pas de contact permanent avec les CPC dans ces localités. À Bangui, l'accès à certains quartiers de PK5 a été restreint en raison de la présence de groupes armés et les plans de collecte de données ont dû être modifiés à plusieurs reprises à la dernière minute en raison de l'évolution de la situation sécuritaire.

Au cours des GdD, des questions ont été posées par l'assistant de recherche en Sango et traduites sur place, puis transcrites en français, ce qui signifie que la perte d'une certaine nuance de traduction est probable. Bien que la communication avec les membres des CPC avant et au début des GdD ait souligné qu'Oxfam n'avait pas de plans immédiats pour relancer les activités avec les CPC, et que leurs réponses aux questions n'influenceraient pas cela, il y a une chance que les membres pourraient avoir exagéré la mesure dans laquelle ils étaient encore actifs dans l'espoir de gagner un soutien continu. Enfin, les membres des CPC ont eux-mêmes dirigé l'identification des participants au GdD avec les membres de la communauté. Bien que les CPC aient reçu des critères pour la sélection des participants, il y a un risque que les membres de la communauté qui étaient plus susceptibles de parler favorablement des activités des CPC aient été sélectionnés.

Encadré 1: Classification des résultats

Résultat - Changement de comportement lorsque suffisamment de détails sont disponibles pour le valider par d'autres sources.

Résultat partiel - Lorsque le changement n'est que partiellement positif.

Anecdote de changement - Changement sans information spécifique suffisante pour être classé comme un résultat et/ou ne peut pas être mesuré et justifié par les méthodes utilisées dans cette évaluation.

⁸ La classification des changements de cette manière est basée sur l'évaluation d'un programme de Search for Common Ground in Tanzania : Kishekya, D; Mauremootoo, J; and Smith, R (2013). [‘An outcomes evaluation of Search For Common Ground’s The Team Tanzania’](#)

3 Contexte

3.1 Contexte du conflit

Après une série de coups d'état et des années d'instabilité depuis l'indépendance en 1960, la dernière période de violence en RCA a commencé fin 2012, quand une coalition de mouvements rebelles a été formée pour s'opposer au régime du Président François Bozizé. La coalition, qui aurait été aussi intégrée par des mercenaires tchadiens et soudanais, s'est formée sous le nom de Seleka et a progressé du nord-est du pays, où elle est née, dans une campagne de terre brûlée. Les rebelles ont pris Bangui en mars 2013, enlevant le président Bozizé et installant Michel Djotodia, une des trois chefs de la coalition, à sa place.

La totale incapacité des forces de sécurités centrafricaines de faire face à l'attaque de la Seleka, qui a conduit à leur disparition, ainsi que la violence généralisée perpétrée par la Seleka contre les populations civiles ont conduit **de groupes de auto-défense connus sous le nom d'anti-balaka⁹ à rentrer en conflit contre la Seleka**. En 2013, le conflit a pris de plus en plus un caractère ethnico-religieux, et de plus en plus la population civile musulmane était identifiée au groupe Séléka. La violence et les attaques des anti-balaka ont entraîné un exode massif de la population musulmane vers le nord-est de la RCA et le Tchad¹⁰ et le développement d'enclaves dans certaines villes que les musulmans n'ont pas pu quitter. Au début de 2017, il a été estimé qu'environ 36 000 personnes vivaient encore dans sept enclaves dans le pays¹¹.

Encadré 2: Les anti-balaka

Le terme «anti-balaka» est utilisé pour décrire une série de groupes différents d'origines différentes. Alors que quelqu'un rassemblait des jeunes qui n'avaient jamais participé à des activités politiques tentant de défendre leurs quartiers, d'autres provenaient de l'autodéfense villageoise engagée par Bozizé en 2008, d'autres «coupeurs de route» et d'autres «anti-coupeurs de route». (Source: International Crisis Group 2015)

Alors que la violence intercommunautaire prenait de l'ampleur et que le risque de génocide augmentait, et suite à de la pression et du plaidoyer des ONGs, une urgence humanitaire de niveau 3 a été déclarée et la résolution 2127 des Nations Unies (ONU) a été adoptée en décembre 2013 autorisant la Mission Internationale de Soutien à la RCA (MISCA). Une force de maintien de la paix de 6,000 troupes de l'Union Africaine, appuyée par un déploiement militaire français, a dirigé les efforts de désarmement visant la Séléka. Cela a été suivi par une autre résolution de l'ONU en avril 2014, UNR 2149, qui a créé la Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), chargée de déployer 10,000 militaires et 1,800 policiers.

Pendant cette période, les tensions au sein du groupe dirigeant de la Séléka ont augmenté jusqu'à ce que Djotodia soit forcé de démissionner en janvier 2014 et que la coalition se soit divisée en différents groupes rivaux; l'Union pour la Paix en République Centrafricaine (UPC), le Front Populaire pour la Renaissance de la République Centrafricaine (FPRC), le Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de la République Centrafricaine (RPRC), la Séléka réformée pour la paix et la justice, le Mouvement Patriotique pour la République Centrafricaine (MPC)¹². Un gouvernement de transition dirigé par l'ancien maire de Bangui, Catherine Samba-Penza, a pris le pouvoir. Les mois qui ont précédé ont été marqués par des violences intercommunautaires et des luttes de pouvoir continues entre et parmi différents groupes ex-seleka et anti-balaka. En décembre 2015, un référendum constitutionnel a été organisé, ratifiant la nouvelle Constitution, signifiant la création d'un Sénat et de la Haute Cour de justice, et ouvrant la voie aux élections présidentielles qui commenceront plus tard dans l'année.

En janvier 2016, Faustin Touadera a été élu président, inauguré en mars 2016, permettant la mise en place d'un nouveau gouvernement. Le 19 juin 2017, le gouvernement a signé un accord de paix¹³ avec 13 des 14 groupes armés reconnus, qui appelaient à un cessez-le-feu immédiat des hostilités en échange d'une représentation politique des groupes. Malgré cela, la violence entre les différents groupes armés s'est poursuivie dans tout le pays, ce qui a entraîné une estimation de 600, 250 personnes déplacées en septembre 2017 et 50% de la population totale qui dépend de l'aide humanitaire pour survivre¹⁴.

⁹ Barbelet, V (2015). '[Central African Republic: addressing the protection crisis](#)'. Overseas Development Institute (ODI)

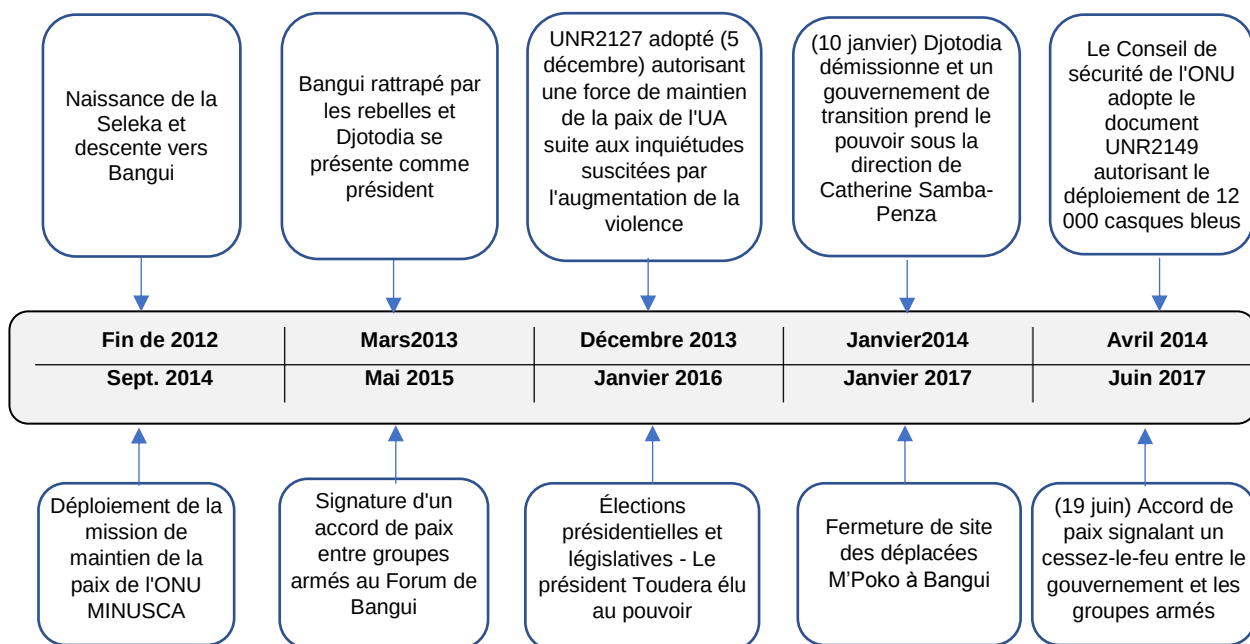
¹⁰ Ibid.

¹¹ Office for the Coordination of Humanitarian Assistance (OCHA) (2016) 'Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 – République Centrafricaine'.

¹² International Crisis Group (2015) '[Central African Republic: The Roots of Violence](#)'. Africa Report Number 230.

¹³ Al Jazeera (19th June 2017). '[CAR government signs peace deal with rebel groups](#)'. Accedee sur le 25 Septembre 2017.

¹⁴ [OCHA Central African Republic Overview – October 2017](#)



3.2 Contexte du conflit dans les zones d'intervention d'Oxfam

L'approche de protection communautaire d'Oxfam a été mise en œuvre dans les zones rurales et urbaines de Bangui (Bimbo et PK5), Paoua, Bria (le centre-ville et plusieurs axes dans les deux zones) et Batangafo. Au cours de l'avancée de la Séléka vers **Bangui** en 2013, ils ont commis de nombreux abus de protection contre des civils, notamment des exécutions sommaires, des violences sexuelles et des pillages. Cela a continué aussi dans la ville de Bangui et ses périphéries, notamment dans le quartier **PK5**, une zone commerciale majoritairement musulmane dans le 3ème arrondissement où le programme Oxfam a été mis en place, et plusieurs quartiers à **Bimbo 3**. Ceci a augmenté le soutien aux groupes anti-balaka, et le 5 décembre 2013 un mouvement des anti-balaka a attaqué la Séléka à travers plusieurs quartiers différents de Bangui. Pendant cette période, on estime que la moitié des 800,000 habitants de Bangui ont fui vers des camps informels¹⁵, y compris un grand site de déplacés à côté de l'aéroport de M'Poko¹⁶, avec le plupart des quartiers de PK5 laissée presque vides. Le quartier de Guitangola V à Bimbo 2, où le programme d'Oxfam a également été mis en œuvre, a été un site d'accueil pour les déplacés internes durant la crise, accueillant jusqu'à 6 camps. Les sites de personnes déplacées ont été fermés par le gouvernement en février 2017, entraînant le retour d'une grande partie de la population dans leurs quartiers d'origine.

Depuis le début du conflit, **Bria**, dans le nord-est du pays, a été une base clé pour un ancien groupe de la Séléka, le Front Patriotique pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC), et a été affecté par un conflit entre le FPRC, le MLCJ, l'UPC, et les groupes locaux anti-balaka. En mai 2017, l'intensification des combats entre les anti-balaka et une branche du FPRC a conduit à l'incendie de maisons appartenant à des chrétiens dans la ville et au déplacement de plus de 20, 000 résidents locaux vers un site de déplacés internes¹⁷, juste à l'extérieur de la ville, et on estime à date que 45 000 personnes, 90% de la population de la ville de Bria, résident maintenant dans le site. Des groupes anti-balaka ont attaqué la ville en juin dans le but de reprendre le contrôle, provoquant un certain nombre de morts¹⁸, et la violence a continué, avec des discussions sur un accord de paix potentiel qui auraient été initiées au cours du mois de septembre 2017¹⁹.

Entre mars 2013 et janvier 2014, la ville de **Paoua** et ses environs, situés dans le nord-ouest du pays, étaient contrôlés par la Séléka. Cela a conduit à la création du groupe anti-Seleka Révolution et Justice (RJ), né sur le cendre de l'ancienne groupe rebelle de la zone, l'APRD, pour lutter contre leur domination

¹⁵ Lazareva, I (Le 5 juillet 2017). ['Now we're back it's even worse: The Bangui residents who preferred a refugee camp to their own city'](#). The Guardian. Accédée sur le 24 Octobre 2017.

¹⁶ Displacement Tracking Matrix Report (Aout 2017). ['The IDP situation in Bangui'](#). International Organization for Migration.

¹⁷ Radio France Internationale (20 Mai 2017). ['RCA: Bria de nouveau secouée par les violences'](#). Accédée sur le 24 Octobre 2017.

¹⁸ Radio France Internationale (29 Juin 2017). ['RCA : Bria sous le contrôle des milices d'auto-défense'](#). Accédée sur le 24 Octobre 2017.

¹⁹ Radio Ndeke Luka (20 Septembre 2017). ['RCA : Trois groupes armés favorables à la paix à Bria'](#). Accédée sur le 24 Octobre 2017.

et attaques contre des civils dans la ville de Paoua en janvier 2014²⁰. Le groupe n'était cependant pas aligné avec les anti-balaka²¹, et les années suivantes ont été marquées par les conflits et les attaques en cours entre les groupes ex-Seleka, RJ et anti-balaka. La situation a été exacerbée par les conflits entre éleveurs peuhls et agriculteurs en raison de la pratique de la transhumance, dans laquelle les pastoralistes nomades bougent leur bétail selon les saisons en utilisant les couloirs de transhumance, qui traversent aussi la RCA, à la recherche des terres de pâturage, en détruisant souvent des zones agricoles se trouvant sur leur passage²². Le plan d'intervention humanitaire de la RCA 2017 estimait que jusqu'à 50% des cas d'assassinats, de déplacements forcés et de destruction d'effets personnels pendant la saison sèche étaient causés par des conflits découlant de cette pratique²³.

3.3 Risques et menaces de protection

Tout au long de la crise, les populations civiles ont été quotidiennement confrontées à des menaces de violence, d'extorsion et de privation perpétrées par des groupes armés et d'autres civils. Les personnes interrogées pour une étude réalisée par l'Overseas Development Institute (ODI) en 2015 ont identifié les principales menaces auxquelles les personnes étaient confrontées en raison d'un **manque de protection physique et de restriction des mouvements**. Bien que les musulmans interrogés aient perçu la principale source de menaces comme les anti-balaka, et les chrétiens l'ex-Séléka, la Seleka a dès le début extorqué de l'argent et pillé les boutiques musulmanes²⁴ à Bangui, et qu'au fur et à mesure que le conflit se poursuit, les anti-balaka attaquent de plus en plus les non-musulmans²⁵.

Les données recueillies pour cette étude d'évaluation ont révélé que les résidents de PK5 et de Bimbo 2 et 3 continuent d'être confrontés à l'insécurité quotidienne des groupes armés locaux, y compris **l'érection de barrières, la taxation forcée et les enlèvements, en particulier des jeunes femmes**²⁶. Les participants ont toutefois reporté que l'agression physique générale et le vol dans les rues et chez les habitants perpétré par de **gangs locaux de jeunes hommes non affiliés à un groupe armé**, aggravés par la forte prolifération d'armes, constituaient une source d'insécurité majeure²⁷. Les leaders locaux, en particulier, ont perçu les taux élevés de chômage comme conduisant les jeunes hommes au banditisme²⁸.

Les données recueillies par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR) montrent la nature sexospécifique de ces menaces de protection, les hommes étant plus fréquemment la cible d'exécutions arbitraires, d'arrestations, de détentions et d'extorsions, et les femmes d'enlèvements, de violences sexuelles et d'accusations de sorcellerie²⁹. Les **accusations de sorcellerie**³⁰, principalement contre les femmes et les enfants, sont historiquement communs en RCA et aboutissent souvent à des actes de ce qu'on appelle «justice populaire», le meurtre de personnes accusées³¹.

Entre janvier et août 2017, le système de gestion de l'information sur la **violence basée sur le genre** (GBVIMS) a enregistré 5,913 incidents, dont 38% représentent des cas de violence contre des mineurs³². Cependant, cela risque de sous-représenter de manière significative le nombre de personnes touchées étant donné le manque de services pour les survivants et **la stigmatisation** entourant la violence basée sur le genre (VBG). Les discussions engagées avec les membres de la communauté dans le cadre de l'étude d'évaluation ont fréquemment cité les différentes formes de VBG comme des menaces de protection fréquentes, et en particulier la violence conjugale (ou la VPI). A Bangui, plusieurs participants ont noté que cela semble avoir augmenté pendant la période de déplacement mais s'est poursuivi depuis le retour dans les quartiers. À Bria et à Paoua, en plus de la violence conjugale, les participants féminins aux discussions ont noté les risques continus d'attaques de groupes armés et de violence sexuelle lorsqu'ils **tentaient**

²⁰ Amnesty International (2014). '[Central African Republic : Time for accountability](#)'.

²¹ [Ahmat, D \(Le 13 Janvier 2014\) 'Centrafrique : "Révolution et Justice" dément être un groupe rebelle'](#). Alwihda Info. Accédé sur le 24 Octobre 2017.

²² Cluster Protection RCA '[Commission Mouvement de Population-Mars 2015](#)'.

²³ Office for the Coordination of Humanitarian Assistance (OCHA) (2016) 'Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 – République Centre Africaine'.

²⁴ Barbelet, V (2015). '[Central African Republic: addressing the protection crisis](#)'. Overseas Development Institute (ODI)

²⁵ Ibid.

²⁶ GdG -Membres de la communauté, Foulbe, PK5, Bangui. Le 5 Octobre 2017.

²⁷ GdG Membres de la communauté, Fondo, PK5, Bangui. Le 20th Octobre 2017.

²⁸ GdG -Leaders locaux, Fondo, PK5, Bangui. Le 5 Octobre 2017.

²⁹ Office for the Coordination of Humanitarian Assistance (OCHA) (2016) 'Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 – République Centre Africaine'.

³⁰ La sorcellerie est une crime selon le code pénale de la RCA, punis par l'emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 100.000 à 1.000.000 de francs.

³¹ Ibid.

³² Oxfam, le 24 octobre 2017 'Note de Plaidoyer à l'intention de M. Antonio Guterres Secrétaire Générale des Nations Unies'

d'accéder à leurs champs³³ ou à Bria, lorsque les résidents du site des personnes déplacées ont tenté de **regagner leurs maisons** dans les quartiers pour collecter des effets personnels³⁴.

Au cours de cette période, l'état a été incapable de remplir son rôle de protection obligatoire; suite à l'avancée de la Séléka en 2013, l'armée et la police se sont désintégrés³⁵. Les élections de 2016 ont permis le démarrage d'un lent processus de retour des autorités de l'état, mais la capacité, en termes de nombre d'autorités en place, de ressources et de compétences, reste faible³⁶. Les GdG dans le cadre de cette étude ont mis en évidence les niveaux élevés de **violence perpétrés par la police³⁷ et des niveaux élevés de corruption**. À Paoua, par exemple, les participants aux groupes de discussion ont noté que le fait que les auteurs de violences sexuelles puissent facilement soudoyer la police constitue un problème majeur³⁸.

Enfin, on estime que depuis le début du conflit, 13,000 enfants ont été recrutés de forces par à des groupes armés³⁹. La violence et le déplacement ont fait qu'une grande proportion d'enfants a manqué au moins deux ans d'école, 25% des écoles du pays n'étant pas fonctionnelles à la fin de l'année 2016⁴⁰.

³³ GdD-Membres de la communauté, Cite Lycee and Arabe 3, Paoua. Le 13 et le 14 Octobre 2017.

³⁴ GdD-CPC-PK3, Bria. Le 9 Octobre 2017.

³⁵ Barbelet, V (2015). '[Central African Republic: addressing the protection crisis](#)'. Overseas Development Institute (ODI)

³⁶ OCHA (2016) 'Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 – République Centre Africaine'.

³⁷ GdD-Membres de la communauté, Cite Lycee, Paoua. Le 13 Octobre 2017.

³⁸ Ibid.

³⁹ OCHA (2016). 'Aperçu des besoins humanitaire 2017: République Centrafricaine'.

⁴⁰ Office for the Coordination of Humanitarian Assistance (OCHA) (2016) 'Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 – République Centre Africaine'.

4 Le programme de genre et de protection d'Oxfam en République Centrafricaine

4.1 Historique du programme

Le programme humanitaire d'Oxfam a débuté dans les sites de déplacés de Bangui en janvier 2014, en mettant l'accent sur les activités WASH et l'intégration de la protection. Toutes les activités ont été suspendues entre juin 2014 et début 2015. **L'approche de protection communautaire a été établie en avril 2015 dans 10 quartiers, dont PK5, à Bangui** dans le cadre d'un programme WASH et EFSL plus large avec le soutien des fonds du Département Canadien des Affaires Etrangères, Commerce et Développement (DFATD). À l'époque, Oxfam avait concentré son attention et son expérience sur les approches de protection communautaire au niveau globale, et l'équipe t Protection-Genre a estimé qu'il était possible de mettre en œuvre une telle approche dans le contexte de la RCA⁴¹, étant donné le large éventail de menaces de protection contre les populations civiles, la faiblesse des stratégies locales d'atténuation et le manque d'institutions étatiques opérationnelles pour remplir leur mandat de protection.

Depuis la mise en place initiale de l'approche, plusieurs financements ont été acquis auprès de divers bailleurs de fonds pour étendre les activités dans différentes zones de Bangui (Bimbo 2 et 3), Bria, Paoua et Batangafo, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. **En septembre 2017, 54 CPC avaient été mis en place dans les zones rurales et urbaines**, toujours dans le cadre d'un programme humanitaire intégré plus large. Les activités ont toujours été implémentées directement par le personnel d'Oxfam, plutôt que par le biais d'ONG nationaux.

Ville	Zone	Nombre des CPC	Dates du projet	Bailleur de fonds	Dates du projet	Bailleur de fonds	# mois d'appui	
Bangui	PK5	10	Avril 2015 -Mars 2016	DFATD	Juillet– Décembre 2016	IrishAid	16	
	Bimbo 2	3	Novembre 2015 – Mai 2016				7	
	Bimbo 3	3	Janvier - Mai 2016				5	
Bria	Centre-ville	10	Aout 2015 – Juillet 2016	DGD	Mai 2017- Mars1018	FH, MOFA	12	
	Axes	10	Octobre 2016 – Juillet 2017				10	
		IDP Site PK3	5 CPC en cours de rétablissement(avec les membres des CPC des quartiers)			Mai 2017 ⁴² - Mars1018	ECHO, FH	Na
Paoua	Centre-ville	10	Juillet 2016 – Mars 2018	GFO			20	
	Axes	5	Février – Septembre 2017	DGD			8	
Batangafo	Centre-ville	3	Février– Septembre 2017	DGD				
Total:		54						

Tableau 3: Historique d'établissement des Comités de Protection Communautaire

⁴¹ Entrevue avec la Coordinatrice Genre et Protection, le 3 Octobre 2017

⁴² Veuillez noter que des retards avec le mis en œuvre de ce projet veut dire que les premières activités avec les CPC ont commencé dans le site PK3 quelques semaines avant les GdD. Les activités avaient pas encore commencée dans les quartiers en ville ou le recherche était mené.

4.2 Théorie du changement et l'approche du programme

La théorie clé qui sous-tend le programme est la suivante:

Si ... les individus motivés disposent de l'espace nécessaire pour s'organiser, sous la forme de Comités de Protection Communautaire, la connaissance de leurs droits, et les compétences en plaidoyer et sensibilisation, ils pourront mener une analyse des menaces de protection et mener des actions locales pour la réduction de ces menaces.

Grâce à ces actions, Les Comités de Protection Communautaire, avec le soutien des leaders locales, générera un dialogue sur les droits des personnes, les actions qui peuvent être prises pour atténuer les menaces de protection, et comment accéder au soutien.

Ensemble, ce dialogue et ces actions de plaidoyer ciblées réduiront l'exposition des gens aux menaces de la violence, de la coercition et de l'extorsion, et atténueront les risques de protection, et garantiront que les gens auront accès à un soutien en cas de besoin..

Un diagramme résumant la théorie du changement et l'approche du programme se trouve à la page 19. La **mise en place de CPC dans chaque village ou quartier** est au cœur de cette approche, et commune à de nombreuses approches de protection communautaire au niveau globale. Après une première présentation du projet aux leaders locales et aux membres de la communauté élargie lors d'une réunion (ouverte à tous les résidents), Oxfam réalise ensuite une série de cinq ou six groupes de discussion avec différents groupes afin de réaliser **une analyse des risques locaux de protection**. Une réunion de restitution est ensuite organisée. Un comité de sélection est établi afin de définir les critères de sélection des membres du CPC.

Encadré 3: Critères de sélection des membres du CPC commun

- Bonne moralité;
- Participe aux réunions communautaires;
- Vit dans le quartier;
- est disponible pour les activités;
- Accepte de travailler comme bénévole;
- A un niveau d'alphabétisation de base.

Bien que ce soit spécifique au contexte, les critères communs sont décrits dans l'encadré 3. Pour chaque CPC, il est obligatoire qu'il y ait **5 membres féminins et 5 membres masculins**. Le comité de sélection procède ensuite à la **présélection des personnes** qui répondent à ces critères et qui sont intéressés, et un vote communautaire est organisé pour décider des membres finaux. Une fois établi, chaque membre se voit attribuer un rôle, y compris les rôles de président, vice-président, secrétaire, animatrice, et ils sont présentés aux différentes autorités locales.

Les membres du CPC sont ensuite formés aux principes et aux approches de la protection communautaire avant de participer à un atelier animé par Oxfam pour **élaborer des plans d'action locaux**. Le premier jour de l'atelier se concentre sur **l'identification et l'analyse**

des différents risques de protection dans le quartier au cours des trois derniers mois, et leur inscription par priorité. Pour chaque menace, l'auteur, les différentes victimes, l'impact et les différents mécanismes d'adaptation sont identifiés. Au cours de la deuxième journée, le CPC développe **un plan concret d'actions pour les trois menaces prioritaires** de protection, y compris les activités prévues et le budget requis. Dans la plupart des sites, cette information est mise à jour tous les trois mois pendant une demi-journée, mais à Batangafo, elle est mise à jour tous les mois en raison de l'évolution de la situation sécuritaire.

En plus du soutien financier apporté aux actions de sensibilisation, Oxfam a fourni le matériel pour construire un espace basique qui peut servir de bureau et/ou lieu de rencontre pour chaque CPC. En plus, Oxfam a fourni des matériels de fonctionnement tels que stylos et cahiers, bancs, tables et chaises, plusieurs téléphones à partager entre le comité et 2,000 CFA par mois en crédit et un mégaphone.

Au cours du projet, les membres du CPC participent à des **formations supplémentaires** sur la GBV, le référencement vers les services de prise en charge et le plaidoyer (sessions de formation obligatoires) et, si le temps et les fonds sont disponibles, la protection des enfants, la gestion des conflits et les droits des femmes. Les CPC reçoivent un soutien financier d'Oxfam pour organiser des événements de sensibilisation à l'échelle de la communauté, tels que décrits dans les plans d'action. Ils utilisent plusieurs canaux de sensibilisation tels que le théâtre, les débats, les championnats de foot, des émissions radio, des rencontres de proximité avec des groupes de familles, et les repas communautaires. Les CPC organisent aussi des campagnes de sensibilisation porte à porte plus régulière.

Les leaders communautaires sont également formés à la protection communautaire, à la VBG et à la gestion des conflits. Cela varie selon le projet mais comprendrait normalement le chef de quartier (et ses représentants), les leaders religieux chrétiens et musulmans, et parfois les leaders des associations locales. A Bria les leaders communautaires sont aussi été formée sur les lois nationales et le rôle de chaque leader dans le respect de la loi, à travers une collaboration avec le procureur dans le zone.

Il n'y a pas de réunions régulières entre le CPC et les dirigeants locaux, mais le CPC demande souvent **l'appui de différents leaders en matière de sensibilisation et de plaidoyer**. En planifiant des actions de plaidoyer pour faire face aux menaces de protection identifiées, le CPC est soutenu par Oxfam pour mener une **analyse des risques** et rechercher activement le soutien de différents dirigeants et autorités. Le CPC peut également mener des actions de plaidoyer plus réactives en fonction des cas individuels qui peuvent survenir (comme un enlèvement ou une accusation de sorcellerie).

Le **référencement vers les services** est en cours; les membres du CPC se relaient pour passer des périodes (normalement une demi-journée) dans le bureau du CPC (un hangar construit pour chaque CPC par Oxfam), afin de référer les personnes qui demandent du soutien aux services appropriés. Pour chaque référencement le/la secrétaire du Comité de Protection, remplit une Fiche de Référencement que l'individu apporte au service, qui a leur tour doit remplir une e Fiche de Contre-Référencement. Les incidents de protection enregistrés de cette manière sont ensuite compilés et analysés par Oxfam pour suivre les tendances des incidents de protection.

4.3 Adaptations clés

Bien qu'aucune adaptation majeure n'ait été faite à la structure du programme depuis sa création en 2015⁴³, quelques modifications ont été faites au fil du temps. Initialement, il y avait très peu d'engagement avec les autorités locales, souvent dû au fait que les autorités, telles que le chef de quartier, avaient été déplacées, et à l'absence d'une force de police opérationnelle. L'engagement avec les autorités a augmenté depuis 2016, car ils ont été invités à participer à des séances de formation afin de pouvoir fournir un soutien aux CPC et, dans certains cas, le chef de quartier et les notables étaient eux-mêmes devenues membres du CPC⁴⁴.

Encadré 4: Partenariat avec les chauffeurs de mototaxi à Paoua

Oxfam a payé les chauffeurs de taxi moto local dans les villages pour assurer le transport(aller-retour) des personnes à l'hôpital de Paoua après l'achèvement du traitement. Les chauffeurs ont bénéficié de la visibilité d'Oxfam, et Oxfam a rencontré le commandant des groupes rebelles locaux qui contrôlaient les routes dans la région pour avoir leur autorisation en vue de faciliter la libre circulation des chauffeurs de taxi moto, mais les membres des groupes armés ont continué à exiger des taxes aux taxis à différentes occasions.

À Batangafo, des vélos ont été fournies aux CPC pour leur permettre de transporter les survivant-es d'abus de protection aux services locaux. A Paoua, certains villages d'intervention sont situés jusqu'à 50 km de la ville de où se trouvait l'hôpital le plus proche. Oxfam a donc développé un partenariat avec des chauffeurs de mototaxis locaux (voir Encadré 4).

À certains moments, les changements dans le contexte de la sécurité ont empêché Oxfam d'accéder aux sites d'interventions. Lorsque cela s'est poursuivi sur une plus longue période, le monitoring de la situation de protection a été assurée par SMS et les membres du CPC se rendant parfois à la base d'Oxfam pour faire le point sur la situation et demander un soutien. Le déplacement à grande échelle dans les zones rurales autour de Paoua et Bria en raison des attaques de groupes armés en 2017 a fait que le personnel d'Oxfam a perdu le contact avec un certain nombre de CPC et n'a pu contacter les autres que sporadiquement. A Bria,

cette situation a été aggravée par un très faible couverture du réseau téléphonique.

Dans la ville même de Bria, les conflits entre les groupes anti-balaka et le FPRC entre décembre 2016 et juin 2017 ont entraîné le déplacement de tous les membres des CPC dans six quartiers à majorité chrétienne de la ville vers le site PK3. Oxfam a récemment commencé à travailler avec les membres des CPC qui résident actuellement sur le site pour les soutenir dans la poursuite de leurs activités. Suite à une réunion de consultation en septembre 2017, il a été décidé de restructurer les membres des CPC en cinq groupes (A, B, C, D, E), chaque membre regroupant cinq blocs du site (couvrant un total de 20 blocs)⁴⁵.

⁴³ Entrevue avec l'équipe de Genre et Protection à Bangui, le 3 octobre 2017.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ 'Compte Rendu de la réunion de travail, de réforme, de renforcement de capacité et de mise en place de plan d'action des CPC du site de pk3', Septembre 2017.

Théorie du Changement – Approche de protection communautaire d'Oxfam en République Centrafricaine (RCA)

Impact	Les populations civiles dans les quartiers où Oxfam intervient à Bangui, Bria, Paoua et Batangafo en RCA sont protégées contre la violence, la coercition et la déprivation et accèdent aux services en cas de besoins		
Résultats	Les femmes, les hommes et les enfants ont une meilleure connaissance des menaces de protection locales, des stratégies d'atténuation et de leurs droits	Les menaces de protection identifiées localement sont éliminées ou atténuées par le plaidoyer et l'activisme des CPC et des leaders locaux	Les individus disposent des informations sur les modalités d'accès aux services de support disponibles localement et sont soutenus pour y accéder en cas de besoins
Résultats intermédiaires	Les CPC dirigent les actions locales de sensibilisation et de plaidoyer sur les menaces de protection identifiées et les services disponibles avec le soutien des leaders locaux		Les femmes membres des CPC participent de plus en plus aux activités du CPC grâce à une meilleure connaissance de leurs droits, de leurs compétences et de leur confiance
Outputs	Les CPC ont les connaissances et la capacité nécessaires pour identifier les menaces de protection locales, le cadre juridique et basé sur les droits qui les entoure, et mener des actions locales de plaidoyer et de sensibilisation	Les dirigeants administratifs, religieux et de la société civile ont une connaissance du cadre juridique et des droits entourant les menaces à la protection et fournissent un soutien aux CPC dans les actions locales	Les CPC ont accès à des informations à jour sur les services de soutien locaux et les conditions d'accès ainsi que sur les compétences et les connaissances requises pour fournir des références confidentielles
Activités – La mise en place du programme			
Création des CPC paritaire (5 femmes, 5 hommes): • Évaluation rapide de la protection dans le quartier menée par Oxfam et restitution des résultats ; • Critères pour être membre du CPC établis par les comités de sélection ; • Présélection des membres ; • Vote communautaire ; • Attribution de rôles spécifiques et définition du cadre de travail définissant les rôles et les responsabilités ; • Présentation des membres du CPC aux autorités locales par Oxfam. Élaboration de plans d'action • Atelier de deux jours avec les membres des CPC pour analyser les menaces de protection et élaborer des plans d'action ; • Mise à jour mensuelle ou trimestrielle du plan. Formation pour les membres des CPC: Selon la durée du projet. • 3 sessions de formation obligatoires (Protection communautaire, VBG et le référencement et le plaidoyer) ; • Sessions de formation supplémentaires (gestion des conflits, protection de l'enfance et droits des femmes). Organisation des activités: • Réunion hebdomadaire des membres des CPC ; • Réunions ad hoc avec Chef de Quartier et autres dirigeants.			
Activités-Faciliter l'action locale		Activités-Accès aux services	
Actions de sensibilisation Comme indiqué dans les plans d'action. Analyse de risque réalisée avant chaque action • Grands événements communautaires (théâtre, repas communautaires, débats) • Porte à porte et discussions en petits groupes • Des matériels et outils de communication(dépliants, boîtes à images, pièce de théâtre, jeux, Sketch etc) standard adaptés au contexte sont produits pour soutenir la sensibilisation. Formation des dirigeants locaux Administrations gouvernementales, leaders religieux locaux et membres d'associations, sur la protection communautaire, la VBG et la gestion des conflits. Actions de plaidoyer locales Selon les menaces de protection identifiées, avec le soutien des dirigeants locaux. Analyse de risque réalisée pour chaque action.		Cartographie de service: • Oxfam facilite la GdD pour identifier les services locaux. • Oxfam effectue la première vérification, la deuxième vérification est faite par le CPC. • Des informations sur les différents services offerts et les conditions d'accès documentées. • Le CPC échange ses coordonnées avec les prestataires de services pour se tenir au courant des services. Référence: • Les membres du CPC sont présents à tour de rôle au bureau du CPC. • Pour chaque référencement une fiche de référencement est complétée. • Des messages sur l'accès aux services intégrés dans les actions de sensibilisation.	

5. Résultats d'évaluation

5.1 Dans quelle mesure les comités de protection communautaire sont-ils toujours fonctionnels et réalisent des activités?

Principales conclusions

- Une proportion de membres de neuf CPC interrogés dans sept quartiers où le soutien du projet a pris fin il y a entre 17 et 9 mois tiennent encore des réunions et mènent certaines activités.
- Quatre CPC sur neuf semblent tenir des réunions régulières une ou deux fois par semaine pour examiner et planifier les activités.
- Le nombre de personnes qui restent actives varie selon les CPC et ne dépend nécessairement pas de la régularité des réunions ou le niveau d'activité du CPC.
- Dans tous les quartiers, les CPC continuent de référer les individus aux services locaux, même en utilisant leurs propres fonds. Les membres des CPC sont largement impliqués dans des cas de VPI, y compris la médiation entre un couple.
- Dans la majorité des quartiers, les CPC poursuivent une forme de sensibilisation et, dans un nombre plus limité de cas, des actions de plaidoyer.
- La participation des femmes aux CPC est forte, mais dans plusieurs CPC, les femmes ont souhaité la mise en place d'un groupe séparé.
- Il y a un fort engagement avec le chef de quartier dans chaque quartier, mais il n'y a pas de réunions régulières avec les autorités locales. La collaboration avec les leaders religieux varie.

5.1.1 Dans quelle mesure les membres du CPC tiennent-ils toujours des réunions?

Des recherches sur le terrain ont été menées avec les CPC dans sept quartiers de Bangui et de Bria où l'approche de protection communautaire a été mise en œuvre par Oxfam mais où le financement de projet a pris fin, couvrant **neuf CPC** (à Bornou dans Bria des représentants de trois CPC différentes ont été interviewés ensemble dans un quartier). **Dans tous ces quartiers, une partie des membres du CPC tenaient encore des réunions et exerçaient des activités**, bien qu'ils n'avaient pas reçu le soutien d'Oxfam depuis 17 mois (pour les CPC à Bimbo 2 et 3 à Bangui), 15 mois (pour les CPC à Bria) et 9 mois (pour les CPC du PK5 à Bangui). Une description plus détaillée par quartier figure à l'**annexe 3**.

Parmi les CPC il y a plusieurs différences clés dans le nombre et le typologie des activités et comment elles sont organisées. **Sur neuf CPC, quatre CPC**, à Fondo et Yambassa (PK5, Bangui) Bornou 1B (Bria), et Cité de la Paix (Bimbo 3, Bangui) **semblent tenir des réunions régulières**. Les commentaires des CPC eux-mêmes indiquent qu'ils se font normalement une fois par semaine (par exemple le vendredi à 14 heures pour Bornou 1B), ou deux fois par semaine (par exemple jeudi et samedi pour Yambassa). Les GdD ont cependant révélé que les CPC n'avaient peut-être pas maintenu un niveau de régularité strict dans ces réunions ; à Cité de la Paix (Bimbo 3, Bangui) par exemple, Le CPC se réunit une fois par semaine, mais la dernière réunion a eu lieu deux semaines avant le GdD

Parmi ces CPC, il semble que les réunions sont organisées différemment. Au Cité de la Paix, le CPC discute d'un thème de protection particulier, puis planifie des activités (principalement de sensibilisation). A Fondo, différents membres partagent leur observation des différents problèmes du quartier comme base pour une planification :

« Nous tenons des réunions chaque lundi et samedi. Chaque personne partage les problèmes qu'elle a identifié et nous organisons nos activités et notre sensibilisation. »

(Président du CPC, Fondo, PK5, Bangui)

Notamment, a Fondo, l'attention du CPC semble aller au-delà de la protection vers un examen plus élargie des problèmes dans le quartier. Lors de leur réunion la plus récente, par exemple, le CPC a discuté du problème de la stagnation de l'eau dans le quartier et a prévu de rencontrer le chef de quartier pour discuter de la façon de gérer ce problème. À Bria, pendant la durée de vie du projet, les CPC ont créé , avec l'appui d'Oxfam, un **Comité de Coordination**, composé de plusieurs représentants de chaque CPC, qui continue de se réunir tous les mois pour discuter des activités de chaque CPC.

Dans quatre autres quartiers, le CPC tient des réunions sporadiquement⁴⁶. Dans ces cas, il semble que des réunions sont organisées pour discuter des menaces de protection spécifiques, selon les besoins. A Foulbe (PK5, Bangui), le Président convoque une réunion lorsque lui-même, ou un autre membre du CPC, entend parler d'une menace de protection; dans ce cas ils se rencontrent pour en discuter. Autrement ils se rencontrent lorsque le chef de quartier réfère au CPC une personne qui a besoin d'accéder aux services de prise en charge. A Guitangola V (Bimbo 2, Bangui), le CPC se réunit également en cas d'abus de protection spécifique pour décider de la meilleure ligne de conduite, ou s'ils ont observé une tendance particulière d'abus de protection (comme un certain nombre de cas de maltraitance des enfants dans le quartier), auquel cas ils planifient ensuite des actions de sensibilisation porte à porte.

À Paoua, toutes les CPC se rencontrent régulièrement (une fois par semaine), mais **les discussions** au cours de la réunion semblent porter sur des **cas d'abus de protection contre des individus spécifiques plutôt que sur une discussion plus large des tendances** en matière de protection. Au Cite Lycee, par exemple, lors de la réunion hebdomadaire, le CPC délègue de plus petits groupes de membres pour intervenir d'avantage dans les affaires qui «ne vont pas bien». Au Arabe 3, lors de la réunion hebdomadaire, les membres discutent de chaque cas d'abus de protection qu'ils ont observé et décident comment intervenir dans chaque cas.

5.1.2 Quelle proportion des membres du CPC sont toujours actifs?

Parmi les CPC, **le nombre de personnes qui restent membres actifs varie** et ne dépende pas nécessairement de la régularité des réunions ou du nombre ou des types des activités organisé par le CPC. A Foulbe et Guitangola V, il semble que **cinq membres du CPC** continuent à assister régulièrement aux réunions et aux activités, tandis que les autres membres semblent avoir arrêté ou réduit leur participation pour différentes raisons (voir la section 5.2). A Fondo, **huit membres** assistent régulièrement aux réunions, et a Yambassa, Bornou 1A, Bornou 1B et Bornou2 de **huit à neuf** membres. Au Cité de la Paix, le président et les membres présents au GdD ont déclaré avoir tenu des réunions avec « ceux qui se présentent, quel que soit le nombre », et il semble que seulement **quatre membres** sont régulièrement actifs. Il n'y a eu qu'un seul cas, à Bornou 1B, où lors qu'un membre ait décidé d'arrêter ses activités, le CPC **a intégré un individu** qui avait déménagé dans le quartier et qui était particulièrement intéressé par leur travail pour le remplacer.

Dans l'ensemble des CPC, des similarités ont émergé dans la manière dont les membres ont conçu les objectifs du CPC et leur rôle. Le plus souvent, les membres du CPC comprenaient leur objectif en termes de «ramener la paix dans le quartier» et de «lutter contre les menaces à la protection»⁴⁷. Plus précisément, de nombreux membres des CPC ont estimé que leur rôle consistait à mener des actions de sensibilisation afin de changer le comportement des personnes:

«En tant que membre du CPC, mon rôle est d'aller vers les groupes armés et de les sensibiliser pour changer leur comportement, et aussi de faire du porte à porte pour changer le mauvais comportement [dans le quartier]»

(Femme membre du CPC, Fondo, PK5, Bangui)

À Fondo en particulier, les membres du CPC ont mis l'accent sur leur rôle dans «la cohésion du quartier, afin qu'il y ait une bonne entente entre chrétiens et musulmans». Alors que les membres du CPC expliquaient que **leur rôle était d'orienter les personnes** qui venaient vers eux et de mener des actions de suivi, l'accent était mis sur le changement du comportement des personnes par le partage d'informations et de conseils. Le plaidoyer a été mentionné par un CPC (Yambassa) pour parler à des groupes armés, mais en général les membres des CPC ont moins insisté sur ce point, ou sur l'engagement avec les autorités locales, lorsqu'ils ont décrit leur rôle.

A Paoua, les membres des CPC ont semblé concevoir spécifiquement leur rôle en termes d'implication dans des cas individuels et en particulier de conflits conjugaux et de violence domestique⁴⁸, avec plusieurs

⁴⁶ Sur le site PDI PK3 de Bria, le neuvième site de collecte de données, chaque CPC tient des réunions deux fois par semaine, mais il semble que ces réunions régulières aient été relancées récemment en conjonction avec la réorganisation des activités sur le site.

⁴⁷ GdD-CPC, Cité de la Paix. Le 7 octobre 2017.

⁴⁸ Dans l'analyse des données, les termes «conflit conjugal» et «violence domestique» sont souvent utilisés côte à côte. Considérant que les conflits conjugaux sont normaux chez les couples ayant une dynamique de pouvoir équilibrée et n'impliquent pas nécessairement que des abus ont lieu, la violence domestique est un terme spécifique utilisé pour désigner un comportement abusif et contrôlant d'un individu (généralement un homme) par rapport à son partenaire (généralement une femme). Les membres du CPC, ne reconnaissant pas cette distinction, ont souvent utilisé ces termes de façon interchangeable. Lorsque, à partir des données, il est clair que le répondant fait référence à la violence domestique, soit en utilisant ce terme ou dans la description de l'action, cela a été utilisé. Lorsqu'il n'est pas clair si le répondant faisait référence à un conflit ou à un cas d'abus,

membres du CPC à Arabe 3 notant que s'il y a un «conflit conjugal nous écoutons, nous fournissons des conseils».

5.1.3 Quelles activités les CPC continuent-ils à mener et comment ils les organisent-ils?

a) Activités de sensibilisation

Dans la majorité des quartiers, les CPC poursuivent une forme d'activité de sensibilisation, à l'exception de Foulbe (PK5, Bangui), où les membres expliquent que cela a cessé. Durant la période du projet les activités de sensibilisation incluaient des événements communautaires, des séances de sensibilisation de masse et des activités de groupe ou de porte à porte ; maintenant les CPC mènent seulement les activités de sensibilisation porte à porte. La plupart des CPC interviewées ont vu cela comme un **obstacle majeur à leurs activités**, et selon les membres du CPC de Foulbe, c'est la raison pour laquelle ils ont complètement arrêté la sensibilisation. Dans la Cité de la Paix (Bimbo 3, Bangui), cependant, même pendant le projet, les CPC ont jugé que des activités de sensibilisation porte à porte étaient plus adaptées à leur contexte ;

«Nous continuons la sensibilisation de proximité, c'est une zone très vaste, nous travaillons sur trois zones. Parce que c'est tellement vaste, nous avons trouvé qu'il est préférable de faire de la sensibilisation de proximité plutôt que de masse. Par exemple, il y a huit mois, nous avons mené des campagnes de sensibilisation sur la maltraitance des enfants, nous sommes allés en groupe de deux dans chaque zone. Mais d'abord, nous informons le chef de quartier ... Nous l'avons fait pour que les gens comprennent le rôle des enfants dans la société. »

(Femme membre du CPC, Cité de la Paix, Bimbo 3, Bangui)

Dans tous les cas, il semble que **la fréquence des activités de sensibilisation**, même de porte à porte, **a considérablement diminué**. Selon la plupart des GdD, la fréquence précisée n'était pas claire, mais plusieurs CPC ont pu identifier des cas spécifiques de sensibilisation depuis la fin des projets, ce qui suggère qu'elle ne se produit pas trop régulièrement. L'exception semble être à Fondo, où le CPC a déclaré qu'elle continue de faire des sensibilisations porte-à-porte la plupart des semaines. Par contre les CPC qui sont toujours accompagnés par Oxfam à Bria et à Paoua continuent à mener les activités de sensibilisation avec une certaine régularité.

Encadré 5: Sélection du thème de sensibilisation

Après la fin du projet Oxfam en 2016 et au début de 2017, les sites des personnes déplacées à Bangui ont été fermés par le gouvernement et les résidents sont retournés dans leurs quartiers, notamment celui de Yambassa au PK5, qui est un quartier mixte musulman et chrétien. En mars 2017, le CPC a entendu circuler beaucoup de rumeurs parmi les retournés selon lesquelles les musulmans allaient tuer des chrétiens dans les quartiers. Le CPC a décidé d'organiser une campagne de sensibilisation porte à porte pour dissiper les rumeurs et calmer la situation.

Dans tous les CPC qui poursuivent leurs activités de sensibilisation, **le choix du thème** de l'activité de sensibilisation et les modalités de sa réalisation sont discutés lors d'une réunion avec tous les membres du CPC, soit dans le cadre de réunions hebdomadaires régulières, soit de réunions plus sporadiques. À Guitangola V, par exemple, les membres du CPC ont expliqué qu'ils tiendraient une réunion s'ils voyaient une tendance particulière en matière de protection, puis ils planifieraient une campagne de sensibilisation porte à porte autour de ce thème. En ce qui concerne les CPC qui tiennent des réunions plus régulières, le choix du thème de sensibilisation dépend des observations partagées par les membres des CPC sur les abus de protection depuis la réunion précédente.

Pour toutes les activités de sensibilisation des CPC, elles sont **menées en petits groupes**. Sur le site des PDI de Bria, par exemple, les membres sont organisés en couples qui

font ensuite du porte-à-porte dans le «bloc» qui leur a été assigné. A Fondo, les CPC a divisé le quartier en trois zones, qui sont couvertes par des membres différents. À Guitangola V, les membres du CPC ont expliqué qu'ils se divisent en trois groupes (d'environ deux personnes chacun), puis vont saluer les gens chez eux et commencent à discuter du thème. A Paoua, où le projet est en cours, les membres des CPC se regroupent entre deux (à Bournou) et cinq (Arabe 3) ménages pour discuter du thème.

la terminologie originale a été utilisée. Il convient toutefois de rappeler que les estimations de la prévalence de la VPI physique et/ou sexuelle au cours de la vie en RCA sont de 30% (CF International, 2014 et CDC, 2014) et qu'il existe une forte probabilité que le membre du CPC fasse référence à la VPI.

En ce qui concerne le **contenu de la discussion** et les messages clés partagés, il semble que les membres des CPC suivent généralement la structure décrite dans l'encadré 6. Lorsqu'on leur demande quels sont les différents messages partagés, les membres des CPC ne semblent pas mettre l'accent sur le partage des informations sur les services de prise en charge (quels sont les services disponibles, dans quelles conditions d'accès et comment y accéder), mais plutôt ils attendent à ce que les personnes les adressent une demande pour qu'ils puissent les référer. Parmi les exemples de messages partagés par les membres des CPC lors des discussions de groupe, mettent beaucoup plus l'accent sur une **approche basée sur les droits**, et de promouvoir le **dialogue et la cohésion**, par exemple:

Encadré 6: Actions de sensibilisation

Lors de chaque action de sensibilisation, le CPC:

- a. Présente et définit le problème (les menaces de protection);
- b. Discute des droits des personnes concernant ce problème, y compris en se référant au cadre légal;
- c. Discute des différentes actions qui peuvent être prises et des services disponibles.

"Nous avons parlé des droits de l'homme, en disant que les gens devraient se soucier les uns des autres et qu'il n'est pas bon d'avoir des conflits, nous voulons ramener la cohésion après la crise."

(Membre du CPC masculin, Fondo, PK5, Bangui)

Enfin, pour de nombreux membres des CPC, l'accent était mis sur le fait de «**fournir du conseils**». Pour certaines menaces de protection, le fait de «fournir du conseils» dans le cadre de la sensibilisation n'est pas nécessairement problématique, et il est naturel; à Arabe 3, à Paoua par exemple, le CPC a conseillé aux femmes de ne pas aller aux champs car il y avait un risque d'attaque. Dans la majorité des cas décrits dans les GdD, cependant, le CPC faisait référence au fait de «**fournir du conseils**» dans les cas de **violence domestique**. Les messages précis vont d'une simple promotion du dialogue aux messages blâmant la survivante et à ceux qui favorisent la médiation entre le couple (voir plus loin).

A Foulbe, par exemple, lorsqu'on leur a demandé quel 'conseil' ils donnaient aux couples, le CPC a déclaré qu'ils expliquaient qu'*«une personne ne devrait pas être violente envers l'autre, les couples devraient se parler»*. À Yambassa, cependant, le message ne portait pas seulement sur le comportement du mari, mais sur **la façon dont une femme devrait agir pour ne pas provoquer la situation**:

« Quand il y a des problèmes familiaux, je donne des conseils. J'explique que vous ne pouvez pas frapper une femme pour rien, mais qu'une femme ne devrait pas crier (se plaindre bruyamment), les femmes ont tendance à le faire, mais alors leurs maris vont les frapper. [Je vous explique que] l'hôpital est cher, vous devrez peut-être payer 18,000CFA pour votre femme en médecine si vous la frappez, mais si vous lui donnez de l'argent pour sa crème comme demandé, ce n'est pas cher, vous devriez faire des choses pour la faire sourire. »

(Président, CPC, Yambassa, PK5, Bangui)

À Cité Lycée (Paoua), les membres du CPC ont expliqué les conseils donnés aux femmes et aux filles pour «**éviter**» la violence:

« Notre dernière activité de sensibilisation a été en septembre sur la violence domestique et la prévention de la violence sexuelle. Le message était que le mari, en tant que chef de famille, devrait conseiller à ses fils de respecter la loi, et la mère devrait parler à leurs filles de la façon de se comporter afin d'empêcher le viol. Un autre portait sur la protection communautaire ... le message était que si une femme va au marché pour vendre sa marchandise et que son mari lui demande de l'argent pour de la bière, si elle refuse, il la frappera. Nous conseillons qu'une femme fasse partie du corps de son mari et qu'il ne doive pas la frapper, ce n'est pas normal. »

(Membre du CPC, Cité Lycée, Paoua)

Enfin, à Bornou, à Paoua, notamment lors des discussions de sensibilisation regroupant plusieurs ménages, les CPC ont décrit comment, en discutant du sujet de la prévention de la violence sexuelle, ils commençaient la discussion en soulignant l'importance de la cohésion entre le couple, pour ensuite passer à demander aux couples présents des questions sur leurs propres relations.

b) Plaidoyer

La mesure dans laquelle les CPC ont poursuivi leurs activités de plaidoyer après la fin des projets était beaucoup plus limitée que pour la sensibilisation. **Il n'y avait pas de corrélation entre la mesure dans laquelle les CPC menaient des activités de plaidoyer et celles auxquelles ils tenaient régulièrement des réunions, ou la poursuite des activités de sensibilisation.** Le CPC de Fondo, par exemple, continuait à se réunir régulièrement, et la sensibilisation continue, mais avait une faible compréhension du plaidoyer, et ne considérait pas cela comme une activité en cours, à l'exception de quelques cas

spécifiques. Par contre, à Foulbe, bien que le CPC n'ait pas tenu de réunions régulières et ait arrêté les activités de sensibilisation, il a continué à plaider en faveur de la réduction des menaces de protection spécifiques et a pu partager plusieurs exemples réussis.

Lorsque les activités de plaidoyer étaient mentionnées, elles étaient généralement en **réaction à des menaces spécifiques** qu'un membre du CPC avait remarqué ou expérimenté, plutôt que dans le cadre d'un examen des plans d'action, tels que décrits par les membres du CPC à Foulbe:

« Lorsqu'il y a une menace, le président appelle les membres du comité à se rencontrer et nous voyons ce que nous pouvons faire. Par exemple ma petite sœur a été kidnappée il y a cinq jours. Le comité s'est réuni et tout le monde est allé la chercher. Chaque fois que nous entendons parler d'une menace, nous nous rencontrons. »

(Femme membre du CPC, Foulbe, PK5, Bangui)

Dans la plupart des cas, les actions de plaidoyer semblent **concerner des cas individuels d'abus** ou des cas de conflit, plutôt que de cibler des menaces de protection plus larges, comme décrit dans Guitangola V:

« Continuez-vous à mener des actions de plaidoyer? Oui, quand il y a un cas, nous allons toujours vers les autorités. Il y avait un cas, juste derrière ma maison, il y avait une dispute entre voisins et c'est devenu très agressif, tout le monde a sorti leurs couteaux. Avec l'accord du chef de quartier, je suis allé à la police, ils sont arrivés et ont mis plusieurs personnes en prison, d'autres ont fui. »

(Membre du CPC masculin, Guitangola V)

Cela inclut plusieurs cas où des **femmes ont été accusées de sorcellerie** et les membres des CPC sont intervenus pour empêcher la foule de lyncher la personne accusée. .

A Paoua, bien que les CPC dans les trois quartiers se soient référés au plaidoyer pour des cas individuels lorsqu'on leur a demandé de décrire leurs activités de plaidoyer, le plaidoyer qu'ils ont décrit concernait en réalité le renvoi des survivantes d'abus vers les services. Après discussion avec l'équipe d'Oxfam, il a été précisé que les CPC n'avaient pas encore reçu de formation sur le plaidoyer, ce qui explique la faible compréhension du terme par les membres..

En général, **tous les membres des CPC** qui sont encore actifs participent à la **discussion et à la prise de décision** concernant les actions de plaidoyer à entreprendre, avec une réunion pour discuter et décider la meilleure ligne de conduite à suivre lorsque la menace de protection n'est pas urgente. Les individus spécifiques qui poursuivent ensuite l'action de plaidoyer peuvent varier et il n'y a pas de points focaux de plaidoyer spécifiques, cependant il semble qu'en général c'est le président et d'autres individus particulièrement actifs. À Yambassa par exemple, le CPC a expliqué que *«si les groupes armés sont trop influents, nous allons dans un grand groupe pour leur parler, s'ils sont moins influents, nous allons en groupes de deux ou trois personnes»*. Parfois **des membres** des CPC entreprennent les actions de **plaidoyer individuellement** si la situation qui se présente l'exige, comme décrit par le président du CPC du Fondo:

« Il y avait une barrière sur la route, il fallait payer quelque chose pour pouvoir passer. Un jour, je rentrais chez moi et quand je suis arrivé à la barrière, ils m'ont demandé de payer. J'ai expliqué que nous avions tous souffert pendant la crise et qu'il n'était pas bon de continuer à faire souffrir la communauté, nous avons parlé pendant longtemps. Finalement, ils ont dit qu'ils enlèveraient la barrière, et maintenant nous pouvons circuler librement.

(Président du CPC, Fondo, PK5, Bangui)

Dans tous les cas, toute activité de plaidoyer est entreprise avec **le soutien et souvent l'implication directe du chef de quartier**. Les CPC ont indiqués qu'ils informent toujours le chef de quartier et que, selon la menace spécifique, ils peuvent **mener le plaidoyer conjointement avec le chef de quartier**, ou que le chef de quartier peut avancer avec l'action de plaidoyer lui-même. Le CPC de Yambassa a par exemple décrit comment, dans un cas concernant une barrière mis en place par un groupe armé où il demandait le paiement, le CPC a décidé, à la suite d'une analyse de risque, **qu'il ne pouvait pas s'approcher directement de ce groupe**. Ils ont parlé au chef de quartier, qui à son tour a parlé avec le maire, et c'est le maire qui a parlé avec le chef du groupe armé. A Foulbe, le président du CPC a eu la chance de rencontrer le **président de l'Assemblée Nationale** une fois à la mosquée locale, et après s'être présenté ainsi que le CPC, le président de l'Assemblée a partagé ses coordonnées si le CPC avait besoin d'aide. Le CPC a profité de cela à deux reprises (voir section 5.3).

En ce qui concerne **les messages spécifiques** utilisés durant le plaidoyer, tous les exemples partagés par les CPC concernant le plaidoyer auprès des groupes armés ont révélé que des **méthodes de persuasion non accusatoire** étaient utilisées. Cela réduit non seulement le risque auquel les membres des CPC sont exposés, mais il est plus susceptible de faire appel aux points communs entre les groupes armés et les membres de la communauté. À Yambassa, par exemple, lors d'un plaidoyer auprès d'un groupe armé local pour l'élimination d'un barrage routier, le CPC s'est assuré de dire «*ils savent que le groupe est là pour protéger la communauté*», avant d'expliquer que ce qu'ils n'aidaient personne avec la barrière.

c) Référencement

Dans tous les quartiers, les CPC continuent à mener des activités de référencement en fournissant des informations et des conseils sur les services disponibles localement et adaptés à la situation d'une personne. Il semble que la référence se fasse de trois façons; soit **un individu se rend directement chez le CPC** pour demander des informations et des conseils, soit le **Chef de Quartier réfère un individu au CPC**, soit le **CPC entend ou voit un abus de protection** et va ensuite activement fournir à l'individu en question des informations et / ou l'accompagner aux services.

Les CPC continuent de remplir les fiches de référence que les victimes peuvent présenter aux services pour faciliter l'accès. Dans tous les quartiers, les membres des **CPC semblent être les points focaux pour un certain nombre de personnes afin d'accéder aux services**, plutôt que **ceux qui fournissent des informations** permettant aux individus d'accéder directement aux services. Il peut y avoir différents facteurs qui contribuent à cela. Premièrement, les GdD suggèrent que les membres des **CPC conçoivent fortement leur rôle dans la facilitation de référencement** et peuvent estimer que les individus devraient d'abord s'adresser à eux. Deuxièmement, bien que pendant le projet, Oxfam ait souligné que les CPC peuvent orienter les individus vers les services sans remplir de fiche de référence, il semble que **l'existence des fiches de référence** puisse en partie être le moteur de cette tendance. Troisièmement, la plupart des **individus manquent d'argent pour payer le transport** vers les services et peuvent d'abord s'adresser aux CPC dans l'espoir qu'ils paieront les frais de transport. Quatrièmement, de nombreux cas de référencement concernent des cas de violence domestique, et il semble que **des individus demandent non seulement des informations sur les services, mais aussi des conseils, et que le CPC intervienne dans leur cas**. Enfin, un certain nombre de cas décrits par les CPC concernent des personnes qui, en raison de leurs blessures, auraient eu du mal à atteindre l'hôpital seul, et **le soutien physique d'autres personnes**, comme les membres des CPC, était requis.

Le référencement n'est pas fait que par les points focaux des comités, mais dans plusieurs quartiers, tels que Yambassa et Foulbe, où le Président et plusieurs autres membres sont connus pour être les plus actifs, **les résidents semblent plus enclins à rechercher ces personnes**. Il semble y avoir une faible **compréhension du concept de confidentialité** parmi les membres des CPC et le chef de quartier dans plusieurs quartiers, ainsi que des principes de soutien centré sur les survivants, dans lesquels la voie la plus directe vers les services est facilitée. Dans chaque site, le Chef de Quartier a mentionné les cas d'abus pour lesquelles **il avait d'abord informé le CPC**, afin que le CPC puisse ensuite procéder à orienter la personne, multipliant ainsi le nombre des écoutes ainsi que le nombre des gens au courant du cas. Parmi les membres des CPC eux-mêmes, malgré que la plupart des GdD suggérait que les membres orientaient directement les individus vers les services, plusieurs CPC faisaient référence à un examen des cas individuels de protection en tant que groupe en décrivant comment les réunions hebdomadaires étaient structurées. A Paoua, les membres des CPC se réunissent d'abord pour faire le référencement des cas de violence sexuelle, comme l'explique un membre :

« S'il y a un conflit conjugal, ou entre les enfants, nous intervenons individuellement. Cependant, s'il s'agit d'un cas de violence sexuelle, nous nous réunissons d'abord en groupe, puis nous renvoyons l'affaire au Centre d'Ecoute, puis au centre médical. »

(Membre du CPC, Arabe 3, Paoua)

À Bornou, à Paoua, le CPC semble se réunir d'abord en tant que groupe avant de procéder au référencement :

« Nous tenons une réunion chaque samedi à 15 heures, s'il y a un cas, nous décidons quoi faire. Si cela nécessitait un référencement, nous envoyons un groupe de cinq personnes. »

(Membre du CPC, Bornou, Paoua)

Les données qualitatives des GdD avec les CPC, les leaders locaux et les membres de la communauté suggèrent qu'une **grande partie des cas de référence concerne des cas de violence domestique**. La participation précise des membres des CPC varie d'un membre à l'autre et d'un comité à l'autre, mais dans tous les quartiers, le CPC semble être largement impliqué dans des cas individuels, en plus de fournir de

l'information sur les options de référencement aux services. Dans plusieurs cas, des membres des CPP sont intervenus individuellement pour **interrompre une acte de violence** d'un mari contre sa femme en raison de la gravité de ce qu'ils ont entendu ou vu, par exemple à Fondo:

« Un jour, il y a eu un homme qui a frappé sa femme presque à mort. J'ai frappé à sa porte et lui ai dit que ce qu'il faisait était illégal et qu'à la place ils devraient se parler. J'ai dit à la femme de venir chez moi et nous pourrions aller à l'hôpital ensemble. Elle était à l'hôpital pendant trois jours, et ensuite je l'ai aidée à faire une plainte auprès de la justice, mais ils ont trouvé un compromis et la paix est revenue dans leur foyer. »

(Membre du CPC masculin, Fondo, PK5, Bangui)

Dans d'autres nombreux cas, le **CPC est directement impliqué dans la médiation entre couple**, et il ne voit pas nécessairement son rôle en termes de partage d'informations sur les options et services disponibles, mais plutôt en termes de soutien à l'unité d'un ménage. Dans un cas à Fondo par exemple, le CPC a décrit comment une femme a été poignardée par son mari et a voulu porter plainte contre lui, mais le CPC est intervenu pour parler au mari et «trouver une solution», et finalement la femme a décidé de ne pas poursuivre son mari en justice.. A Arabe 3, à Paoua, le CPC a décrit comme un exemple de changement positif un cas où une femme a décidé de quitter son mari, mais **le CPC est allé la trouver pour la convaincre à regagner le foyer**. A Bornou, à Paoua, les membres du CPC semblent voir dans leur rôle de traiter des cas de violence domestique plutôt que de se référer aux services disponibles:

« Nous allons d'abord au victime pour voir la cause de la menace, et si nous pensons que le cas doit être traité, nous le traitons, sinon, nous le référons au Centre d'Ecoute. Quels sont les cas que vous traitez à votre niveau (plutôt que de vous référer)? Les problèmes entre couples, par exemple si un homme frappe sa femme ou vice versa, ou les problèmes entre voisins. »

(Membre du CPC, Bornou, Paoua)

Selon le cas, **le CPC peut décider de parler seulement avec le mari, ou avec la femme et le mari** (ensemble ou séparément). Par exemple, à la Cite Lycee, Paoua, le CPC a décrit un exemple où un mari a battu sa femme après être rentré en état d'ivresse, et le CPC est allé parler au mari pour lui expliquer que s'il buvait, il devrait attendre de rentrer chez lui. A Arabe 3, Paoua, le CPC semble parler en général à la fois au mari et à la femme:

« Que dites-vous aux couples? Si c'est un couple où le mari frappe sa femme, le CPC leur expliquera que ce n'est pas normal de se battre, ils devraient discuter. Nous les mettons ensemble, d'abord nous laissons parler la femme pour s'expliquer, ensuite le mari, puis nous expliquons le rôle d'un mari et d'une femme, que chacun a ses droits. »

(Membre masculin du CPC, Arabe 3)

A Foulbe, l'exemple partagé par un membre du CPC a démontré le risque que les CPC réaffirment les **attitudes de blâme de la victime** dans la façon dont ils s'impliquent dans les cas :

« Dans notre quartier, il y a beaucoup de gens qui ont le même problème. Il y avait une femme qui était battue par son mari, elle a discuté de ce problème avec Le CPC. Nous sommes allés lui parler (le mari) avec le président du CPC mais la situation n'a pas changé. Hier, il y a eu un autre cas de femme qui a été battue, j'ai pris la femme et je l'ai mise dans ma maison. Parlez-vous au couple ensemble ou séparément? Pour le premier cas, je suis allé parler au mari seul pour lui donner un conseil. Pour le deuxième cas, je suis allé parler au couple ensemble, parce que c'était la femme qui avait provoqué la violence. »

(Femme membre du CPC, Foulbe, PK5, Bangui)

Dans tous les quartiers, les GdD avec les membres de la communauté ont révélé qu'en général, les CPC sont connus pour intervenir dans les cas de « conflit conjugal» et pour promouvoir le dialogue au sein des ménages. À Bria, **les femmes ont reconnu le rôle des CPC en aidant les individus à porter plainte**, car beaucoup d'entre elles sont mariées à des membres de groupes armés, qui sont souvent les auteurs des violences, les CPC ne peuvent pas parler directement à leurs maris pour des raisons de sécurité:

« Les femmes qui sont victimes de violence domestique savent que si le mari refuse la convocation, elles peuvent aller chez les CPC et il sera présenté devant la justice ... Les maris sont parfois membres de groupes armés. Les CPC ne peuvent pas aller leur parler, ils ont peur. Les CPC donnent donc des conseils et c'est à la femme de voir ce qu'elle peut faire. »

(Membre féminine de la communauté, Bornou, Bria)

5.1.4 Dans quelle mesure les femmes membres du CPC participent-elles également aux activités et à la prise de décision ?

A la fin de chaque FGD avec CPC, une courte discussion séparée a eu lieu avec des femmes membres du CPC afin de comprendre dans quelle mesure : a) les femmes se sentaient à l'aise de participer aux discussions et aux activités du groupe mixte; b) elles se sentaient capables de participer et influencer la prise de décision, c) s'il y avait des obstacles à leur participation, et s'ils avaient des recommandations pour Oxfam sur la façon de soutenir leur rôle.

Dans toutes les discussions, **les femmes ont souligné qu'elles se sentaient à l'aise de participer aux discussions et aux activités du CPC**, et qu'elles étaient libres d'échanger des idées et de débattre avec les membres masculins du CPC. Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'influence réelle sur la prise de décision de cette manière, les membres féminins ont souligné qu'elles ont le sentiment que leurs contributions et **leurs points de vue sont écoutés** et pris en compte, et que chaque fois qu'il y a un problème de protection les hommes assurent que les femmes soient informées.

« Nous travaillons bien avec les hommes et partageons des idées, nous trouvons des compromis, cela nous a donné beaucoup de satisfaction ... S'il y a des points de débat, les propositions sont souvent retenues, cela m'a vraiment motivé. »

(Femme membre du CPC, Guitangola V, Bimbo 2, Bangui)

« Nous prenons aussi des décisions et ils nous écoutent, et souvent ils sont d'accord. Nous partageons des idées, nous discutons et ils nous écoutent. Par exemple, lors de la planification d'un événement de sensibilisation, ils ont suggéré de le faire samedi matin, mais nous avons expliqué que les femmes de l'association de l'église seraient alors occupées, alors nous avons proposé mardi, et ils ont accepté. »

(Femme membre du CPC, Arabe 3, Paoua)

Dans toutes les discussions de groupe, les femmes ont confirmé que toutes les actions de plaidoyer étaient discutées ensemble et qu'elles s'adressaient également aux autorités.

Il convient toutefois de noter que lors du GdD mixte, la discussion avait tendance à être dominée par plusieurs membres masculins (souvent le président), et les femmes étaient beaucoup plus animées et engagées pendant la discussion des femmes à la fin. Dans plusieurs groupes de discussion, les femmes ont recommandé **qu'Oxfam crée un groupe séparé pour les femmes**, «Oxfam nous donne la responsabilité de faire des activités exclusivement pour les femmes, d'organiser des réunions entre les femmes ». Dans certains cas, **les femmes membres du CPC ont elles-mêmes lancé des activités** plus larges avec d'autres femmes du quartier. Par exemple, à Fongo, une femme a décrit comment elle a maintenant établi un club de football pour les femmes et jouera son premier match à la fin du mois. Une autre femme a décrit comment elle voyait qu'il n'y avait pas de représentants pour les événements de la Journée Internationale de la Femme le 8 mars, et elle a donc mobilisé les membres des associations féminines locales pour participer.

La clé de cette participation a été les **sessions de formation et la possibilité de mener des activités de sensibilisation et de plaidoyer** pour que les femmes s'expriment en public et grandissent en confiance, plusieurs femmes expliquant comment elles ont maintenant « la capacité de s'exprimer », grâce aux séances de formation, et que la formation sur le genre a permis aux femmes de constater qu'elles peuvent également «avoir la parole»⁴⁹. En conséquence, dans plusieurs cas, les participantes ont expliqué qu'elles aimeraient recevoir une formation supplémentaire d'Oxfam, à la fois sur de nouveaux sujets et des sessions de recyclage sur les sujets existants.

5.1.5 Dans quelle mesure et comment les CPC collaborent-elles avec les autorités et les leaders locaux?

Le programme de protection d'Oxfam a été mis en œuvre au plus petit niveau administratif en RCA d'un quartier en milieu urbain ou un village en milieu rural, chaque CPC mettant en œuvre des activités dans un même quartier ou village. Les quartiers sont regroupés en communes ou groupements⁵⁰, qui relèvent des sous-préfectures et des préfectures. Le point de contact direct du CPC dans le quartier est le chef de quartier ou de village (selon que la zone est urbaine ou rurale), un poste administratif élu et officiellement reconnu avec un mandat de 10 ans⁵¹, chacun d'entre eux est entouré par plusieurs Conseillers et Notables. Depuis la crise, la présence d'un commissariat et/ou d'une gendarmerie n'est pas assurée dans tous les

⁴⁹ FGD-CPC, Bornou (Bria). 10th October 2017.

⁵⁰ Bangui, composé de 205 quartiers et 16 groupements, est ensuite divisée en huit arrondissements.

⁵¹ African Security Sector Network (2016). [Les chefs de quartiers, de villages et les chefferies traditionnelles en RCA'](#)

quartiers ; dans la plupart des zones touchées par le conflit en cours, ce sont plutôt la police et l'armée de la MINUSCA en charge de la sécurité.

Préfet						
Sous-préfet						
Marie de Commune		Commissaire	Commandant Gendarmerie	Chef de Patrouille	Chef MINUSCA	
Chef de Groupement						
Chef de Quartier/Village						
Conseillers	Notables	Police	Gendarme	Armée	MINUSCA Police	MINUSCA armée

Tableau 4: Aperçu des autorités étatiques et non-étatiques en RCA, adaptation de la présentation utilisée dans la formation d'Oxfam sur le plaidoyer.

Dans tous les quartiers, les CPC ont signalé une forte collaboration avec le chef de quartier, qui a été confirmée par les chefs de quartier eux-mêmes lors du GdD avec les leaders locaux. En général, les CPC ne tiennent pas de réunions régulières avec le Chef de Quartier, à l'exception de Guitangola V (Bangui), où les réunions ont lieu chaque dimanche, mais les CPC gardent un contact régulier. Ce contact consiste normalement à a) mettre à jour le Chef de Quartier sur les plans de sensibilisation, et les inviter à participer, b) demander leur soutien dans les activités de plaidoyer, c) discuter des cas spécifiques d'abus..

En ce qui concerne ces derniers, la majorité des **Chefs de Quartier semblent référer les personnes demandant un soutien aux CPC si cela concerne un abus** et, de l'avis du Chef, nécessite un référencement aux services locaux. A la Cité de la Paix (Bangui), par exemple, le Chef de Quartier a expliqué que «*si je vois un problème nécessitant le CPC, j'appelle le Président pour en discuter. Si cela nécessite une référencement, ils portent l'affaire à l'hôpital et ensuite à la justice sur des cas de viol, mais aussi d'autres formes de violence sexuelle, d'agression physique, ou de viol d'un mineur*». A Foulbe (Bangui), le Chef de Quartier a expliqué que le CPC oriente les survivants de violence sexuelle à l'hôpital, mais il aidera ensuite le CPC à faire le suivi d'une plainte légale.

Dans un certain nombre de quartiers, le CPC et le Chef de Quartier ont partagé des exemples d'actions de plaidoyer réussies qu'ils ont entreprises ensemble, décrites dans la section 5.3. Selon la menace de protection identifiée, le CPC et le Chef de Quartier pourraient parler à l'auteur de l'abus (souvent dans ces cas un groupe armé) ensemble, ou le chef de quartier mènera une action après que le CPC l'a informé du problème, par exemple aller parler ensuite au maire.

Dans plusieurs cas, le chef de quartier a décrit comment il perçoit le rôle du CPC dans la réduction du nombre de cas de problèmes communautaires auxquels il doit faire face. Comme l'a expliqué le chef de quartier à Bornou (Bria): «*J'apprécie vraiment le programme, avant c'était seulement le chef de quartier qui s'occupait des problèmes, mais depuis que le CPC est arrivé, ils ont beaucoup fait, ça m'a vraiment aidé* ».

La **collaboration avec le Chef de Groupement semble beaucoup moins fréquente** ; bien que dans plusieurs cas (comme à Paoua), les CPC aient été présentés au chef de groupement au début du projet, les Chefs de groupement interrogés ne connaissaient pas ou ne comprenaient pas parfaitement le rôle des CPC. De même, toute collaboration avec la police ou la gendarmerie se limite à soutenir les victimes d'abus pour porter plainte à la police ou, dans le cas de la police ou des militaires de la MINUSCA, à les appeler en cas de problème de sécurité.

Dans chaque quartier, des leaders religieux chrétiens ou musulmans seraient normalement présents, mais **la collaboration entre eux et le CPC varie**. Dans tous les quartiers, les leaders religieux interrogés étaient conscients de la présence des CPC, et ils les avaient vus mener des activités de sensibilisation. A Paoua et Bria, cependant, les leaders religieux n'avaient pas collaboré avec les CPC, bien qu'ils aient été désireux de travailler avec eux. À Bria, bien que certains leaders religieux aient été formés, aux côtés du chef de quartier, pendant le projet, plusieurs nouveaux leaders sont arrivés au cours des huit derniers mois. A Paoua, les leaders religieux n'avaient pas été formés et il n'existait pas de possibilité formelle de s'engager dans le projet. Dans plusieurs quartiers de Bangui, les CPC ont partagé des **exemples positifs de collaboration avec les Pasteurs et les Imans** locaux, qui ont ensuite été confirmés par les leaders eux-mêmes.

A Foulbe, le CPC a expliqué que pendant le projet, ils ont menée des activités de sensibilisation sur la violence domestique, et qu'ils sont allés **parler au pasteur local pour lui demander de parler de la**

violence domestique lors de ses sermons. A Yambassa, le CPC s'est rendu compte qu'ils pouvaient amplifier l'impact de leur activités de sensibilisation sur la cohésion sociale entre musulmans et chrétiens et a demandé à l'iman local de discuter de cette question à la mosquée. Selon l'Iman:

«Il serait difficile pour le CPC de porter leur visibilité (t-shirts) dans la mosquée, alors ils m'ont demandé de partager certains messages sur le vivre ensemble et la cohésion sociale, en suivant leur activités porte à porte pour atteindre les gens qu'ils ne pouvaient pas. Vous ne pouvez pas trop insister, vous devez trouver un moyen de parler de ce genre de choses, alors j'ajoute la parole de Dieu aux messages

»

(Iman, Yambassa, PK5, Bangui)

Comme avec les leaders religieux, **la collaboration avec les associations locales varie.** Selon le quartier, cela peut inclure des associations de femmes, y compris des tontines (groupes d'épargne) et des personnes travaillant pour la communauté, ou d'autres organisations travaillant sur différentes questions thématiques telles que la protection de l'enfance ou la cohésion sociale et la paix. **La collaboration dépende souvent des réseaux plus larges et de la participation individuelle aux activités communautaires des membres du CPC.** Dans la plupart des quartiers, le CPC prendrait contact avec les associations pour expliquer leur rôle et inviterait les associations à participer à des activités de sensibilisation. .

Par exemple, à Fondo (Bangui), le CPC a expliqué qu'à la suite du retour des déplacés dans le quartier au début de 2017, **le CPC est allée parler aux groupes interreligieux pour leur expliquer qu'ils pouvaient envoyer des cas d'abus au CPC.** Dans plusieurs quartiers, ils peuvent mener des activités ensemble. À Yambassa par exemple, le président du CPC entretient une relation forte avec le président de l'Association Paix et Perspective et a mené ensemble des activités de sensibilisation et de plaidoyer.

5.2 Quels sont les facteurs qui ont soutenu et entravé la durabilité ?

Principales conclusions

- La motivation individuelle des membres à adhérer à le CPC et à poursuivre les activités après la durée de vie du projet semble être le facteur le plus fort qui a influencé la mesure dans laquelle certaines sont toujours actifs. La motivation et l'organisation des membres ont été essentielles pour assurer la continuité des activités.
- Bien que certains membres aient arrêté leurs activités en raison d'un manque de rémunération, pour les membres motivés, le manque de rémunération financière ou d'AGR ne leur a pas nécessairement empêché de continuer à participer au CPC.
- Il ne semble pas nécessairement y avoir de relation entre la durée du soutien fourni au CPC dans le cadre des projets financés et le fait que le CPC soit encore active ou non. La durée d'un projet a toutefois un impact sur le degré de changement atteint et la mesure dans laquelle cela se poursuit après le projet.
- Le rôle moteur des certaines individus membres des CPC et la pression sur les membres restants sont des risques majeurs pour la durabilité.
- De même, l'accent mis sur les cas individuels, et en particulier la médiation dans les cas de violence domestique, met en péril à la fois les membres du CPC et les survivants de la violence et peut compromettre la durabilité de l'approche.

5.2.1 Facteurs de soutien et d'entrave

Cette section analyse les différents facteurs internes et externes qui ont soutenu ou entravé la durabilité de l'approche de protection communautaire. Aux fins de cette évaluation, la durabilité est comprise selon la définition de Wessels des deux aspects interdépendants de la **durabilité des processus et des résultats**⁵². Alors que la durabilité des processus fait référence à la poursuite des activités au-delà de la durée de vie d'un projet financé (dans ce cas, celles des CPC), la durabilité des résultats fait référence à la poursuite des résultats positifs. Cette définition concerne donc non seulement les activités qui continuent d'être menées par les CPC mais également la qualité des activités pendant et après le projet, ce qui peut avoir une incidence sur la durabilité des résultats.

a) Motivation individuelle des membres

La motivation individuelle des membres à adhérer au CPC et à poursuivre les activités après la durée de vie du projet semble être le facteur le plus important qui a influencé la mesure dans laquelle les membres sont toujours actifs et par conséquent la mesure dans laquelle le CPC peut poursuivre ses activités. Tous

⁵² Wessels, M (2009) 'What Are We Learning About Protecting Children in the Community? An inter-agency review of the evidence community based child protection mechanisms in development and humanitarian settings' Save the Children Fund.

les membres des CPC ont exprimé des motivations similaires pour continuer d'être membre CPC, y compris le **désir de ramener la paix dans le quartier, d'améliorer la cohésion sociale** et de vouloir agir pour améliorer la situation dans laquelle ils vivaient. Plusieurs membres des CPC ont décrit comment **Oxfam a été la première ONG à leur donner l'opportunité de le faire.**

« Ce qui m'a motivé était qu'il y avait beaucoup de choses qui ne fonctionnaient pas, beaucoup de risques de protection, je ne pouvais pas regarder la situation comme ça, alors j'ai décidé de devenir membre pour trouver des solutions, essayer différentes stratégies pour changer la façon dans laquelle nous vivons. »

(Membre masculin du CPC, Guitagola V, Bimbo 2, Bangui)

Cette forte motivation semble être toujours présente chez les individus, car ils ont démontré leur engagement à mener des activités après la clôture du projet. En outre, les membres des CPC, interrogés sur les raisons pour lesquelles ils continuaient à participer, ils ont mentionné **la valeur des connaissances partagées par Oxfam** pendant les sessions de formation, à savoir que maintenant qu'ils ont été formés, **il serait difficile d'arrêter** et ils ont vu des changements positifs à travers les activités qu'ils ont déjà réalisées:

« Après la crise, personne d'autre n'est venu ici pour nous former. Maintenant que nous avons été formés, je ne peux pas ne pas travailler pour ma communauté ... Notre quartier a vraiment eu d'énormes problèmes, mais grâce à Oxfam, nous avons été formés et nous avons été capables de mener des activités qui ont vraiment changé le comportement des gens. Il est maintenant à nous de continuer cela. »

(Membre masculin du CPC, Cité de la Paix, Bimbo 3, Bangui)

Plusieurs personnes partageaient des motivations plus spécifiques, par exemple que **voir d'autres maltraiter leurs enfants les motivait à continuer.** À Bria, plusieurs membres des CPC ont indiqué qu'en arrivant sur le site des PDI, ils y voyaient une opportunité d'étendre leurs activités et de mener des actions de sensibilisation auprès des personnes qui vivaient dans des quartiers qu'elles ne pouvaient pas atteindre avant, mais qui étaient maintenant accessibles.

b) Raisons de cesser ou de réduire la participation aux CPC

Malgré que d'un côté une forte motivation pour aider leur communauté était partagée par les membres actifs des CPC comme une raison de poursuivre leur participation, de l'autre cote **un manque de motivation était également partagé comme une raison pour laquelle d'autres ont arrêté** ou réduit leur participation. Les membres des CPC qui ne participaient pas aux GdD et qui avaient apparemment cessé de participer ont été décrits par les autres membres comme n'étant pas suffisamment motivés pour travailler comme bénévoles. À la Cité de la Paix par exemple, un membre du CPC a expliqué que, bien que plusieurs membres du CPC disent ne pas avoir le temps de participer, lui aussi il est occupé par son travail de commerçant, mais par exemple ce matin il a choisi de participer au GdD.

Un cas à part a été mentionné dans plusieurs quartiers de Bangui où les membres des CPC participant au GdD expliquaient que **certains membres avaient des emplois à temps plein en tant qu'enseignants ou infirmiers**, ce qui fait que lorsque les CPC étaient établies pendant la crise ils étaient disponibles pour les activités volontaires, mais qu'ils ne le sont plus maintenant qu'ils ont repris leur travail (les écoles et structures sanitaires ont repris). À Bornou, à Bria, un membre du CPC a ensuite travaillé pour la MINUSCA et n'a plus eu le temps de participer aux activités du CPC.

À Bornou (Paoua), un conflit spécifique entre les membres a été cité comme une raison supplémentaire pour laquelle certains membres avaient cessé de participer (même pendant la période du projet). Trois **téléphones mobiles ont été attribués au comité** par Oxfam pour soutenir les activités, mais **cela a conduit à un conflit** entre certains membres qui ne les ont pas reçus. Enfin, à Bornou (Bria), le CPC a expliqué qu'elle a cessé ses activités pendant un certain temps après la fin du projet, quand elle a constaté qu'Oxfam fournissait du soutien au CPC sur le site des PDI, mais pas à leur CPC. À la suite d'une visite de l'Officier de Protection d'Oxfam pour expliquer qu'Oxfam avait reçu des fonds pour un nouveau projet sur le site de PDI, le CPC a déclaré avoir compris et relancé les activités, soulignant l'importance d'une communication claire et continue.

c) Rémunération financière et activités génératrices de revenus

Dans plusieurs quartiers, y compris à Paoua où le projet est en cours, les membres des CPC ont expliqué que certaines personnes étaient démotivées à cause du manque de rémunération financière. Cela ne semble être le cas que pour **une minorité de personnes**. Bien que toutes les CPC voulaient du soutien pour les activités génératrices de revenus (AGR), le manque de rémunération financière ou d'AGR **n'a pas nécessairement empêché les membres des CPC de continuer.** Cela a toutefois eu un impact sur les

activités que le CPC a pu mener, par exemple en limitant la sensibilisation aux discussions de porte à porte, ou en signifiant que le CPC n'a pas de matériel de base, tel que des cahiers et des stylos. De plus, à Foulbe (Bangui), le manque de soutien financier pour organiser des événements de sensibilisation communautaire à plus grande échelle a été cité comme la raison pour laquelle le CPC a arrêté toute sensibilisation.

Le manque de rémunération financière ou d'AGR a également exercé une pression supplémentaire sur les membres qui, dans de nombreux quartiers, **utilisent leur propre argent pour payer le transport des victimes d'abus** qui demandent leur soutien pour aller à l'hôpital. Un membre du CPC à Foulbe a expliqué qu'il a contracté une dette dans un autre quartier lorsqu'il a demandé à quelqu'un de payer pour le transport d'une victime et promis de le rembourser en suite. Cela semble principalement limité au paiement des frais de transport, mais à Paoua, plusieurs membres ont également mentionné avoir payé à l'occasion le coût des médicaments pour les survivantes.

d) Le rôle des individus

Dans tous les quartiers, il y a une **forte dépendance vis-à-vis des individus membres** des CPC, ou de petits groupes d'individus, qui sont particulièrement motivés. C'est le cas à la fois pour les CPC qui tiennent des réunions régulières et pour celles qui n'en ont pas. L'influence positive des individus est particulièrement évidente là où le CPC a continué pour un certain temps et/ou continue à mener des activités de plaidoyer ou de sensibilisation qui, dans plusieurs quartiers, semblent être menées par le président du CPC. À Yambassa et à Foulbe, par exemple, les présidents des CPC occupent d'autres postes dans les quartiers (ou l'ont fait par le passé) tel que Conseiller du Chef de Quartier, ce qui a soutenu les actions du CPC et indique le niveau d'implication de ces personnes dans les affaires communautaires. À Fondo, le Président a joué un rôle clé dans la mobilisation continue des membres et a encouragé la poursuite des activités de sensibilisation.

D'autres membres motivés et actifs des CPC ont également eu une influence positive sur la poursuite des activités des CPC et la motivation des autres. À Fondo, par exemple, une femme a décrit son rôle comme *«mobiliser d'autres femmes (membres du CPC) pour venir à des réunions si elles sont découragées ... Dans notre groupe, si les gens sont absents, je vais leur rendre visite pour comprendre pourquoi ils n'étaient pas présents»*.

e) Collaboration avec les leaders locaux

Le soutien du chef de quartier a été important à la fois pour légitimer la présence et le rôle des CPC dans les quartiers et pour fournir un soutien plus actif dans certaines actions de plaidoyer. Bien que ce ne soit pas le cas dans les quartiers où l'évaluation a eu lieu, le risque est que tout conflit entre un chef de quartier et le CPC de référence aurait probablement un impact négatif sur les activités des CPC en raison de l'influence de Chef de Quartier. Là où existe une forte collaboration entre les CPC et les leaders religieux, cela a potentiellement renforcé la durabilité des résultats de l'intervention, car à travers leur participation, notamment dans la diffusion de certains messages, la portée et l'influence des CPC ont probablement augmenté⁵³.

Au contraire, un manque d'engagement régulier entre les CPC et les différents dirigeants locaux, même s'il n'a pas nécessairement un impact négatif sur la mesure dans laquelle les CPC poursuivent leurs activités, a potentiellement limité l'impact de leurs actions. Vu qu'en général il n'y a pas de réunions régulières entre les CPC et les dirigeants locaux et que les autres autorités locales (comme la police ou le chef de groupement) n'interviennent pas, le rôle du leader est identifié, à la fois par eux-mêmes et par les CPC, dans l'appui aux actions spécifiques (qu'il s'agisse de plaidoyer, de sensibilisation ou de référencement), plutôt que dans l'analyse conjointe du contexte et dans l'implémentation s d'actions visant à répondre aux menaces de protection. Ceci est discuté plus en détail à la section 6.

Enfin, le fait que le chef de quartier oriente dans de nombreux cas les victimes d'abus, y compris les survivant/es de violence sexuelle, aux CPC d'abord, avant qu'ils/elles ne soient ensuite référé/es aux services de prise en charge, **prolonge la voie de référencement**. En conséquence, les soins médicaux pour les individus sont potentiellement retardés, ils sont obligés de discuter de l'abus à plusieurs reprises, et plus de gens sont informés de l'abus (potentiellement sans le consentement de l'individu). À long terme, cela risque également de créer une dépendance vis-à-vis des membres des CPC pour l'accès aux services dans un quartier donné, en raison de la perception selon laquelle le référencement devraient se faire par le biais des CPC.

f) Menaces contre les membres des CPC et implication dans des cas individuels

⁵³ Les GDD ne sont pas en mesure de déterminer la contribution spécifique des leaders religieux à des changements plus larges dans la communauté, mais étant donné la forte influence de la religion, leurs actions sont susceptibles d'avoir augmenté la portée et / ou l'impact des activités CPC.

Dans plusieurs cas, les membres des CPC ont partagé les menaces auxquelles ils ont été confrontés lors de l'exécution des activités du CPC. Dans un cas (à Bornou, Bria), cela avait forcé l'individu à arrêter son rôle dans le CPC. Dans tous les autres cas, les menaces ont eu un impact sur les activités que le CPC a pu mener. A Yambassa (Bangui), le CPC a expliqué qu'un groupe armé local était en colère lorsque le CPC leur a dit qu'Oxfam ne pouvait pas leur fournir une formation professionnelle, car ils devraient attendre le processus de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (DDR) . Pour que le groupe armé arrête de les menacer, le CPC a dû mettre le nom d'un ou deux membres du groupe sur la liste des bénéficiaires du kit EFSL, ou leur payer 5,000 CFA.

Tant à Bornou que sur le site de déplacés de Bria, les membres des CPC ont signalé 'avoir reçu des **menaces de groupes armés** lorsqu'ils s'impliquaient dans des cas individuels ou lorsqu'ils menaient des actions de sensibilisation sur des sujets jugés sensibles:

« F-Le défi est que les groupes armés interviennent dans nos activités. J'ai reçu des menaces, notamment à cause des activités de sensibilisation autour du mariage précoce.

H-Oui, nous sommes menacés à cause de la sensibilisation, si le thème touche le groupe armé, pendant la nuit nous sommes menacés, ils disent que nous sommes la police secrète et qu'un jour nous serons traduits en justice. Un jour après une activité de sensibilisation sur la VBG, une femme est venue nous parler pour dire que son mari l'avait violée. Nous sommes allés parler au mari, mais il a dit qu'il avait le droit d'utiliser sa femme comme il veut et il nous a menacés. »

(Membres féminins et masculins des CPC, site PDP PK3, Bria)

Dans de tels cas, notamment en ce qui concerne la violence domestique ou les mariages précoces et forcés, la participation à des affaires individuelles peut potentiellement exposer non seulement les membres des CPC mais aussi les survivant/es à risque ; ceci est discuté plus dans la section 6.

g) Durée du soutien

Il ne semble pas nécessairement y avoir de relation entre la durée de l'appui fourni aux CPC dans le cadre des projets financés et le fait que les CPC soient encore active ou non. Les CPC de Bimbo 2 et Bimbo 3, qui ont reçu entre cinq et sept mois de soutien au projet, continuent à se réunir et à mener des activités (bien que le nombre de membres actifs ait diminué pour chaque CPC), alors que le CPC de Foulbe, qui était appuyé pendant 18 mois, a cessé les réunions régulières. La durée de l'appui au projet peut cependant avoir un impact sur la qualité des activités et la durabilité des résultats, des périodes de soutien plus longues offrant plus de possibilités de renforcer les compétences et l'expérience des CPC par la formation, l'encadrement et l'implémentation.

h) Sensibilisation et compréhension du rôle des CPC

En général, les membres de la communauté interrogés étaient au courant de l'existence des CPC, déclarant qu'ils les avaient vus mener des activités de sensibilisation et se promener en portant leurs T-shirts. L'organisation des activités de sensibilisation de masse au début de la période du projet a été l'occasion pour les CPC de se présenter et d'expliquer leur rôle. Cependant, dans plusieurs quartiers de Bangui, tels que Yambassa et Fondo, la reconnaissance des CPC était plus faible, ce que plusieurs personnes expliquaient par le fait que **la majorité des résidents revenaient dans le quartier des sites de déplacés en 2017 après la fin des projets**, et les CPC n'ont pas été en mesure d'organiser des sensibilisations de masse depuis cette date.

Dans certains cas, lorsque les résidents sont rentrés, il y avait aussi confusion au sujet du rôle des CPC, avec certains résidents et plusieurs chefs de quartier croyant que les CPC voulait assumer le rôle de chef de quartier et d'autres croyant que parce que les comités étaient appelés comités de protection ils étaient armés. A Bornou, à Bria, le CPC a rapporté qu'au début de la mise en œuvre du programme protection-genre le Chef de Quartier pensait initialement que le CPC était là pour lui faire concurrence, car il fournissait un soutien gratuit, tandis que le Chef de Quartier demandait un paiement de 2,00CFA. Dans ce cas, Le CPC a souligné l'importance de la formation du chef de quartier par Oxfam, alors qu'il comprenait leur rôle, en évitant les conflits.

5.2.2 Les risques pour la durabilité à l'avenir

Sur la base de cette analyse, les principaux risques pour la durabilité de l'approche sont décrits dans le tableau ci-dessous. Celles-ci s'appliquent aux quartiers où les projets ont pris fin et où il y a des activités de projet en cours (à Paoua et Bria).

Dépendance envers certains individus membres des CPC	Dans de nombreux cas, le recours à des membres motivés, comme le président, risque d'exercer une pression supplémentaire sur ces personnes et de mettre en péril les activités plus larges du CPC si ces derniers décident d'interrompre leurs activités ou sont empêchés de continuer leur rôle. Dans un certain nombre de quartiers, les membres de la communauté semblent chercher le soutien des mêmes membres, ce qui augmente la pression et la dépendance envers ces personnes.
Pression sur la limite des rôles et actions des membres des CPC	Les membres du CPC qui sont encore actifs peuvent faire face à une grande quantité de pression et à des charges de travail élevées, plus élevées encore dans les cas où certains membres des CPC sont partis: <i>"Le nombre de membres des CPC a diminué et il y a beaucoup de travail, alors maintenant ceux qui sont restés ont du travail supplémentaire."</i> (Femme membre du CPC, Guitangola V, Bimbo 2, Bangui) Cette pression est accrue en raison du fait qu'une grande partie des cas de protection passe par les membres des CPC, y compris via le Chef de Quartier, qui effectue ensuite un suivi. Comme l'a expliqué un membre du CPC de Yambassa, non seulement ils amènent des victimes d'abus à l'hôpital, mais ils reviennent plus tard pour voir comment leurs soins progressent. Dans beaucoup de ces cas, les membres des CPC utilisent leur propre argent pour payer le transport de la victime à l'hôpital.
Focus sur les cas individuels	Ce niveau élevé d'implication dans des cas individuels, combiné à la pression en termes d'orientation comme décrit ci-dessus, a augmenté les risques auxquels les membres du CPC sont exposés et les expose à un risque d'épuisement à long terme. Comme mentionné précédemment, et discuté plus en détail dans la section 6, le niveau élevé de participation à la médiation dans les cas de violence domestique expose les survivants de la violence à un risque important de violence supplémentaire. Cette orientation et cette manière de travailler signifient également qu'une grande partie des activités des CPC impliquent de réagir à des cas individuels d'abus plutôt que d'effectuer une analyse plus large de la protection communautaire et de réfléchir aux actions de sensibilisation et de plaidoyer.
Restriction sur la génération de revenus dans PK3, Bria	Le CPC sur le site de PDI à Bria, en raison de restrictions sur leurs déplacements à l'extérieur du site, a des opportunités de générer des revenus très limitées. Cela a eu un impact sur leur motivation à mener des activités. Même si les membres ont continué à mener des activités, il est difficile de s'attendre à ce que les membres du CPC mènent des activités de bénévolat intensives lorsqu'ils se concentrent davantage sur la survie au jour le jour. Cette situation est encore aggravée par le fait que IMC a établi des comités sur la VBG sur le site où les membres reçoivent un paiement de 20,000 FCFA (environ 30 USD) par mois, et plusieurs membres du CPC sont partis rejoindre ces comités.
Manque de matériaux	Pour toutes les CPC, l'insuffisance des fonds ont limité dans une certaine mesure les activités qu'ils ont été en mesure de réaliser. En outre, pour plusieurs CPC de Bangui, les matériaux de base fournis dans le cadre du projet, tels que des bottes et des vestes de pluie et même des bureaux, ont été volés ou détruits, ce qui a eu un impact plus important et démotivé les membres.
Diversité dans l'approche de sensibilisation	La plupart des CPC poursuivent des activités de sensibilisation sous une forme ou une autre, mais elles sont extrêmement limitées dans les méthodes utilisées et semblent très didactiques dans leur approche. Cela crée un risque de fatigue chez les membres des CPC et dans la communauté au sens large, et que les méthodes utilisées ne contribuent pas à un changement de comportement plus large.
Les défis dans le référencement (Paoua)	A Paoua, les difficultés majeures rencontrées par les CPC sont les complications dans la voie de référencement. Le Danish Refugee Council (DRC) a développé un partenariat avec l'hôpital local pour payer les soins aux personnes nécessitant un traitement médical. Les individus doivent d'abord passer par le Centre d'Ecoute géré par DRC, mais ce n'est pas ouvert le soir

	ou le week-end, ni pendant la semaine où le personnel est en mission dans les zones rurales pour gérer une clinique mobile. Pendant ces périodes, les personnes peuvent aller directement à l'hôpital, mais doivent payer, et les CPC suggèrent que les personnes peuvent ne pas recevoir de soins médicaux du tout et peuvent juste être laissées en attente indéfiniment. Cela a un impact non seulement sur la durabilité future, mais sur l'accès aux services pendant le projet.
--	---

5.3 À quels changements le programme a-t-il contribué ?

Principales conclusions
• Les membres des CPC ont partagé une série de changements positifs qu'ils ont vécus en tant qu'individus en participant au programme, allant d'un changement de leur position dans la communauté à un changement de comportement. Bien qu'il n'ait pas été possible de vérifier ces changements, un certain nombre de membres ont signalé une réduction générale de l'agression, la capacité de maîtriser leur colère et de mettre un terme à la violence contre les enfants. • Les femmes membres des CPC ont partagé les changements qu'elles avaient vécus en termes de connaissance de leurs droits et de confiance accrue, particulièrement en matière de prise de parole en public. • Des changements plus larges dans la communauté allaient du plaidoyer réussi à l'élimination des barrières et des points de contrôle, de la médiation des conflits entre les autorités, à la perception que l'agression générale et la violence domestique avaient diminué.

5.3.1 Changements signalés par les membres individuels du CPC

Cette section décrit les principales conclusions des changements que les membres ont déclaré avoir vécus en participant aux activités des CPC. Une liste complète des changements peut être trouvée dans **l'annexe 1**. La description de ces changements a été élaborée sur la base des commentaires directs des membres des CPC lors des GdD, et des perspectives supplémentaires sur ces changements (par exemple des rapports sur les changements de comportement) n'étaient pas recueillies.

Un changement commun rapporté par les membres des CPC était dans leur **position dans la communauté** ; comment ils sont vus par les autres, et comment ils se voient. Plusieurs participants ont noté que, parce qu'ils ont maintenant un « rôle à jouer dans la communauté », ils ont changé leur propre comportement⁵⁴. Dans plusieurs quartiers, les membres du CPC ont déclaré qu'ils « sont maintenant considérés comme des personnes qui aident d'autres personnes, d'autres viennent vers nous »⁵⁵:

« Grâce aux formations, je suis devenu conseiller dans le quartier, quand il y a un cas, un problème de protection, les gens viennent à moi, des couples, des jeunes, des femmes, ils viennent vers moi. »
(Femme membre du CPC, Foulbe, PK5, Bangui)

Un membre du CPC au Cité Lycee, Paoua, a également noté que maintenant les gens l'écoutent quand elle intervient parce qu'elle est membre du CPC, ce qui n'était pas le cas avant ⁵⁶.

Plusieurs membres, en discutant des changements qu'ils ont vécus, ont mis l'accent sur la valeur des connaissances et des compétences qu'ils ont acquises, dans la façon de mener des activités de plaidoyer, de référer des gens ou de gérer un conflit. Pour plusieurs femmes, cela concernait particulièrement la **connaissance de leurs droits**:

« J'ai vraiment apprécié la formation sur les droits des femmes, je ne connaissais même pas mes droits en tant que femme dans le ménage auparavant. Maintenant, je sais maintenant pour gérer ma maison, je partage ce que j'ai appris avec ma famille et mes voisins. »

(Femme membre du CPC, Guitangola V, Bimbo 2, Bangui)

Dans un cas, une participante du CPC a raconté comment l'apprentissage de ses droits lui avait permis d'essayer de changer le comportement de son mari à son égard:

⁵⁴ Membre féminine du CPC, Yambassa (Bangui). FGD, le 18 octobre 2017.

⁵⁵ Membre féminine du CPC, Guitangola V (Bangui). FGD, le 6 octobre 2017.

⁵⁶ Membre féminine du CPC, Cité Lycee (Paoua). FGD, 13th October 2017.

« Avant je ne connaissais pas mes droits dans la maison, mon mari était vraiment terrible envers moi, mais grâce aux séances d'entraînement, sa façon de parler et son comportement ont vraiment changé. C'est grâce aux modules de formation, après chaque formation je discutais avec lui et partageais chaque module, qu'il a apprécié. Chaque matin, je parlais et discutais avec lui de mes droits en tant que femme au foyer, de tout ce qui était partagé avec nous. A l'église aussi, j'ai partagé tout ce que j'ai appris avec les femmes dans la chorale. »

(Femme membre du CPC, Fondo, PK5, Bangui)

Une deuxième femme a Foulbe a partagé un témoignage similaire, dans lequel elle a expliqué qu'auparavant elle ne savait pas comment communiquer avec son mari, mais que la formation lui a donné **la confiance et la capacité de communiquer avec son mari** et ses enfants, soutenus par des copies des modules de formation qu'elle partageait.

En discutant de leur participation aux différentes activités des CPC, plusieurs femmes ont expliqué l'importance des sessions de formation et l'opportunité de mener des actions de sensibilisation pour accroître leur confiance en la prise de parole en public:

«A travers toutes les séances de formation, je suis capable de parler devant les gens, avant j'avais honte, j'avais peur, mais maintenant je me sens vraiment dynamique. »

(Femme membre du CPC Guitangola V, Bimbo 2, Bangui)

Le plus souvent, les membres des CPC ont mentionné les changements dans leur propre comportement comme les principaux changements qu'ils avaient vécus. Plusieurs membres masculins des CPC ont signalé de légers changements dans le **partage des tâches ménagères**, comme la préparation d'un repas pour leur épouse⁵⁷ ou aider avec des tâches qu'elle ferait normalement, mais il n'est pas clair si ces faits étaient uniques ou représentaient un changement plus large. Un participant a cité l'explication de la résolution 1820 de l'ONU⁵⁸ partagé lors de la formation sur les droits des femmes comme lui faisant comprendre qu'il pouvait aider sa femme dans les tâches ménagères⁵⁹.

Souvent, les témoignages de changement de comportement concernaient **la violence contre leurs enfants**, y compris la violence physique et le déni de nourriture. Un certain nombre de membres des CPC, hommes et femmes, ont expliqué qu'ils avaient arrêté «et commencé à leur parler»⁶⁰. Ces membres des CPC ont directement lié ce changement à la participation à la session de formation sur les droits de l'enfant, déclarant qu'ils se sont rendus compte que leur «comportement n'était pas bon»⁶¹, ou plus précisément dans un cas parce que la formation a expliqué qu'ils devraient parler calmement à un enfant et expliquer s'ils ont fait quelque chose de mal, plutôt que de les menacer, afin de ne pas les traumatiser⁶².

D'autres membres des CPC, en plus de noter qu'ils avaient cessé d'être violents envers leurs enfants, ont déclaré qu'en général, **ils étaient devenus moins agressifs**. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les avait poussés à changer, les réponses variaient de la « compréhension des droits de l'enfant » à la réalisation plus spécifique de l'impact de leur comportement pendant la formation:

« Grâce aux formations j'ai vraiment changés, avant j'étais vraiment agressif ... Avant je frappais les enfants ... C'était surtout la formation à la violence [qui le faisait changer] ... Il y avait des images utilisées dans la formation, la Boite a Image, ils ont montré une agression physique différente. Quand vous regardez ces images vous vous mettez à leur place, cela vous fait vous sentir mal. Maintenant, je me bats contre ça. »

(Membre masculin du CPC, Cité de la Paix, Bimbo 3, Bangui)

Plus particulièrement, plusieurs membres masculins des CPP ont mentionné avoir appris à **contrôler leur colère**, particulièrement dans leurs relations avec leur femme. Un participant à un des GdD a reporté par exemple que s'il est en colère, il se rappelle des messages [dans la formation sur la gestion des conflits et

⁵⁷ Membre masculin du CPC, Arabe 3 (Paoua). FGD, le 14 octobre 2017.

⁵⁸ UN Resolution 1820, adopted in 2008, condemns the use of sexual violence as a weapon of war. Although not directly related to household gender roles it was referred to as part of a wider training on women's rights.

⁵⁹ Membre masculin du CPC Cite Lycee (Paoua). FGD, le 13 octobre 2017.

⁶⁰ Membre masculin du CPC, Foulbe (Bangui). FGD, le 4 octobre 2017.

⁶¹ Membre masculin du CPC, Yambassa (Bangui). FGD, le 18 octobre 2017.

⁶² Membre masculin du CPC, Bornou (Bria). FGD, le 12 octobre 2017.

les droits des femmes] que « vous devez contrôler votre colère »⁶³. Un autre participant de Fondo a expliqué que :

« Souvent, je me fâche, mais je sais que ma femme est égale à moi, je dois modérer mon langage avant de crier très fort. Vous avez besoin d'un ménage solide, et si vous le faites, les voisins suivront votre exemple. Je ne hausse plus la voix, il y a la paix dans ma maison à cause de ce que j'ai appris pendant les séances de formation. »

(Membre du CPC masculin, Fondo, PK5, Bangui)

Il est intéressant de noter que plusieurs femmes membres des CPC ont expliqué que l'apprentissage de contrôler leur propre colère et de gérer les relations conflictuelles avec leurs maris s'était amélioré, malgré le fait que leurs maris n'avaient participé à aucune formation ou activité. Une femme à Arabe 3 (Paoua) a expliqué que « mon mari contrôle maintenant sa colère, c'est parce que quand il est en colère, je suis calme, je contrôle ma colère, et cela calme la situation »⁶⁴.

5.3.2 Changements plus larges dans la communauté

À partir de la méthodologie de la récolte des résultats, décrite à la section 2, **sept résultats globaux, deux résultats partiels et un plus grand nombre d'anecdotes de changement** ont été identifiés. Une liste complète des résultats et des anecdotes de changement peut être trouvée dans **l'annexe 2**. Un changement a été classé comme un résultat lorsqu'il représente un changement positif de comportement et suffisamment de détails sont disponibles pour le documenter en utilisant d'autres sources. Les résultats sont classés comme partiels lorsque le changement n'était que partiellement positif. La plupart des changements classés comme des résultats sont ceux qui sont survenus au moyen d'actions de plaidoyer spécifiques, comme l'enlèvement d'une barrière illégale, car ces types de changements sont plus faciles à documenter.

Un grand nombre de changements ont été classés comme des anecdotes de changement parce qu'ils manquent d'informations spécifiques suffisantes pour être classés comme résultats et / ou ne peuvent être mesurés et/ou documentés par la collecte de données qualitatives limitée qui a été entreprise pour cette évaluation. La majorité de ces changements concernent la perception d'un changement plus large dans une situation dans le quartier, comme la réduction des agressions, de la violence domestique.

Parmi les **neuf résultats** et résultats partiels identifiés, deux concernaient **l'élimination des barrières routières** qui empêchaient la libre circulation des résidents, comme décrit ci-dessous :

Résultat	Contribution au changement
Le CPC a plaidé avec succès en faveur de l'élimination d'une barrière mise en place par un groupe armé à Yambassa (PK5, Bangui) où ils exigeaient que les gens paient 250 FCFA pour passer. La barrière était sur un chemin de passage clé pour les commerçants	Le CPC a réalisé une analyse des risques et a décidé qu'il serait trop risqué pour eux d'approcher le groupe directement, alors ils sont allés parler au Chef de Quartier. Le chef de quartier est ensuite allé parler au maire, qui est allé parler au chef du groupe armé. Le chef du groupe armé n'était pas impliqué dans ce cas d'extorsion (apparemment il n'en tirait aucun profit) et a ordonné avec succès l'enlèvement de la barrière, déclarant qu'ils n'étaient pas là pour attaquer les résidents.
Un groupe local anti-balaka a érigé une barrière routière à la Cité de la Paix (Bimbo 3, Bangui) qui empêchait les gens de passer. Cette barrière était proche d'un marché où les femmes commerçantes achetaient des choses à vendre et elles étaient empêchées d'accéder au marché, car le groupe anti-balaka avait mis en place une barrière et demandait le paiement.	Le CPC est allé parler au chef de quartier et ensemble, ils sont allés discuter de la question directement avec le groupe armé. Bien qu'ils aient d'abord refusé d'écouter, ils ont finalement accepté d'enlever la barrière.

Un troisième concerne plus spécifiquement **l'élimination d'un point de contrôle** en septembre 2017 mis en place par un groupe anti-balaka à la Cité de la Paix, empêchant les musulmans de passer. Le CPC a mené un plaidoyer conjoint avec le Chef de Quartier pour convaincre le groupe (lors d'une réunion face à face) de retirer le point de contrôle. Plusieurs autres résultats et proto-résultats concernaient des cas **d'agression physique et de harcèlement par des groupes armés locaux et des voleurs**. Les deux

⁶³ Membre du CPC masculin, Arabe 3 (Paoua). FGD, le 14 octobre 2017.

⁶⁴ Membre du CPC féminine, Arabe 3 (Paoua). FGD, le 14 octobre 2017.

résultats démontrent le rôle des différents acteurs ; la menace a été d'abord identifiée par le CPC, mais le plaidoyer se poursuivait avec le soutien supplémentaire du chef de quartier et du maire :

Résultat	Contribution au changement
Les agressions physiques perpétrées par les groupes armés locaux dans le quartier de Yambassa (PK5, Bangui) ont diminué; elles n'ont pas arrêté complètement, mais les résidents peuvent maintenant se déplacer librement dans le quartier. Ceci est important car auparavant les mouvements étaient extrêmement limités, avec l'entrée et la sortie bloquées par des barrières installées par les groupes armés, qui empêchaient les femmes d'aller chercher de la nourriture ailleurs et les marchands de venir y vendre de la nourriture.	Le CPC a d'abord parlé au groupe armé le 28 mars 2017, leur demandant de permettre aux résidents de circuler librement. Le CPC a fait valoir qu'ils reconnaissaient que le groupe était là pour protéger la population, mais que même les groupes armés dépendent de leurs mères et leurs sœurs pour chercher de la nourriture, et ils doivent permettre aux gens de passer «combien de temps le groupe armé peut-il se maintenir comme ça? ». Le groupe a déclaré qu'ils avaient besoin de trois jours pour considérer leur réponse, et après les trois jours, ils sont venus parler au CPC à leur bureau. Ils ont expliqué qu'ils voulaient de la nourriture et une formation professionnelle d'Oxfam. Le CPC est allé parler à Oxfam, qui à son tour a expliqué qu'en tant qu'ONG, ils n'étaient pas en mesure de les former, ils devraient attendre le processus de DDR. Le groupe armé n'était pas content de cette réponse, alors le CPC est allé parler au maire, qui à son tour est allé parler à l'ONU. Le groupe armé a arrêté de harceler la population pendant un certain temps, mais ensuite ils sont revenus. Maintenant, s'ils voient les membres du CPC ils ne font rien, mais ils continuent à harceler la population pendant la nuit.
Des groupes de bandits qui avaient attaqué des femmes qui allaient acheter des marchandises dans une zone près de Guitangola V (Bimbo 2, Bangui) ont été arrêtés.. Cela avait auparavant empêché certaines femmes d'acheter des marchandises à vendre pendant la journée pour réaliser leurs activités génératrices de revenus.	Le CPC a pris connaissance de la situation; ils sont allés parler au chef de quartier, et ensemble ils ont soulevé ce problème avec la police. La police est intervenue et a arrêté les individus.

Un résultat identifié concernait le plaidoyer conjoint du CPC et d'autres représentants de la société civile des quartiers de Foulbe, Yaoula, Yambassa et Gbaya-Doumbia (tous à PK5, Bangui), pour **la réouverture d'une clinique médicale MSF**. À la fin de l'année 2016, MSF avait suspendu ses activités à la suite d'une intrusion d'un groupe armé dans la clinique PK5. A cette époque, dans l'hôpital de MSF été hospitalisé un combattant d'un groupe armé qui avait été blessé lors d'un affrontement avec un autre groupe armé. Les membres de l'autre groupe armé sont entré armés dans l'hôpital pour récupérer de force leur ennemis. En raison de cette intrusion armée, MSF a suspendu ses activités. Cependant, les services de MSF étaient les seuls soins de santé disponibles pour la population du PK5, qui n'avait pas la possibilité de quitter l'enclave pour accéder aux soins de santé dans d'autres quartiers de la ville. Les CPC de Foulbe, Yaoula, Yambassa et Gbaya-Doumbia, ainsi que des chefs locaux, tels que le Chef de Quartier, et d'autres associations sont allés demander l'appui du Président de l'Assemblée Nationale à ce sujet. Le président de l'Assemblée Nationale, aux côtés des représentants du CPC et des dirigeants locaux, est allé négocier avec MSF et les groupes armés. MSF a accepté de reprendre la fourniture de services si les groupes armés signaient un accord selon lequel ils ne seraient plus jamais autorisés à entrer dans l'hôpital avec des armes. Les groupes armés ont accepté et signé le document et le centre a repris les services.

A Bornou, à Bria, le CPC a décrit son rôle dans **la médiation d'un conflit de longue date entre les autorités locales** :

Résultat	Contribution au changement
Un conflit de longue date entre le chef de quartier et le chef de groupement a été résolu.	Le CPC était conscient de ce conflit qui créait des problèmes dans le quartier. À la fin de 2016, les membres du CPC se sont rencontrés pour discuter de la façon de résoudre le problème et ont décidé que la meilleure approche serait d'organiser un repas communautaire et d'inviter les deux dirigeants. Pendant le repas communautaire, le CPC a convenu avec les dirigeants de se réunir avec les Sages locaux pour discuter de leur désaccord. Les deux dirigeants ont

	longuement discuté de la question avec les Sages et ont finalement trouvé un compromis, et il n'y a pas eu d'autres conflits entre eux.
--	---

En plus de ces résultats spécifiques, les commentaires directs des CPC ou d'autres membres de la communauté ont révélé un **certain nombre d'anecdotes de changement**. Plusieurs d'entre eux ont mentionné des cas spécifiques où le CPC est intervenu. Par exemple, dans la Cité de la Paix (Bimbo 3, Bangui), un membre de la communauté a partagé que le CPC a intervenu lorsqu'une **femme avait été accusée de sorcellerie** et qu'une grande foule s'était rassemblée pour la tuer à coups de machette. Le CPC a discrètement dispersé le groupe, «en parlant des droits de l'homme »⁶⁵, après ils ont appelé le Chef de Quartier et la foule a été dispersée. D'autres anecdotes concernent leur **implication dans la résolutions des cas d'enlèvement** ; par exemple à la Cite Lycée, Paoua, lorsque le CPC a appelé la MINUSCA pour récupérer une fille qui avait été kidnappée par un groupe armé. Dans plusieurs cas, à la Cite Lycée, le CPC a également plaidé auprès des forces de police pour la libération de personnes en situation **d'arrestation arbitraire ou injustifiée**. Dans l'une, une femme qui avait été arrêtée au nom de son frère, accusé de vol, a été libérée. Dans un deuxième exemple, la police avait emmené de force une femme battue par son mari pour l'arrêter, après que son mari lui a reproché le vol dont il était accusé. Après un plaidoyer initial infructueux auprès de la police, le CPC est allé parler au Procureur qui a obtenu sa libération.

Dans plusieurs quartiers, il y avait la perception d'un changement plus large dans la situation de sécurité, avec **une réduction des cas de vol et d'effractions**. Au Guitangola V (Bimbo 2, Bangui) par exemple, le CPC a perçu une réduction des cas d'effractions et de vol, en particulier des personnes ayant des objets volés dans la rue. A la Cité de la Paix (Bimbo 3, Bangui), le CPC a estimé que ses activités avaient contribué à réduire les attaques nocturnes, ce qui a été également affirmé par les membres de la communauté lors d'un GdD:

« Avant nous ne pouvions pas circuler librement sans être attaqué, mais depuis les activités du CPC il y a eu un changement. Avant il y avait des groupes qui se promenaient avec des machettes, mais maintenant nous pouvez circuler librement. »

(Membre masculin de la communauté, Cité de la Paix, Bimbo 3, Bangui)

A Fondo, les femmes peuvent maintenant **accéder au marché pour acheter des légumes** qu'elles vont ensuite vendre ; avant les femmes ne pouvaient pas y aller en raison des barrières routières et des risques d'attaque ; ceci est un changement reporté par les membres de la communauté qui ont participé à le GdD.

Dans chacun de ces cas, des changements plus importants dans le contexte ont certainement influencé ce changement. Lorsqu'on leur a demandé directement comment les membres des CPC pensaient eux-mêmes que leurs activités avaient contribué à ces changements, ils ont mentionné que c'était en raison des **actions de sensibilisation**, mais en général, ils n'étaient pas en mesure de donner plus de détails. A la Cité de la Paix, le CPC a estimé qu'il y avait eu une réduction des attaques parce que **«les gens savent que le CPC est là»**⁶⁶, et leur présence et leurs actions agissent comme un moyen de dissuasion. A Fondo, les membres de la communauté pensaient que le changement avait eu lieu parce que **«ils [le CPC] insistaient vraiment là-dessus, les gens ont vu que tout le monde avait souffert et donc ça ne sert à rien de continuer»**⁶⁷.

Dans plusieurs quartiers, le changement a été vu plus en termes de **«réduction des agressions»** entre les membres de la communauté. A la Cité de la Paix, il y avait toujours la perception que si auparavant il y avait un désaccord dans le quartier, les gens allaient immédiatement utiliser leurs armes, mais suite aux actions de sensibilisation sur la non-violence et le respect des droits, cette tendance a diminué.

« F: Avant les gens se provoquaient les uns les autres, mais maintenant que la sensibilisation augmente, nous ne voyons plus cela. Par exemple, une famille en provoquerait une autre.

H: les agressions aussi ont baissé, les gens avaient l'habitude de sortir un couteau ou une grenade pour rien, mais grâce à la sensibilisation, cela a vraiment changé. »

(Membres de la communauté féminine et masculine, Fondo, PK5, Bangui)

Dans la plupart des quartiers, les CPC, les dirigeants locaux et les membres de la communauté ont partagé qu'ils avaient perçu un **changement dans les différentes formes de VBG**. Les membres de la communauté de Cite de la Paix (Bimbo 3, Bangui) et de Bornou (Bria) ont estimé qu'il y avait une réduction

⁶⁵ FGD, membres de la communauté, Cite de la Paix (Bangui). Le 7 octobre 2017.

⁶⁶ FGD-CPC, Cite de la Paix (Bangui). Le 7 octobre 2017.

⁶⁷ FGD-membres de la communauté, Fondo (Bangui). Le 5 octobre 2017.

des cas de violence sexuelle, en particulier contre les mineurs, grâce à l'intervention des CPC sur des cas individuels. Plus largement, une réduction de la violence domestique a été notée, ce que les dirigeants et les membres de la communauté ont fortement attribué aux CPC. Dans certains cas, il se peut qu'il y ait eu de petits changements dans les normes entourant l'acceptabilité de la violence, et des capacités de communication renforcées parmi les couples. A la Cité de la Paix par exemple, le Chef de Quartier a expliqué que :

« C'est grâce aux activités du CPC. Il y avait avant la violence sexuelle entre les couples, un mari pouvait frapper sa femme, les maris pensaient qu'ils étaient les chefs des ménages, qu'une femme n'avait pas de place, mais il y a eu un grand changement dans les ménages. »

(Chef de Quartier, Cité de la Paix, Bimbo 3, Bangui)

Un membre du CPC de la Cité de la Paix a toutefois déclaré qu'il pensait qu'un homme ne pouvait plus être violent envers sa femme parce que, grâce à la sensibilisation du CPC, les hommes sont conscients que **s'ils sont violents, le CPC les conduira à la police**, donc les hommes «ont peur parce qu'ils savent que la police va les battre sévèrement »⁶⁸ (ceci n'étant cependant pas une voie positive vers l'accès à la justice).

Le Chef de Quartier d'Arabe 3 (Paoua) a expliqué qu'il avait perçu une réduction de la violence domestique en raison de l'implication des CPC dans des cas individuels, où «les femmes membres du CPC parlent avec la femme et les hommes membres du CPC le mari, ils donnent des conseils et essaient de trouver une solution», et que «d'autres personnes dans la communauté voient que cela fonctionne et demandent leur soutien».

Ces perceptions du changement ne peuvent cependant pas être mesurées, et il existe un risque que les CPC perçoivent qu'il y a une réduction dans les **cas de violence domestique** quand en réalité les survivantes ne cherchent plus d'appui parce que soit, elles comprennent des messages que c'est pour elles « d'éviter » d'être battus, et/ou la violence ne prends pas fin après le médiation des CPC.

Enfin, dans les quartiers de Yambassa, Foulbe et Fondo (PK5, Bangui) spécifiquement (il s'agit des quartiers mixtes chrétiens/musulmans), une augmentation de la **cohésion sociale entre musulmans et chrétiens** a été notée comme changement par les membres des CPC, les dirigeants locaux et les membres de la communauté. A Fondo, le CPC a mené de nombreuses actions de sensibilisation porte à porte pour promouvoir la cohésion sociale et encourager les résidents musulmans à revenir, car ils seraient en sécurité et acceptés dans la communauté: «ils ont commencé à revenir, il y a maintenant au moins dix ménages musulmans qui sont revenus, c'est une source de fierté pour la communauté»⁶⁹. Une dirigeante locale de Fondo a expliqué que c'était par le biais de ces actions de sensibilisation qu'elle a changé son opinion concernant les résidents musulmans :

« Pendant la crise, j'avais décidé que je ne pardonnerais pas aux musulmans, mais le CPC est venu me parler et j'ai changé d'avis. Il y a même maintenant une femme musulmane qui garde du matériel chez moi pour la construction de sa maison. Qu'a dit le CPC pour vous faire changer d'avis? Ils ont dit que vous devez pardonner à vos proches, qu'ils sont des êtres humains comme vous et qu'ils ont des droits. »

(Leader féminine, Fondo, PK5, Bangui)

A Yambassa, le CPC a mené de nombreuses actions de sensibilisation (sensibilisation de masse au cours du projet et porte à porte) sur l'importance du dialogue et de la cohésion entre chrétiens et musulmans, en mettant l'accent sur le message de sororité et fraternité. Le CPC, les dirigeants et les membres de la communauté estiment que cela a contribué au **retour des résidents chrétiens dans le quartier** suite à la fermeture des sites de déplacés début janvier 2017, car auparavant les « résidents avaient peur de revenir». En mars 2017, le CPC a organisé une campagne de sensibilisation porte-à-porte spécialement pour dissiper les rumeurs selon lesquelles il y aurait une attaque des musulmans contre les chrétiens dans le quartier.

⁶⁸ FGD-CPC, Cité de la Paix (Bangui). Le 7 octobre 2017.

⁶⁹ FGD-Membres de la communauté, Fondo (Bangui). Le 5 octobre 2017.

6. Leçons et recommandations pour le programme global

Cette section présente (sans ordre particulier) les constats clés qui peuvent être tirés de l'évaluation, et pour chaque constat des recommandations plus spécifiques pour Oxfam à considérer dans la conception et la mise en œuvre du programme. Ce sont des leçons et des recommandations générales pour le programme qui peuvent être intégrées dans des projets en cours ou à venir.

Lesson 1 : Reconnaître les changements auxquels le CPC a contribué et le potentiel de l'approche

L'évaluation, qui met l'accent sur la qualité du programme, a permis d'identifier un certain nombre de défis auxquels le CPC a été confrontée et des risques à la durabilité du programme. Avant de détailler les principales leçons, il est important de reconnaître les changements positifs apportés par l'approche de protection communautaire dans un contexte extrêmement difficile et avec un soutien de projet à court terme. Une proportion significative de membres du CPC ont exprimé une forte motivation et ont pu continuer leurs activités même sans le soutien d'Oxfam ou d'autres acteurs pendant une longue période. Les membres de la communauté et les leaders locaux ont parlé de façon très positive du rôle joué par les CPC. Comme on l'a vu à la section 5, il existe des preuves que les CPC ont été en mesure de contribuer à un certain nombre de changements qui ont eu un impact positif sur la vie des gens.

Recommandation: Continuer d'intégrer une approche de protection basée sur la communauté dans la réponse humanitaire d'Oxfam en RCA.

En gardant à l'esprit les recommandations ci-dessous, l'approche montre des signes prometteurs de durabilité et d'impact positif à court et moyen terme.

Leçon 2: Recentrer sur une analyse des tendances dans les menaces de protection

Les CPC de tous les quartiers continuent à surveiller la situation de protection après la fin des projets et à mener des actions locales pour répondre aux menaces de protection. Dans de nombreux cas, cependant, les CPC ont tendance à réagir aux cas individuels de protection et à structurer leurs activités autour de celles-ci, plutôt que de procéder à une analyse continue des menaces auxquelles sont confrontées différentes personnes dans le quartier. C'est particulièrement le cas à Paoua, où les plans d'action n'ont pas été élaborés, ce qui signifie qu'au cours des réunions hebdomadaires, les CPC examinent les cas d'abus contre des individus (discutée en section 7). En outre, dans tous les quartiers, après la fin du projet, les plans d'action élaborés par les CPC ne sont pas mis à jour ou utilisés pour structurer leur analyse ou leur organisation.

Un facteur contributif peut être que pendant le projet les CPC ont été soutenus pour développer des plans d'action qui incluent un budget pour mener des activités spécifiques. Cela n'encourage pas forcément les CPC à considérer les plans comme un outil qu'ils peuvent mettre à jour régulièrement et utiliser pour structurer leurs actions à plus long terme.

Recommandation: Soutenir les CPC dans l'analyse régulière des plans d'actions

Bien que des mises à jour officielles des plans aient lieu tous les trois mois à Bangui pendant le projet, les CPC pourraient être aidées à se référer aux plans lors de leurs réunions hebdomadaires et mensuelles pour effectuer un examen informel des progrès. Cela peut aider les CPC à ne pas se concentrer que sur le suivi des abus individuels. Dans le cadre du processus de planification des sorties (voir leçon 7), les CPC devraient être encouragées à réfléchir à la manière dont elles continueront à examiner et mettre à jour les plans.

Leçon 3: Renforcer la collaboration avec les leaders locaux et les autorités

Dans tous les quartiers, les CPC entretiennent des relations étroites avec le chef de quartier, ce qui a facilité leurs activités, mais aucune réunion régulière n'a eu lieu avec les leaders locaux et ils n'ont pas participé aux discussions sur les plans d'action. Plusieurs exemples positifs de collaboration avec des leaders religieux chrétiens et musulmans ont renforcé la portée et l'impact des activités de sensibilisation du CPC, mais la collaboration avec les leaders religieux varie considérablement d'un quartier à l'autre.

Recommandation: Soutenir des réunions régulières avec les leaders et autorités locaux et leur participation à l'analyse des plans d'action.

Afin de promouvoir une plus large responsabilisation des leaders locaux au niveau des plans d'action, plutôt que de les considérer comme la responsabilité des CPC, les plans pourraient être présentés par les CPC aux leaders locaux et les discussions pourraient être facilitées par des réunions mensuelles régulières. Cela nécessitera le soutien d'Oxfam, en particulier au début, pour faire en sorte que les CPC encouragent un dialogue positif et, en même temps, des engagements concrets soient identifiés au cours de ces réunions.

Recommandation: Encourager la collaboration avec les leaders religieux.

Veiller à ce que les leaders religieux soient invités à des séances de formation et à des réunions mensuelles, et encourager les CPC à développer leurs relations avec les leaders qui les soutiennent. Des exemples positifs de collaboration pourraient être partagés avec d'autres CPC pour leur fournir des idées et des encouragements.

Recommandation: À mesure que les autorités telles que la police sont rétablies dans les quartiers, les inclure dans les séances de formation et les réunions mensuelles.

Dans les zones où les autorités qui n'avaient pas encore participé au programme, telles que la police, le sous-préfet, le préfet, les maires sont rétablies et sont revenues, les invitent à participer aux sessions de formation pour les autorités et leaders locales, et discutent avec les CPC des possibilités de collaboration. Cela pourrait inclure l'invitation de représentants de la police aux réunions mensuelles pour les inciter à prendre des mesures pour atténuer les différentes menaces de protection dans les plans d'action.

Leçon 4: S'engager avec les CPC sur le rôle qu'elles ont joué dans la médiation des cas de violence domestique et les risques que cela crée

Les résultats de l'évaluation suggèrent que les membres du CPC dans un grand nombre de quartiers sont impliqués dans des cas individuels de violence conjugale en jouant un rôle de médiation informel. Les modalités varient entre les CPC, mais en général, les membres du CPC parlent à chaque partie (parfois ensemble, parfois séparément) pour donner des conseils et, selon les termes du CPC, «trouvent un compromis». Cela inclut plusieurs cas alarmants où une femme souhaitait quitter une relation ou porter une plainte légale, mais elle a été persuadée de ne pas le faire par le CPC.

Bien que la promotion du dialogue dans les relations soit positive, la violence domestique est distincte du conflit matrimonial en ce sens qu'elle est caractérisée par des abus répétés, étayés par des relations de pouvoir inégales. Cela rend la médiation problématique, car la médiation est fondée sur une situation où les deux parties ont un pouvoir égal et cherchent un compromis, alors que dans les cas de violence domestique, le seul résultat devrait être la fin du recours à la violence. Preuves tirées d'un récent examen global de l'utilisation du mode alternatif de résolution des conflits (en anglais 'Alternative Dispute Resolution', ADR) dans les cas de VPI⁷⁰ suggère que de tels processus ont tendance à «prendre soin de garder la famille ensemble», indépendamment des souhaits de la survivante.

C'est une question extrêmement difficile. La médiation a historiquement été dirigée en RCA par le Chef de Quartier à travers un processus dans lequel une femme peut demander que le Chef de Quartier convoque son mari pour lui demander de présenter son point de vue, et les options sont discutées. Il est peu probable que ce système prenne fin dans l'avenir proche, et les femmes ont souvent peu d'autres choix en raison de la stigmatisation sociale, de la dépendance économique et du manque de services policiers ou juridiques fonctionnels. Les conclusions de l'examen global mentionné ci-dessus suggèrent qu'au lieu d'ignorer ou de tenter d'abolir les approches traditionnelles ADR, les acteurs devraient s'engager à donner la priorité à la voix et à l'action des survivants et les responsabiliser pour protéger les droits et la sécurité de tous les citoyens.

En ce qui concerne le programme d'Oxfam, il est clair que le rôle des membres du CPC ne devrait pas être celui de mener et d'être impliquée dans la médiation, car cela représente un risque pour eux et pour le survivant. Les recommandations sont donc les suivantes:

Recommandation: Engager le personnel du programme dans la discussion sur la VPI et la médiation.

Le personnel du programme est le point de contact direct des CPC avec Oxfam. Il est donc important que le personnel comprenne bien les dynamiques de la VPI et qu'il soit possible de discuter des approches ADR qui existent dans les communautés d'intervention et des défis de la médiation dans les situations de VPI.

Recommandation: Élaborer un module de formation spécifique sur la VPI pour les CPC et les leaders locaux.

Bien que le module sur la GBV existe, un module sur la VPI aiderait plus particulièrement les CPC à comprendre la définition particulière et la dynamique de pouvoir impliquées dans les cas de VPI, qui serviraient de base aux discussions sur les différents risques de s'impliquer dans la médiation. Les leaders locaux, y compris le chef de quartier et les leaders religieux, compte tenu de leur rôle dans la médiation formelle et plus informelle, devraient également être formés à l'aide de ce module.

⁷⁰ Heilman, B; Paul-Gera, N; Musuya, T; and Siebert, S (2016). 'Whose Justice, Whose Alternative? Locating Women's Voice and Agency in Alternative Dispute Resolution Responses to Intimate Partner Violence' International Centre for Research on Women.

Recommandation: Organiser activement des discussions avec les CPC et, si possible, avec les dirigeants, pour renforcer leur compréhension des principes directeurs de l'IASC.

Les principes directeurs⁷¹, la confidentialité, la sécurité, le respect des souhaits et de la dignité du survivant et la non-discrimination, devraient être au cœur des messages mis en avant par le staff d'Oxfam auprès des CPC. Les principes directeurs peuvent être introduits lors de la formation initiale sur la VBG, mais ils devraient être renforcés lors des réunions d'examen et de l'encadrement par le staff d'Oxfam. Les discussions devraient aider les CPC à réfléchir à la manière dont elles peuvent appliquer ces principes dans leurs interactions avec les individus. Par exemple, si une femme demande du soutien, que le CPC n'est pas là pour juger de sa meilleure ligne de conduite, mais qu'elle a toutes les informations nécessaires pour prendre une décision, assurer la confidentialité et prioriser sa sécurité.

Recommandation: Discuter des scénarios communs avec les CPC lors de la séance de formation initiale sur le VPI et des réunions subséquentes.

En raison de leurs activités et de leur profil dans les quartiers, les CPC continueront à se voir confrontées à des situations extrêmement difficiles, par exemple lorsqu'une survivante de violence demande la médiation de la part du CPC ayant entendu les messages de sensibilisation du CPC sur la VBG. L'utilisation de scénarios et d'exercices de jeux de rôles dans les séances de formation et de coaching pourrait aider les CPC à réfléchir à la façon dont ils réagiraient dans de telles situations afin d'appliquer les principes directeurs et d'assurer leur propre sécurité.

Recommandation : Mettre les CPC en contact avec les structures et services qui font la prise en charge des cas des VBG pour permettre les CPC d'orienter des individus vers ces services.

Les organisations qui fournissent des services de gestion de cas pour les survivants des VBG ne seraient pas nécessairement disponibles dans tous les zones d'intervention, mais où ils sont disponible, les CPC devraient être encouragées de référer des individus à ces services.

Leçon 5: Clarifier et simplifier les voies de référencement et le rôle des CPC

Les preuves suggèrent que les CPC jouent un rôle important en soutenant l'accès aux services pour les survivants de différents abus de protection, ce qui dans certains cas a eu des conséquences qui ont sauvé des vies. Dans tous les quartiers, cependant, les voies de référencement ne semblent pas aussi claires ou efficaces qu'elles pourraient l'être. Plusieurs Chefs de Quartier ont rapporté qu'ils ont d'abord référé tous les survivants au CPC, qui oriente ensuite les individus vers le service approprié, retardant les soins de santé et augmentant le nombre de fois qu'un survivant doit partager des informations sur l'abus. Dans de nombreux quartiers, il semble que les messages partagés en matière de sensibilisation mettent l'accent sur le fait que les survivants se rendent à le CPC en cas d'abus plutôt que sur les services disponibles et comment y accéder directement.

Recommandation: Clarifier les voies de référencement avec les CPC et les leaders locaux.

S'assurer que les membres des CPC et les dirigeants locaux comprennent clairement que les activités de référencement ont pour objectif que les personnes accèdent aux services dont elles ont besoin, selon leurs souhaits, de la façon la plus sûre et la plus directe possible. Insistez sur le fait qu'un chef de quartier doit fournir des informations sur les services locaux à une personne qui cherche cet information, et qu'ils puissent demander plus d'informations aux CPC si nécessaire. Assurez que le principe de confidentialité soit bien compris, et qu'ils ne doivent divulguer aucune information d'identification concernant l'individu ou l'abus de protection sans la permission du survivant, et même alors seulement les informations minimales requises.

Recommandation: Intensifier la disséminations des informations sur l'accès aux services.

Conformément à la recommandation ci-dessus, une fois la voie de référencement est clarifiée, les CPC devraient être soutenus pour mener des actions de sensibilisation afin de diffuser le plus possible les messages clés sur la manière d'accéder aux différents services locaux. Cela devrait inclure les messages que : a) les survivant/es de violence sexuelle devraient accorder la priorité à l'accès aux soins médicaux dans les 72 heures, b) les survivants peuvent demander des informations supplémentaires aux CPC (pour toutes les formes d'abus de protection) s'ils le souhaitent, mais ne sont pas obligés de le faire passer d'abord par le CPC ou Chef de Quartier, c) Informations sur les autres services disponibles.

Recommandation: Continuer à fournir une approche flexible des fonds pour le transport pendant les projets.

L'argent pour le transport des survivants vers les services a été identifié par chaque CPC comme un défi clé, et plusieurs CPC ont déclaré utiliser leurs propres fonds à plusieurs reprises. Bien que les bailleurs de fonds soient parfois réticents à financer les coûts de transport, des bonnes pratiques des projets précédents

⁷¹ [Interagency Standing Committee \(IASC\) 2015 Guidelines for Gender-Based Violence Interventions in Humanitarian Settings](#)

existent, comme le partenariat avec les mototaxis à Paoua, afin de faciliter le transport vers les services face aux longues distances et à l'insécurité. À plus long terme, Oxfam pourrait aider les CPC et les leaders locaux à discuter des approches spécifiques au contexte, par exemple l'établissement de fonds communautaires pour les situations d'urgence.

Recommandation : Renforcer les relations avec prestataires de services

En vulgarisant les informations sur le rôle des CPC auprès de ces derniers de manière à assurer l'accès aux survivant-es sans le référencement formel de la part de CPC.

Leçon 6: Renforcement des capacités de plaidoyer et de sensibilisation des CPC

Dans tous les quartiers, les CPC ont dans une certaine mesure poursuivi leurs activités de plaidoyer et de sensibilisation après la fin des projets (dans certains cas, des activités de plaidoyer *ou* de sensibilisation). Le plaidoyer ne nécessite pas d'appui financier important et peut continuer à long terme, mais la compréhension du plaidoyer parmi plusieurs CPC, y compris ceux qui ont participé à la formation de plaidoyer, est assez faible, avec une confusion entre la sensibilisation, le référencement et le plaidoyer. Bien que sans le soutien du projet, il faut s'attendre à ce que les activités de sensibilisation en masse ne se poursuivent pas, les compétences de sensibilisation des CPC pourraient être renforcées pendant la durée de vie du projet pour augmenter la durabilité.

Recommandation: Renforcer la compréhension des CPC du plaidoyer, en tirant des exemples positifs de la vie réelle.

Les membres des CPC dans plusieurs quartiers ont contribué à des résultats de plaidoyer réussis. Une fois privées des informations sensibles (comme les données personnelles des personnes impliquées) ces exemples pourraient être utilisés dans des sessions de formation et de coaching avec les CPC pour expliquer les concepts de base du plaidoyer et les différentes approches utilisées, telles que l'analyse du pouvoir, l'analyse des risques et les différentes méthodes de persuasion et de mobilisation.

Recommandation: Mettre au point un module de formation pour couvrir les principes et les techniques de base en matière de sensibilisation et aider les CPC à diversifier les méthodes utilisées.

Comme pour le module de formation existant sur le plaidoyer, un module sur la sensibilisation fournirait aux CPC une base solide en termes de compétences et soutiendrait la durabilité après la durée de vie du projet. Les thèmes clés à couvrir pourraient inclure la sélection des cibles, l'intégration de la sensibilisation dans différents moments d'une journée, et engager les gens dans le dialogue pour aider les individus à remettre en question une situation, plutôt que de fournir une instruction simple⁷². Au cours du projet, les CPC pourraient être davantage soutenues pour utiliser différentes méthodes qui ne nécessitent pas de contribution financière continue, par exemple l'utilisation de cartes à jouer⁷³.

Recommandation: Fournir un soutien spécifique à chaque CPC en matière de sensibilisation sur les VBG.

Encourager le dialogue communautaire sur les VBG et d'autres sujets qui défient les normes de genre exige une approche prudente qui responsabilise l'auteur et ne renforce pas les attitudes de blâme des victimes, mais en même temps qui engage des individus sur les avantages de la non-violence. Différentes ressources existent pour soutenir les activistes communautaires. Deux exemples proviennent du kit d'activisme communautaire SASA!, produit par l'organisation Raising Voices. Premier 'Juger vs Permettre'⁷⁴, qui encourage les activistes à critiquer le comportement, pas l'individu, tout en tenant l'individu responsable. Deuxièmement, «Parlez des avantages de la non-violence»⁷⁵, qui invite les activistes à encadrer le changement de comportement dans une manière positive, plutôt que de simplement discuter quel comportement est mauvais. De tels exercices pourraient être intégrés dans une formation sur les méthodes de sensibilisation, et renforcés par des séances de coaching.

Leçon 7: Soutenir la participation des femmes

Les femmes membres des CPC ont partagé des expériences positives de collaboration avec des collègues masculins des CPC et ont participé à la prise de décision, et aucun obstacle majeur à leur participation n'a été identifié. Les résultats du GdD suggèrent que la combinaison des sessions de formation et la possibilité de mettre en pratique les compétences en menant des actions de sensibilisation et de plaidoyer ont soutenu

⁷² Voir par exemple l'exercice 'Instruire, Informer, Questionner' dans le module 'Awareness' du [SASA! Activist Kit](#) (Raising Voices)

⁷³ L'équipe d'Oxfam en RDC a élaboré des jeux de cartes avec des images et des messages de protection pour engager des petits groupes des personnes dans la discussion.

⁷⁴ Raising Voices SASA! Activism Kit – Support Module (Exercise: Supporting Change)

⁷⁵ Raising Voices SASA! Activism Kit – Support Module (Exercise: Lets speak about the advantages of non-violence)

la confiance et la participation des femmes. Les groupes de discussion avaient tendance à être dominés par les membres du CPC, et les femmes étaient beaucoup plus ouvertes lors des discussions séparées tenues à la fin. Plusieurs femmes membres des CPC ont également demandé qu'Oxfam soutienne la création de groupes séparés pour les femmes où elles peuvent discuter et mener des activités.

Recommandation: Envisager d'établir des groupes de femmes parallèles aux CPC.

Ces groupes séparés ont le potentiel de fournir un espace de solidarité, d'organisation d'activités et de discussion, en particulier sur des sujets plus sensibles. Comme avec le modèle de Forum de Femmes dans le programme de protection communautaire mis en place par Oxfam en RDC⁷⁶, une proportion de personnes pourrait être membre à la fois du groupe des femmes et des CPC afin d'assurer la cohérence et la coordination. L'approche exigera cependant un suivi attentif pour s'assurer qu'elle n'est pas considérée comme un groupe secondaire en termes de statut, ou que les menaces de protection qui affectent principalement les femmes et les filles ne sont pas considérées comme la responsabilité ou le mandat de ce groupe.

Recommandation: Réaliser une cartographie des associations et groupes locaux de femmes dans chaque site pour une collaboration potentielle.

Dans la plupart des quartiers, un certain nombre d'associations de femmes existent, allant de petits groupes d'épargne à des organisations avec une registration formelle. Il existe une certaine collaboration avec ces groupes dans certains sites, mais elle dépend de l'initiative individuelle des membres des CPC. Il existe un potentiel supplémentaire de collaboration avec ces associations pour renforcer la portée et l'impact de la sensibilisation et du plaidoyer du CPC en: a) invitant les représentants à participer aux sessions de formation sélectionnées, b) sollicitant leur soutien aux activités de plaidoyer et de sensibilisation. Les associations des femmes, par exemple, sont un moyen potentiel de partager beaucoup plus d'informations sur l'accès aux services.

Leçon 8: Intégrer la planification de la sortie dans les projets dès le départ

Le niveau de motivation et d'activité des membres des CPC qui ont participé à l'évaluation tant de mois après la fin du soutien au projet est très encourageant, en particulier dans un contexte extrêmement imprévisible et difficile comme celui de la RCA. La durabilité pourrait cependant être renforcée en intégrant la planification d'une stratégie de sortie dans le cycle du projet, idéalement dès le début.

Recommandation: Développer une stratégie de sortie simple pour chaque projet

Le check-list de sortie, incluse dans l'**annexe 4**, peut être utilisée pour guider l'élaboration de plans de sortie qui décrivent les mesures clés que le personnel peut prendre à différentes étapes du projet pour promouvoir la durabilité. Les actions précises peuvent être adaptées à chaque projet ainsi que au temps et aux ressources disponibles. Par exemple, dans un court projet, il peut ne pas être nécessaire ou possible d'organiser des sessions de recyclage des formations, mais des sessions de coaching sur les compétences clés, telles que l'analyse des risques, pourraient être prioritaires. Oxfam devrait être transparent avec les CPC au sujet du processus de planification des sorties, y compris en facilitant les discussions sur la mesure dans laquelle les membres des CPC souhaiteraient continuer à long terme, et ce qu'ils pensent être réalisable.

Recommandation: Augmenter le nombre de membres dans chaque CPC.

On peut s'attendre à ce que le nombre de membres actifs des CPC diminue au fil du temps en raison d'autres engagements, de maladies, de voyages ou de démotivation. En commençant avec seulement dix membres, il y a le risque que seulement quelques membres restent actifs après un certain temps, augmentant ainsi la pression sur ces membres. Augmenter le nombre de membres originaux, par exemple jusqu'à quinze, augmenterait la probabilité qu'un nombre suffisant de personnes reste actif pour soutenir la durabilité des activités.

Recommandation: Soutenir activement le partage des responsabilités entre les membres du CPC.

On peut s'attendre à ce que certaines personnes soient le moteur des activités de CPC pendant et après la période du projet, comme cela arrive dans de nombreuses situations de groupe dans des contextes différents. Pour réduire le risque de dépendance de ces personnes, le Oxfam devrait discuter régulièrement avec les CPC des opportunités pour différentes personnes d'assumer des rôles de leadership dans des activités spécifiques et intégrer la planification de scénarios⁷⁷ dans le processus de planification de sortie

⁷⁶ Barakat, S; Kesmaecker-Wissing, Me (2017). '[Community Protection Structures: Influencing for local-level change in conflict settings in the DRC](#)'. Oxfam Policy and Practice.

⁷⁷ Un étude des CPC en RDC a trouvé par exemple que dans une communauté où le Président du CPC est parti les membres ont arrêtés leurs réunions régulières parce qu'il n'y avait personne à appeler les réunions. La planification des scénarios peut aider à

avec tous les membres. Veiller à ce que l'alphabétisation ne soit pas incluse comme critère pour devenir membre du CPC peut également aider à s'assurer que des individus motivés et dynamiques ont la possibilité d'être élus, ainsi que de soutenir la participation des femmes.

Leçon 9: Renforcer les approches de Suivi et d'Évaluation

Les résultats de l'évaluation suggèrent que les CPC a fortement contribué à un certain nombre de changements positifs. L'évaluation n'incluait pas un examen des outils et systèmes de Suivi et d'Évaluation (S&E) d'Oxfam, cependant peu de preuves de ces changements ont été trouvées dans la documentation du projet.

Recommandation: Intégrer dans le système de S&E un moyen de suivre les changements auxquels le CPC contribue à travers ses actions.

Des outils simples de S&E, tels que l'approche de *Outcome Harvesting* utilisée dans cette évaluation, pourraient être développés pour capturer ces changements sur une base continue. Un exemple est fourni à l'**annexe 5**. Ce processus pourrait être facilement intégré dans des réunions de suivi mensuelles ou trimestrielles avec les CPC facilitées par le personnel d'Oxfam. En plus de fournir une documentation solide du programme, cette approche pourrait donner un aperçu des types de menaces de protection sur lesquelles les CPC se concentrent ou ne se concentrent pas, des défis rencontrés et de la façon dont ils traitent ces problèmes pour alimenter l'apprentissage.

Recommandation: Élaborer une matrice de suivi simple pour chaque CPC.

En plus de surveiller les changements auxquels le programme contribue, une matrice de suivi qui documente le soutien que chaque CPC a reçu, les défis signalés et les observations du personnel appuierait le processus de planification des sorties. Voir l'**annexe 6** pour un exemple.

7. Recommandations pour des sites d'intervention spécifiques

7.1 Bangui

Dans les quartiers de PK5 de Bangui, il est peu probable qu'Oxfam recherche des financements pour des activités de protection dans l'avenir, étant donné que toutes les activités de protection communautaire font partie de projets intégrées d'EFSL et/ou WASH, qui ne sont pas prévus dans cette zone⁷⁸.

Recommandation 1: Procéder à un processus formel de planification des sorties avec les CPC à PK5 pour lequel aucun soutien de projet futur n'est envisagé.

Ceci pourrait être étendu aux CPC dans Bimbo 2 et 3 si aucun autre projet n'est prévu dans ces zones. La planification de la sortie pourrait avoir lieu sur une période de six mois afin de maximiser les chances de durabilité à plus long terme. Des fonds pour soutenir la planification de sortie pourraient être inclus dans des lignes budgétaires spécifiques pour d'autres projets à Bangui. Suggestions pour les étapes clés à suivre sont ci-dessous:

Bangui - Principales étapes à considérer pour la planification des sorties

1. Expliquer clairement le **processus de planification** des sorties aux CPC et aux leaders locaux, pour s'assurer que les attentes sont réalistes.
2. Organiser des événements communautaires pour sur **les rôles des CPC** (surtout parmi ceux qui sont retournés dans le quartier après le déplacement).
3. Soutenir les CPC pour identifier quels membres aimeraient continuer les activités, et quels membres doivent être remplacés, et pour **intégrer de nouveaux membres selon les besoins**.
4. Aider les CPC à mettre à jour les **plans d'action** et à diriger la révision de ces plans avec les leaders locaux identifiés grâce à une analyse de pouvoir révisée.
5. Procéder à un examen des besoins de soutien spécifiques pour chaque CPC. Cela comprend les **besoins en matériaux**, allant des bottes et manteaux aux réparations des hangars, et les besoins de formation et d'encadrement, tels que le renforcement des compétences en analyse des risques.
6. Planifier des sessions de **recyclage** sur les sujets de protection de base.
7. Proposer des sessions de **formation supplémentaires** sur le module VPI (voir section 6) et d'autres sujets de protection que les CPC identifient comme prioritaires.
8. Soutenir les CPC à diversifier les **méthodes de sensibilisation** qu'il peut utiliser et qui nécessitent un financement limité ou inexistant.
9. Réaliser la planification des **scénarios** avec les CPC pour examiner les défis potentiels et comment ils peuvent réagir.
10. Mettre à jour la **cartographie des services** de pris en charge et soutenir les CPC afin d'identifier les sources potentielles de soutien et de partenariat.

7.2 Bria

Recommandation 1: Soutenir les CPC sur le site PK3 IDP pour effectuer une analyse de pouvoir.

Cela pourrait être utilisé non seulement pour identifier les cibles de plaidoyer et les moyens de les influencer (de manière sûre), mais aussi pour identifier des alliés spécifiques qui pourraient soutenir leurs activités, notamment compte tenu de l'influence diminué des Chefs de Quartier sur le site. Dans le même temps, les capacités et l'expérience des CPC dans la réalisation d'une analyse des risques de leurs activités pourraient être continuellement renforcées.

Recommandation 2: Faciliter des réunions mensuelles avec les leaders locaux identifiés dans l'analyse de pouvoir.

Les réunions peuvent être utilisées pour revoir les plans d'action. Il sera probablement plus pratique de tenir une réunion qui couvrira l'ensemble du site PK3, avec des représentants de chaque Bloc (comme les Chefs de Bloc), et la coordination du camp, en plus d'autres leaders jugés importants, étant donné que la majorité des menaces de protection seront transversales et nécessiteront probablement une action coordonnée.

Recommandation 3: Harmoniser les messages de sensibilisation et l'approche de travail avec la communauté sur les VBG avec IMC sur le site PK3.

IMC a mis en place des comités de lutte contre la VBG sur le site pour mener des actions de sensibilisation. Oxfam devrait soutenir les CPC pour discuter des messages clés partagés lors de la sensibilisation afin de

⁷⁸ Entrevue avec la Coordinatrice Genre et Protection, le 17 octobre 2017.

s'assurer qu'ils sont alignés, et identifier les opportunités potentielles de collaboration, en collaboration avec le sous-cluster VBG et la division des affaires sociales.

Recommandation 4: Surveiller de près la motivation des membres des CPC sur le site PK3.

Bien que la majorité des membres des CPC semblent toujours motivés, les opportunités économiques limitées en raison des restrictions de mouvement et la présence de comités établis par IMC qui fournissent un remboursement financier auront probablement un impact sur la motivation et le caractère bénévole des membres des CPC au fil du temps. Le soutien avec une forme d'AGR au cours de leur temps dans le site pourrait être considéré comme une option.

Recommandation 5: Renforcer la collaboration avec les leaders religieux locaux dans les quartiers.

Bien que des leaders religieux aient été formés à Bornou pendant le projet, plusieurs nouveaux leaders sont arrivés depuis la clôture du projet et n'étaient pas au courant des CPC. Les CPC pourraient être encouragées à se présenter aux nouveaux leaders et réfléchir à des options de collaboration en matière de plaidoyer et de sensibilisation. Dans tout futur projet, les leaders religieux pourraient être inclus dans des sessions de formation et des réunions pour discuter des plans d'action. Cependant, étant donné les aspects religieux du conflit et le contrôle des groupes armés sur les quartiers, une analyse des risques devrait être effectuée avant tout engagement potentiel.

Recommandation 6: Examiner comment la collaboration avec l'Association des Femmes Leaders pourrait être renforcée.

L'Association des Femmes Leaders (regroupant des groupes d'épargne féminine et des associations de quartiers différents) a été soutenue par Oxfam dans le programme de protection-genre et d'alphabétisation des adultes, et pourrait fournir un moyen utile à la CPC d'étendre la portée des sensibilisations et soutenir certaines actions de plaidoyer.

7.3 Paoua

Le financement du projet à Paoua se poursuit jusqu'en mars 2018. Les recommandations suivantes concernent les mesures à prendre, si possible, pendant la durée de vie du projet.

Recommandation 1: Favoriser en priorité le développement de plans d'action.

Ceux-ci n'ont pas encore été développés et signifient que les CPC réagissent aux cas individuels d'abus qu'ils observent plutôt que d'identifier des menaces de protection plus larges et qu'ils s'en servent comme base pour planifier des actions de plaidoyer et de sensibilisation.

Recommandation 2: Soutenir les CPC à présenter les plans d'action aux leaders et autorités locales et procéder à des révisions mensuelles.

Une fois développé, la présentation des plans d'actions aux leaders et autorités locales est une étape importante pour soutenir une plus large responsabilisation communautaire pour les plans, et obtenir un soutien pour des actions spécifiques. Le processus de présentation des plans exigera un encadrement d'Oxfam, et un suivi pour s'assurer que les femmes membres des CPC participent activement à la présentation. La révision mensuelle des plans avec les autorités aide à faire en sorte que les actions progressent et donnent l'occasion aux CPC de suivre les engagements pris. Les leaders religieux locaux devraient être invités à ces réunions compte tenu de leur influence dans les quartiers.

Recommandation 3: Donner la priorité à la formation des CPC sur les techniques de plaidoyer.

Pour que les CPC puissent agir sur la base des différentes menaces identifiées dans les plans d'action, et pour que les CPC ne réagissent pas que aux cas individuels d'abus, la formation sur le plaidoyer (qu'ils n'ont pas encore reçue) devrait être une priorité.

Recommandation 4: Inclure les leaders religieux dans toutes les séances de formation.

Si de futures sessions de formation pour les autorités locales sont prévues, les chefs religieux devraient être invités à participer. Cela garantira qu'ils ont la même base de connaissances que les membres du CPC, ce qui facilitera la collaboration sur le plaidoyer et la sensibilisation. Cela devrait inclure le nouveau module sur VPI une fois développé.

Recommandation 5: Faire du plaidoyer pour réviser les voies de référencement avec le Centre d'Ecoute de la DRC.

Les heures d'ouverture du Centre d'Ecoute (uniquement le jour pendant la semaine, et non lorsque le personnel est en mission), et le fait que les personnes doivent d'abord passer par le Centre d'Ecoute pour recevoir des soins médicaux de l'hôpital public, est un obstacle majeur à l'accès rapide aux services. La prochaine phase de ce projet est actuellement en cours de négociation entre le UNHCR et la DRC, ce qui donne l'occasion d'influencer ces discussions. La priorité est l'accès aux soins médicaux; bien qu'il puisse

être raisonnable de s'attendre à ce qu'un individu reçoive un soutien psychosocial pendant la journée pendant la semaine, les individus sont empêchés d'accéder à des soins médicaux vitaux en raison des voies de référencement actuelles.

Recommandation 6: Clarifier les voies de référencement avec tous les acteurs locaux.

Les survivant/es de violences sexuelles sont d'abord renvoyés au Centre d'Ecoute avant d'être référés à l'hôpital local pour soins médicaux. Cependant, cela retarde l'accès aux soins pour les survivants et augmente le nombre des étapes qu'ils doivent franchir et le nombre de personnes à qui ils doivent raconter la violence. Dans le même temps, le Chef de Quartier semble d'abord orienter les survivants aux CPC, qui les réfèrent ensuite au Centre d'Ecoute. MSF fournit des soins médicaux gratuits aux survivant/es de violences sexuelles. La voie de référencement devrait être raccourcie, simplifiée et clarifiée avec tous les acteurs locaux (CPC, leaders locaux et prestataires de services).

Recommandation 7: Soutenir la sensibilisation locale sur l'accès aux services.

Conformément à la recommandation ci-dessus, une fois la voie de référencement est clarifiée, les CPC devraient être soutenus pour mener des actions de sensibilisation sur la manière d'accéder aux différents services locaux. Cela devrait inclure les messages suivants: a) les survivant/es des VBG peuvent aller au Centre d'Ecoute pendant la semaine pour avoir des informations sur des services et options différentes, b) les survivant/es de violences sexuelles peuvent avoir accès aux soins médicaux gratuites directement auprès de MSF sept jours sur sept; c) des services supplémentaires sont disponibles au Centre d'Ecoute si elles souhaitent y accéder pendant la semaine; d) les survivants peuvent demander des informations supplémentaires aux CPC (pour toutes les formes d'abus) s'ils le souhaitent, mais ne sont pas obligés de passer d'abord par les CPC ou le Chef de Quartier.

Recommandation 8: Envisager de mettre en place un comité de coordination dans la ville de Paoua.

À Bria, les membres des CPC ont eux-mêmes décidé d'établir un Comité de Coordination composé de représentants des CPC de chaque quartier. L'avantage d'un tel comité est qu'il peut permettre l'analyse des menaces de protection communes à plusieurs quartiers, et la coordination des actions, telles que le plaidoyer auprès des autorités de niveau supérieur avec une portée géographique plus large. A Paoua, une telle approche peut être envisagée compte tenu de la taille de la ville et de l'existence d'autorités, telles que la police et le chef de groupement, dans le centre-ville qui ont un mandat sur les quartiers où le programme est mis en œuvre. Un exemple d'une menace de protection qui pourrait bénéficier d'un plaidoyer coordonné est l'insécurité dans les champs entourant la ville, qui a été identifiée par chaque CPC interrogé.

Annexes

Annexe 1 - Liste complète des modifications individuelles - Membres du CPC

Tous ces changements représentent des anecdotes personnelles partagées par les membres individuels des CPC lors des discussions de groupe, lorsqu'on leur demande d'identifier le changement le plus important qu'ils ont connu en devenant membre du CPC. Les modifications n'ont pas été validées ou justifiées par d'autres moyens.

Ville	Quartier	Changement et la contribution du programme	Source	Codage
Bangui	Foulbe, PK5	Un membre du CCP a déclaré qu'il avait déjà beaucoup frappé ses enfants, mais il s'est arrêté et a commencé à leur parler à la place.	FGD - Foulbe	Comportement- Violence contre les enfants
Bangui	Foulbe, PK5	Une femme membre du CPC a commencé à donner des conseils à des personnes qu'elle connaît. Par exemple, son neveu, qui avait l'habitude de prendre beaucoup de médicaments, mais depuis qu'elle a parlé à lui a réduit. En entendant parler d'un conflit entre ses voisins et leur fils, elle est allée leur parler. Les parents voulaient que leur fils aille étudier à l'étranger, mais il a refusé. Elle a conseillé aux parents de ne pas mettre trop de pression sur lui, et après un certain temps il a accepté, et est maintenant allé à l'étranger.	FGD - Foulbe	Fournir du conseil
Bangui	Foulbe, PK5	Une participante du CPC a indiqué que, depuis qu'elle a participé aux séances de formation de la SCP, elle s'est fait connaître comme conseillère dans les quartiers. Maintenant, chaque fois qu'il y a un problème de protection, d'autres personnes viennent lui demander conseil (couples, jeunes et femmes).	FGD - Foulbe	Statut dans la communauté
Bangui	Guitangola V, Bimbo 2	Une membre du CPC a noté que tous les membres du CPC sont maintenant considérés comme des « personnes qui aident les gens » et que les gens viennent les voir pour demander conseil. La formation leur a permis de mener des actions dans la communauté afin d'intensifier le dialogue, ce qui, selon elle, a contribué à améliorer la sécurité.	FGD - Guitangola V	Statut dans la communauté
Bangui	Guitangola V, Bimbo 2	Une femme membre du CPC a partagé combien elle appréciait la formation sur les droits des femmes, notant que, avant, elle ne connaissait pas ses droits en tant que femme. Ce qu'elle a appris pendant la formation signifie qu'elle sait maintenant « comment gérer son ménage », et elle a partagé cela avec sa famille et ses voisins.	FGD - Guitangola V	Connaissance des droits
Bangui	Foulbe, PK5	Un membre du CPC a identifié qu'avant, il ne savait pas comment mener le plaidoyer, grâce à la formation qu'il savait maintenant comment identifier une menace de protection et une action appropriée à prendre.	FGD - Foulbe	Connaissance et compétences
Bangui	Yambassa, PK5	Un membre du CPC a déclaré avoir vu au cours des séances d'entraînement qu'il n'était pas bon qu'il frappe ses enfants et il s'est donc arrêté. Il a noté qu'il est important d'apporter d'abord des changements dans votre propre ménage avant de commencer à demander aux autres d'apporter des changements.	FGD - Yambassa	Comportement- Violence contre les enfants
Bangui	Fondo, PK5	Un CPC masculin s'est rendu compte que sa femme était son égal et qu'il devrait modérer la langue qu'il utilise. Avant il avait l'habitude de crier très fort, mais il n'élève plus la voix. Grâce à ce qu'il a appris pendant les sessions de formation, il y a maintenant la paix dans son foyer.	FGD - Fondo	Comportement- Modérer la langage
Bangui	Yambassa, PK5	Grâce aux sessions de formation, une femme membre du CPC a pu savoir comment parler à son fils. Auparavant, il était très agressif et elle lui a expliqué que son comportement n'était pas bon, et il a depuis changé.	FGD - Yambassa	Compétences en communication

Bangui	Fondo, PK5	Avant, une femme membre du CPC avait l'habitude d'être très retirée et de garder des problèmes pour elle-même, mais elle se sent maintenant intégrée dans le CPC et elle partage tout ce qu'elle a appris avec les autres.	FGD - Fondo	Compétences en communication
Bangui	Guitangola V, Bimbo 2	Un membre du CPC a déclaré qu'il était très violent, surtout envers ses enfants, mais en participant aux sessions de formation, en particulier à la formation sur les droits des enfants, il a changé et a maintenant de bonnes relations avec ses enfants.	FGD - Guitangola V	Comportement-Violence contre les enfants
Bangui	Cite de la Paix, PK5	Un membre du CPC a indiqué qu'il était très agressif, mais depuis qu'il a participé au CPC, il explique maintenant aux autres comment contrôler leur agression.	FGD - Cite de la Paix	Comportement-Agression
Bangui	Cite de la Paix PK5	Auparavant, une membre du CPC avait l'habitude de frapper beaucoup ses enfants et leur refusait de la nourriture pendant la journée, mais depuis qu'elle a participé à la formation sur les droits de l'enfant, elle a cessé de le faire.	FGD - Cite de la Paix	Comportement-Violence contre les enfants
Bangui	Fondo, PK5	La relation d'une femme avec son mari s'est améliorée depuis qu'elle est devenue membre du CPC. Elle a expliqué qu'auparavant, son mari la traitait très mal et qu'elle ne connaissait pas ses droits, mais après chaque séance de formation, elle discutait de ce qu'elle avait appris avec lui, ce qu'il appréciait. Chaque matin devrait discuter et discuter avec lui ses droits en tant que femme dans le ménage, et leur relation améliorée. Elle a également partagé cette information avec des amis de la chorale de son église.	FGD - Fondo	Relations
Bangui	Fondo, PK5	Le comportement du mari d'une femme envers elle a changé à la suite de la formation sur les droits des femmes. Elle a partagé avec son mari ce qu'elle a appris pendant les sessions de formation, notamment la formation sur les droits des femmes, et il lisait les documents, ce qui a amélioré son comportement à son égard. Il lui donne maintenant de l'argent le matin pour des provisions. Elle a également partagé ce qu'elle a appris avec des amis au marché	FGD - Fondo	Relations
Bria	Bornou	Une femme membre du CPC ne frappe plus les enfants; Au cours de la formation sur les droits de l'enfant, elle a appris que les adultes ne devraient pas intimider les enfants, mais plutôt leur parler doucement et simplement expliquer ce qu'ils ont fait de mal. ils ne sont pas traumatisés.	FGD - Bournou	Comportement-Violence contre les enfants
Bria	Bornou	Un membre du CPC sait maintenant parler aux autres dans sa communauté, grâce aux sessions de formation.	FGD - Bornou	Compétences en communications
Bria	Bornou	Un membre du CPC de sexe masculin sait maintenant comment gérer les conflits s'ils surviennent et, à cause de ces connaissances, a été recruté par une autre ONG. Après la séance de formation sur la gestion des conflits, il a été invité à discuter avec un petit groupe d'autres personnes et toutes ont été invitées à définir le conflit. Il était le seul à lever la main, il avait été recruté; il s'est rendu à une session de formation à Bangui et a ensuite animé des discussions dans son quartier.	FGD - Bornou	Compétences en gestion de conflit
Bria	Bornou	Un membre du CPC a réalisé, après les séances de formation, qu'il était négligent envers sa femme et ses enfants, mais maintenant, si sa femme est occupée, il l'aidera.	FGD - Bornou	Comportement-Appui à leur femme
Paoua	Cite Lycee	Avant la formation, un membre du CPC a déclaré qu'il ne comprenait pas le rôle d'une femme et le rôle d'un homme. Cependant, après avoir participé à la séance de formation, et en particulier à la discussion UNR1820, il s'est rendu compte qu'il pratiquait réellement la violence sexiste. Maintenant, si sa femme est occupée, il l'aidera, si elle fait le feu, il fera une autre tâche ménagère.	FGD - Cite Lycee	Connaissance et attitudes-Droits de la femme
Paoua	Cite Lycee	Une femme membre du CPC est maintenant écoutée et respectée par d'autres personnes dans son quartier s'il y a un conflit et elle intervient, puisqu'elle est membre du CPC.	FGD - Cite Lycee	Statut dans la communauté
Paoua	Arabe 3	Le mari d'une femme est maintenant beaucoup moins en colère contre elle; Pendant les séances d'entraînement, elle a appris à maîtriser sa colère et à gérer calmement les conflits, ce qui calme la situation.	FGD - Arabe 3	Relations
Paoua	Arabe 3	Un membre du CPC a commencé à aider davantage sa femme dans le ménage, par exemple en préparant des repas.	FGD - Arabe 3	Comportement-Appui à leur femme

Paoua	Arabe 3	Un membre du CPC a commencé à essayer de répartir certaines tâches plus équitablement avec sa femme. Par exemple, avant il cultivait la salade, que sa femme récoltait et vendait ensuite au marché. Il s'est rendu compte que c'était beaucoup de travail pour elle, alors il a commencé à le récolter lui-même, afin qu'elle puisse ensuite le vendre.	FGD - Arabe 3	Comportement-Appui à leur femme
Paoua	Arabe 3	Un membre du CPC affirme que son comportement envers sa femme s'est amélioré. Auparavant, il avait l'habitude de «créer beaucoup de problèmes pour sa femme», cependant il apprend dans les formations sur la gestion des conflits et les droits des femmes qu'il doit contrôler sa colère, alors maintenant, quand il est en colère, il se souvient de ce qu'il a appris.	FGD - Arabe 3	Comportement-Appui à leur femme

Annexe 2 – Liste des résultats dans les quartiers d'intervention

Les changements sont codés comme des **résultats** lorsqu'ils se réfèrent à un changement de comportement spécifique suffisamment détaillé pour être justifié. Ce sont des **résultats partiels** lorsque le résultat n'est pas entièrement positif. Les changements sont codés comme des **anecdotes** quand ils manquent de détails spécifiques ou concernent un changement perçu dans la situation plus large qu'il n'est pas possible de justifier pleinement à travers l'évaluation.

Town	Site	Résultat and Importance	Contribution	Source & Substantiation	Coding	
Bangui	Yambassa	L'agression des groupes armés locaux dans le quartier de Yambassa a diminué; il ne s'est pas arrêté complètement mais les résidents peuvent maintenant se déplacer librement dans le quartier. Ceci est important car auparavant les déplacements étaient extrêmement limités, avec l'entrée et la sortie bloquées par des barrières installées par les groupes armés, qui empêchaient les femmes d'aller chercher de la nourriture ailleurs et les commerçants venaient dans cette zone pour vendre de la nourriture.	Le CPC a d'abord parlé au groupe armé le 28 mars 2017, leur demandant de permettre aux résidents de circuler librement. Le CPC a fait valoir qu'ils reconnaissaient que le groupe était là pour protéger la population, mais que même les groupes armés dépendent leurs mères et leurs sœurs cherchent de la nourriture d'ailleurs, et elles doivent permettre aux gens de passer «combien de temps le groupe armé peut-il se maintenir comme ça? ». Le groupe a déclaré qu'ils avaient besoin de trois jours pour considérer leur réponse, et après les trois jours, ils sont venus parler au CPC à leur bureau. Ils ont expliqué qu'ils voulaient de la nourriture et une formation professionnelle d'Oxfam. Le CPC est allé parler à Oxfam, qui à son tour a expliqué qu'en tant qu'ONG, ils n'étaient pas en mesure de les former, ils devraient attendre le processus de DDR. Le groupe armé n'était pas content de cette réponse, alors le CPC est allé parler au maire, qui à son tour est allé parler à l'ONU. Le groupe armé a arrêté de harceler la population pendant un certain temps, mais ensuite ils sont revenus. Maintenant, s'ils voient le CPC, ils ne font rien, mais ils continuent à harceler les gens pendant la nuit.	GdD avec CPC. Confirmé par les membres de la communauté	Résultat partiel	Agresion/ harcèlement
Bangui	Yambassa	Le CPC a plaidé avec succès pour l'élimination d'une barrière mise en place par un groupe armé où les gens devaient payer 250 FCFA pour réussir. La barrière était sur un	Le CPC a réalisé une analyse des risques et a décidé qu'il serait trop risqué pour eux d'approcher le groupe directement, alors ils sont allés parler au Chef de Quartier. Le chef de quartier est ensuite allé parler au maire, qui est allé parler au chef du groupe armé. Le chef n'était pas impliqué dans ce cas d'extorsion (il savait peut-être qu'il n'en tirait	GdD avec CPC. Confirmée par leaders locaux	Résultat	Barriere illégale

		chemin de traverse clé que les commerçants passeraient	apparemment aucun profit) et a ordonné avec succès l'enlèvement de la barrière, déclarant qu'ils n'étaient pas là pour attaquer les résidents.			
Bangui	Yambassa	Le CPC a plaidé avec succès pour la libération d'un chauffeur d'Oxfam et le vol de biens d'un groupe armé local.	Une fois qu'Oxfam est venu dans la région pour des activités, le groupe armé a attaqué le camion d'Oxfam et a pris le conducteur et le contenu du camion en otage. Le président du CPC est allé parler au chef du groupe pour lui expliquer qu'Oxfam était une ONG qui essayait d'aider le quartier. Le groupe a accepté de libérer le chauffeur et le contenu du camion, mais a demandé une rançon de 5 000 CFA au propriétaire du camion pour qu'il rende lui-même le camion.	GdD avec CPC. Confirmée par leaders locaux	Résultat partiel	Libération d'un otage
Bangui	Guitangola V	Une femme et son mari ont trouvé un compromis concernant le paiement des frais de scolarité pour leurs enfants.	Le mari a quitté sa femme et leurs trois enfants. Le membre du CPC a pris conscience de cette situation et est allé parler à la femme, qui a déclaré que tout ce qu'elle voulait était que le mari paie les frais de scolarité des enfants. Le CPC, avec le chef de quartier, est allé parler au mari, qui a déclaré qu'il n'avait pas d'argent à payer. Le membre du CPC a suggéré que chacun paye 50%, ce que les deux parties ont convenu.	GdD avec CPC Pas possible de confirmer	Anecdote	Médiation du conflit
Bangui	Fondo	ACTED construit des canaux pour permettre le drainage de l'eau dans le quartier suite à des problèmes majeurs d'inondation.	Lorsque la majorité de la population se trouvait encore sur le site des personnes déplacées, un membre du CPC, en plus de quelques autres membres de la communauté, est allé parler à OCHA lorsque des représentants se trouvaient dans le voisinage. Ils ont demandé que le drainage du quartier soit amélioré. OCHA a par la suite parlé à ACTED qui a construit les canaux.	GdD avec CPC, confirmée par leaders locaux	Résultat	Appui d'une ONG
Paoua	Cite Lycée	Une filles qui a été kidnappée par un groupe armé a été renvoyée dans sa famille.	Le CPC a pris connaissance de l'enlèvement et a appelé la MINUSCA, qui a récupéré la fille (les auteurs n'ont pas été capturés).	GdD avec CPC	Anecdote	Libération d'un otage
Bangui	Guitangola V	Des groupes de bandits qui ont attaqué des femmes qui allaient acheter des marchandise dans un quartier voisin ont été arrêtés. Cela avait auparavant empêché certaines femmes d'acheter des marchandise à vendre pendant la journée pour réaliser leurs activités génératrices de revenus.	Le CPC a pris connaissance de la situation; ils sont allés parler au chef de quartier, et ensemble ils ont soulevé ce problème avec la police. La police est intervenue et a arrêté les individus.	GdD avec CPC, confirmé par leaders locaux	Résultat	Agression/harcèlement
Bangui	Cite de la Paix	Un groupe local anti-balaka a enlevé une barrière routière qui empêchait les gens de passer. Ce barrière était proche d'un marché où les femmes commerçantes achetaient de bonnes choses à vendre et elles étaient empêchées	Le CPC est allé parler au Chef de Quartier et ensemble, ils sont allés discuter de la question directement avec le groupe armé. Bien qu'ils aient d'abord refusé d'écouter, ils ont finalement accepté d'enlever la barrière.	GdD avec CPC, confirmé par leaders locaux	Résultat	Barrière illégale

		d'accéder au marché, car le groupe anti-balaka avait mis en place une barrière et demandait le paiement.				
Bangui	Cite de la Paix	Une femme accusée de sorcellerie a été sauvée du meurtre par le juge populaire	Un membre de la communauté a témoigné qu'une femme avait été accusée de sorcellerie et qu'une grande foule s'était rassemblée pour la tuer à coups de machette. Le CPC est intervenu, dispersant discrètement le groupe, « parlant des droits de l'homme». Ils ont ensuite appelé le chef de quartier et la foule dispersée.	Témoignage d'une membre de la communauté	Anecdote	Accusation de la sorcellerie
Bangui	Cite de la Paix	Un groupe local anti-balaka a accepté d'enlever un point de contrôle où ils ont empêché les Musulmans de passer.	En septembre 2017, Le CPC et le chef de quartier sont allés parler au groupe armé, et après de longues discussions, ils ont accepté de retirer le point de contrôle et de laisser les gens passer librement.	GdD avec CPC, confirmé par leaders locaux.	Résultat	Point de contrôle
Paoua	Cite Lycee	Le CPC a plaidé avec succès pour la libération d'une femme qui avait été arrêtée au nom de son frère.	Un ancien policier a volé un vélo dans le quartier, mais a accusé un autre jeune homme de son vol. Le jeune homme a fui et la police a arrêté sa sœur à sa place. Le CPC a pris conscience de la situation et avec le Chef de Quartier est allé parler à la police o a défendu qu'elle était libérée.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Arrestation arbitraire
Paoua	Cite Lycee	Le CPC a plaidé avec succès pour la libération d'une femme faussement accusée d'un vol.	Le CPC connaissait une femme qui a été sévèrement battue par son mari, qui était aussi un voleur. Un jour, Le CPC a amené la femme à l'hôpital, son mari l'ayant tellement battue. Alors qu'elle était à l'hôpital, son mari a volé quelque chose dans le quartier. Il a été attrapé, mais a blâmé sa femme. La police est allée de force emmener sa femme à l'hôpital pour l'emprisonner. Le CPC est allé parler à la police, mais ils ont refusé d'écouter. Le CPC est donc allé parler au Procureur, qui a ordonné la libération de la femme et l'arrestation de son mari.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer	Anecdote	Arrestation arbitraire
Bangui	Foulbe, Yaoula, Yambassa and Gbaya-Doumbia	MSF a rouvert la clinique de santé qui servait PK5. À la fin de l'année 2016, MSF avait suspendu ses activités à la suite d'une intrusion d'un groupe armé. Il y avait eu un conflit entre les groupes dans le quartier et un combattant a été pris pour des soins d'urgence à l'hôpital MSF. L'autre groupe armé est entré dans l'hôpital avec leurs armes pour prendre le combattant de force. En raison de cette intrusion armée, MSF a suspendu ses activités. Ce sont les seuls soins de santé disponibles pour la population	Le CPC de Foulbe, Yaoula, Yambassa et Gbaya-Doumbia, ainsi que des dirigeants locaux et d'autres associations sont allés demander l'appui du Président de l'Assemblée nationale à ce sujet. Le président de l'Assemblée nationale, aux côtés des représentants du CPC et des dirigeants locaux, est allé négocier avec MSF et les groupes armés. MSF a accepté de reprendre la fourniture de services si les groupes armés signaient un accord selon lequel ils ne seraient plus jamais admis à l'hôpital avec des armes. Les groupes armés ont accepté et signé le document et le centre a repris le service .	GdD avec CPC, Foulbe. Confirmée par membres de la communauté et le Chef de Quartier, Foulbe, et le staff d'Oxfam	Résultat	Access aux services

		du PK5 qui n'a pas pu quitter l'enclave pour accéder aux soins de santé dans d'autres quartiers de la ville.				
Bangui	Foulbe	Le CPC a plaidé avec succès pour l'élimination d'une barrière routière.	Le CPC a rencontré le président de l'Assemblée nationale, qui assiste à la même mosquée que le président du CPC, pour demander de l'aide dans la défense de la suppression de la barrière routière. Le CPC est allé parler au groupe armé avec le président du Collectif.	GdD avec CPC, confirmée par le chef de quartier.	Anecdote	Barrière illégale
Bangui	Fondo	Un groupe de jeunes hommes qui se rassemblaient dans le quartier pour jouer aux cartes et voler les passants se sont dispersés.	Le CPC est allé leur parler pour leur demander d'arrêter.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Vol
Bangui	Fondo	Les membres de la communauté perçoivent qu'il y a une réduction de l'agression.	Les participants du GdD ont déclaré que « les gens avaient l'habitude de se provoquer l'un l'autre, mais maintenant, grâce à la sensibilisation, ils ne le font plus. Par exemple, avant qu'une famille n'en provoque une autre ... avant que les gens ne tirent un couteau ou une grenade pour rien, mais grâce à la sensibilisation, cela a vraiment changé.	GdD avec membres de la communauté	Anecdote	Reduction en agression
Bangui	Fondo	Une femme ne laisse plus sa fille de quatre ans seule à la maison.	La femme était une amie d'un membre du CPC, qui savait que la fillette de quatre ans était restée seule toute la journée alors que sa mère travaillait dans un restaurant local. Le membre du CPC allait souvent prendre la fille pour s'occuper d'elle dans la journée. Le membre du CPC est allé parler à la mère pour l'aviser que sa fille ne devrait pas être laissée seule, et elle reste maintenant avec sa tante pendant la journée.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Maltraitement des enfants
Bria	Bourno	Un enfant de six mois enlevé de force à sa mère par son père a été renvoyé.	Le couple avait fait valoir, et le père a kidnappé l'enfant, l'emmenant dans un village à 30 km. Le membre du CPC a été informé de la situation et, utilisant son propre argent (15 000 CFA), a payé pour aller au village pour trouver l'homme. Il a expliqué que c'était quelque chose qu'il ne pouvait pas faire, et est allé parler au chef de village local, qui a ordonné que l'enfant soit retourné. Le membre du CPC a ensuite ramené l'enfant à sa mère.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Maltraitement des enfants
Bangui	Fondo	Des femmes qui sont tombées enceintes et ayant accouché sur le site de l'PDI ont appris à mieux prendre soin de ses enfants.	Lorsque les jeunes femmes sont retournées dans le quartier, Le CPC a remarqué qu'elles ne savaient pas comment s'occuper de leurs enfants. Le CPC les a tous rencontrés pour leur fournir des conseils parentaux.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer..	Anecdote	Misc
Bria	Bornou	Un conflit de longue date entre le chef de quartier et le chef de groupement a été résolu.	Le CPC était conscient de ce conflit qui créait des problèmes dans le quartier. À la fin de 2016, les membres de le CPC se sont rencontrés pour discuter de la façon de résoudre le problème et ont décidé que la meilleure approche serait d'organiser un repas communautaire et d'inviter les deux	GdD avec CPC, pas possible de confirmer..	Résultat	Médiation du conflit

			dirigeants. Pendant le repas communautaire, le CPC a convenu avec les dirigeants de se réunir avec les Sages locaux pour discuter de leur désaccord. Les deux dirigeants ont longuement discuté de la question avec les Sages et ont finalement trouvé un compromis, et il n'y a pas eu d'autres conflits entre eux.			
Bria	Bornou	Une femme qui a participé à la sensibilisation du CPC a acquis des connaissances sur ses droits .	Elle a partagé que «même avec mon mari, j'ai vraiment compris maintenant que les droits des femmes existent et qu'il ne peut plus agir par la force».	GdD avec membres de la communauté	Anecdote	Connaissance des droits
Bangui	Guitangola V	La perception qu'il y a eu une réduction des cas de hold-up et de vol .	Le CPC a mené un certain nombre de campagnes de sensibilisation différentes et, bien qu'il y ait encore du vol, le nombre de cas de vol de téléphones et d'autres objets dans les rues a diminué.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Vol
Bangui	Fondo	La perception selon laquelle il y a une plus grande égalité entre les sexes dans la division des tâches entre les jeunes couples	Le CPC a mené des actions de sensibilisation, et maintenant les couples divisent les tâches génératrices de revenus entre eux. Par exemple, si un mari prépare du café à vendre, sa femme préparera des beignets à vendre.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer..	Anecdote	Division des tâches
Bangui	Fondo	Les ménages musulmans sont maintenant à l'aise pour retourner dans le quartier , car la cohésion sociale s'améliore.	Le CPC a mené un certain nombre d'activités de sensibilisation porte à porte, discutant de différents messages sur la cohésion sociale et l'importance du retour des ménages musulmans, et au moins 10 ménages sont revenus (le quartier était historiquement mixte, les ménages musulmans sont retournées à la périphérie du quartier).	GdD avec CPC, confirmé par membres de la communauté et leaders locaux.	Anecdote	Cohésion sociale
Bangui	Yambassa	Il y a la perception qu'il y a une plus grande cohésion sociale dans le quartier entre les résidents chrétiens et musulmans.	Le CPC a mené de nombreuses actions de sensibilisation (grands événements communautaires et porte à porte) sur l'importance du dialogue et de la cohésion entre chrétiens et musulmans, en mettant l'accent sur le message de fraternité et de fraternité. Cela a notamment consisté à dissiper des rumeurs, par exemple d'une attaque de musulmans contre des chrétiens dans le voisinage.	GdD avec CPC, confirmé par membres de la communauté et leaders locaux.	Anecdote	Cohésion sociale
Bangui	Fondo	Il y a l'impression qu'un nombre considérablement accru de filles vont maintenant à l'école .	Le CPC a remarqué que les filles du quartier en général ne vont pas à l'école et a mené un certain nombre d'actions de sensibilisation sur l'importance de l'école pour les filles. Lors du GDD, un membre de la communauté a déclaré que, plus largement, il y a eu un «retour massif à l'école» alors que Le CPC allait de maison en maison pour sensibiliser les gens quand les gens ne voulaient pas que leurs enfants retournent à l'école.	GdD avec CPC, confirmé par membres de la communauté et leaders locaux.	Anecdote	Education des filles
Bangui	Cite de la Paix	Il y a la perception qu'il y a une sécurité accrue dans le quartier avec une réduction du vol et un risque réduit d'être attaqué si on marche la nuit; « Maintenant vous pouvez laisser quelque chose dehors	Le CPC a mené plusieurs actions de sensibilisation, mais il pense que le changement est dû au fait que «les gens savent que Le CPC est présent» et qu'ils réagiront en cas de vol ou d'attaque, que cela agit comme un moyen de dissuasion. Plusieurs membres de la communauté ont partagé que «avant que nous ne puissions-nous promener librement sans	GdD avec CPC, confirmé par membres de la communauté.	Anecdote	Vol

		la nuit et le matin vous le trouverez toujours »	être attaqués, mais depuis les activités du CPC il y a eu un changement, avant qu'il y ait des groupes avec des machettes, mais maintenant nous pouvons circuler librement. »			
Bangui	Fondo	Les femmes peuvent maintenant traverser pour accéder au marché afin d'acheter des légumes pour ensuite les vendre. Auparavant, les femmes ne pouvaient pas se rendre dans cette zone en raison des barrières routières et du risque d'attaque.	Le CPC a mené plusieurs actions de sensibilisation qui, selon lui, ont réduit le risque d'attaque pour les femmes qui traversent cette zone.	GdD avec CPC, confirmé par leaders locaux.	Anecdote	Liberté de circulation
Bangui	Foulbe	Il y a la perception qu'il y a eu une réduction de la violence domestique	Le CPC considère que ce changement est dû aux activités de sensibilisation.	GdD avec CPC, confirmé par membres de la communauté et leaders locaux.	Anecdote	VBG
Bangui	Cite de la Paix	Il y a la perception qu'il y a eu une réduction de la violence domestique.	Les membres du CPC ont déclaré que «la violence domestique est maintenant moins acceptable », suite à la sensibilisation. Un membre du CPC pense que cela est dû au fait que les gens savent maintenant que si un mari est violent, le CPC l'amènera à la police, qui le battra.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	VBG
Bangui	Cite de la Paix	Les membres de la communauté perçoivent qu'il y a une réduction de la violence sexuelle.	Plusieurs membres de la communauté ont déclaré que grâce aux activités du CPC, il y a eu une réduction de la violence sexuelle, en particulier des abus sexuels sur les enfants, parce que les membres du CPC sont intervenus dans plusieurs cas d'abus pour amener l'agresseur à la police.	GdG avec membres de la communauté	Anecdote	VBG
Paoua	Arabe 3	On a l'impression qu'il y a eu une réduction des conflits dans le ménage (Nb. Que le CPC a fait référence aux cas de violence domestique, mais que le changement a été que le «conflit entre couples» a diminué, plutôt que nécessairement l'utilisation de la violence physique.	Le CPC a mené des actions de sensibilisation sur l'importance du dialogue et est intervenu pour «servir de médiateur» dans de multiples cas de conflit et / ou de violence domestique.	GdD avec CPC, confirmé par membres de la communauté et leaders locaux.	Anecdote	VBG
Paoua	Arabe 3	Une femme qui participe au GdD estime qu'elle sait maintenant comment contrôler sa colère dans les disputes avec son mari.	La femme a crédité les interventions du CPC auprès des couples du quartier, affirmant que «maintenant, quand je suis en colère contre mon mari, je sais comment me contrôler, comment lui parler».	GdG avec membres de la communauté	Anecdote	Relations
Paoua	Cite Lycée	La perception selon laquelle il y a eu une réduction de la violence domestique (physique)	Le CPC a mené plusieurs activités de sensibilisation sur la violence domestique (l'importance du dialogue) et a été largement impliqué dans des cas individuels de conflit.	GdD avec CPC, confirmé par leaders locaux.	Anecdote	VBG

Bangui	Cite de la Paix	Il y a l'impression qu'auparavant, chaque fois qu'il y avait un désaccord dans le quartier, les gens tiraient immédiatement leurs armes et les gens qui étaient poignardés.	Le CPC a mené un certain nombre d'actions de sensibilisation sur la non-violence et le respect des droits.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Agression
Bria	Bornou	Il y a l'impression qu'il y a eu une réduction de l'agression générale et de l'agression physique dans le quartier	Le CPC a organisé un certain nombre d'événements de sensibilisation axés sur le respect des droits des personnes et de la non-violence.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Agression
Bria	Bornou	Un groupe de jeunes hommes qui traînaient à proximité sont devenus moins agressifs . Chaque fois qu'il y avait un désaccord entre eux, ils prenaient leurs couteaux et essayaient de se blesser mutuellement.	Le CPC est allé leur parler, et maintenant ils sont beaucoup moins agressifs.	GdD avec CPC, pas possible de confirmer.	Anecdote	Agression
Bria	Bornou	Perception qu'il y a eu une réduction de la violence sexuelle contre les femmes, et en particulier les mineurs.	Plusieurs membres de la communauté ont déclaré qu'ils percevaient une réduction après l'intervention du CTD dans des affaires d'agression sexuelle contre des enfants.	GdD avec membres de la communauté	Anecdote	VBG

Annexe 3 – Résumé par site

Bangui – PK5 – Foulbe Project dates: Avril 2015 – Mars 2016 (DFTAD) and Juillet - Décembre 2016 (IrishAid)	Bangui – PK5 – Fondo Project dates: Avril 2015 – Mars 2016 (DFTAD) and Juillet-Décembre 2016 (IrishAid)
Contexte Foulbe est un quartier musulman majoritaire qui n'a pas été directement attaqué par les anti-balaka pendant la crise, mais il y avait des conflits entre les différents groupes ex-seleka dans le quartier, et les ex-seleka et les anti-balaka locaux ont commis une série d'abus de protection, y compris l'agression physique générale, la «taxation» illégale et l'occupation des maisons. La région accueille les PDI du 5ème Arrondissement pendant cette période. Les groupes ex-seleka ont maintenant déménagé dans les quartiers environnants au PK5. Maintenant, il y a des groupes qui s'appelle «défense locale» mais qui sont en réalité les auteurs de nombreux abus de protection. Le chef de quartier est très respecté et n'a pas quitté le quartier pendant la crise. Il est aussi un Iman. Le CPC a été menacé par différents groupes armés pendant la période de violence, ils ont détruit leur bureau et volé toutes les fournitures, comme le mégaphone, les cahiers, les stylos, etc. Le chef de quartier a ensuite donné à le CPC un espace pour leur permettre travailler. Il n'y a pas de présence policière dans le quartier; Auparavant, il était couvert par le Commissariat pour le troisième arrondissement, mais maintenant il n'y a que la MINUSCA.	Contexte Avant la crise, le quartier, situé entre le troisième et le cinquième arrondissement, avait une population chrétienne et musulmane mixte. Le quartier était un site clé de combat entre anti-balaka et ex-seleka et a été presque entièrement détruit. La majeure partie de la population a fui vers le site de M'Poko à l'aéroport, jusqu'au début de 2017, lorsque le gouvernement a fermé le site et que les résidents ont commencé à revenir. L'ex-seleka et les groupes de défense locaux contrôlent toujours l'entrée du quartier. Certains ménages musulmans ont commencé à revenir, mais seulement à la périphérie du quartier. Le Chef de Quartier est très actif dans le quartier et très respecté, mais il est malade et compte sur les autres pour le soutenir. La force de police la plus proche est le Commissariat du cinquième arrondissement. Le CPC est resté opérationnel dans le quartier pendant la crise, mais le financement du projet a pris fin juste avant que la majorité des résidents ne reviennent du site de déplacés en 2017.
Niveau de fonctionnalité et activités en cours Pendant le projet, le CPC avait l'habitude de tenir trois réunions par mois, mais ils ne tenaient plus de réunions régulières.	Niveau de fonctionnalité et activités en cours Le CPC continue de tenir des réunions chaque lundi et samedi; ils discutent des différentes menaces de protection qu'ils ont identifiées et des différentes actions de

• Cinq membres ont assisté à la réunion et ils semblent être très actifs dans le référencement et certaines actions de plaidoyer; les autres membres travaillent comme infirmiers et enseignants et ne sont donc pas disponibles pour des réunions pendant la journée. • Des réunions sont maintenant tenues chaque fois que le CPC entend parler d'une menace de protection ou d'un cas nécessitant un référencement; normalement, c'est le président qui convoque les réunions. Si le chef de quartier entend parler d'une menace de protection ou d'un cas nécessitant un référencement, il appellera Le CPC. • Le CPC continue à remplir la Fiche de Référencement et utilise souvent son propre argent pour payer le transport des survivants vers le centre de santé. • Le CPC n'effectue plus aucune action de sensibilisation. • Le CPC est très dépendant du président, qui est très motivé.	plaidoyer possibles. Huit membres du CPC ont assisté à la réunion et, en général, Le CPC semble actif. • Le chef de quartier envoie normalement un représentant pour assister à ces réunions. Il y avait eu un premier risque de conflit avec le chef de quartier lorsqu'il est revenu du site des PDI et a appris à connaître Le CPC et a pensé qu'ils ont voulu son rôle, mais cela a rapidement été résolu. • Le CPC continue des activités de sensibilisation porte-à-porte, mais moins fréquemment qu'auparavant. • Le CPC a une compréhension faible du plaidoyer et a principalement discuté des différentes activités de sensibilisation et de référencement.
Bangui – PK5 – Yambassa Project dates: Avril 2015 – Mars 2016 (DFTAD) and Juillet-Décembre 2016 (IrishAid)	Bangui – Bimbo 2 – Guitangola V Project dates: Novembre 2015 – Mai 2016 (DFATD)
Contexte Yambassa, situé dans PK5, est un quartier chrétien musulman mixte près de Fondo (voir ci-dessus), longeant une rue commerçante animée. Pendant la crise, des groupes armés ex-seleka et anti-balaka ont continué d'attaquer et une grande partie du quartier a été détruite, la majorité de la population, y compris le chef de quartier, se rendant sur les sites de personnes déplacées. Le CPC est resté actif dans le quartier durant cette période, mais comme avec Fondo, le financement pour soutenir leurs activités a pris fin juste avant le retour de la majorité des résidents au début de 2017.	Contexte Le quartier, majoritairement chrétien et à la périphérie de Bangui, a été un site d'accueil lors de la crise accueillant 4-6 camps de personnes déplacées. Ce n'était pas directement un site de conflit entre les groupes armés mais il y avait un conflit à la frontière de Bimbo 2 et le troisième arrondissement. Cependant, des groupes armés locaux d'autodéfense peuvent être trouvés à Guitangola La Source, à proximité. L'afflux de personnes déplacées a également augmenté le nombre de menaces de protection dans le quartier, les résidents rapportant une augmentation du nombre de vols et d'intrusions dans les maisons, de différentes formes de VBG et de torture. Le Chef de Quartier est présent dans le quartier. Les autorités municipales telles que le bureau du maire sont également situées dans le quartier.
Niveau de fonctionnalité et activités en cours • Le CPC continue de se réunir chaque jeudi et samedi à 14h. • Depuis la fin du projet, le CPC a mené plusieurs activités de sensibilisation porte-à-porte, par ex. en mars 2017, lorsque les résidents chrétiens ont eu peur de retourner dans le quartier depuis le site des personnes déplacées et que des rumeurs circulaient selon lesquelles les musulmans les attaqueraient, le CPC a fait du porte-à-porte pour dissiper ces rumeurs. • Le CPC semble également avoir une bonne compréhension du plaidoyer et a mené à bien plusieurs actions de plaidoyer en collaboration avec le Chef de Quartier et l'Iman local. • Le CPC est cependant très dépendant du Président - Il semble que la plupart des cas d'abus de protection lui soient référés en premier lieu, plutôt que les autres	Niveau de fonctionnalité et activités en cours • Environ cinq membres (ceux qui sont venus à la réunion) sont toujours actifs; les autres se sont découragés à la fin du projet en raison d'un manque de soutien ou de rémunération pour leur travail. • Plusieurs membres de le CPC rencontrent le chef de quartier chaque dimanche après-midi, mais la plupart des réunions du CPC visant à discuter des menaces à la protection se produisent sporadiquement, selon les besoins. En cas d'abus, le CPC peut se réunir et planifier une action, ou discuter des tendances générales constatées dans les abus de protection (par exemple les cas de maltraitance des enfants dans le quartier), puis planifier la sensibilisation porte à porte sur ce thème.

membres. Il apparaît également que le plaidoyer, en particulier en ce qui concerne les groupes armés, est considérablement aidé par sa position et son statut dans le quartier; Avant de devenir président du CPC, il était notable au chef de quartier, et son statut et sa confiance ont un poids suffisant pour faciliter tout contact avec les groupes armés locaux. Le CPC collabore étroitement avec une association particulière du quartier, L'Association Paxi et Perspective.	Le CPC continue d'effectuer le référencement et de compléter la Fiche de Référencement, mais le terme « plaidoyer » a été interprété principalement comme étant impliqué dans des cas individuels.
Bangui – Bimbo 3 – Cite de la Paix Project dates: Janvier – Mai 2016 (GFO)	Bria – IDP Site PK3 Aout 2015 – Juliet 2016 (DGD) (Quand les membres étaient toujours dans les quartiers).
Contexte Cité de la Paix regroupe neuf quartiers plus petits et il y a eu de nombreux affrontements entre anti-balaka et ex-seleka dans cette zone pendant la crise. Auparavant, le quartier avait une population chrétienne et musulmane mixte, mais tous les musulmans sont partis pour aller au PK5 et il y a eu beaucoup de déplacements de familles chrétiennes vers le site de M'Poko. Les résidents qui étaient à M'Poko sont maintenant de retour et certains ménages musulmans commencent également à revenir. Les groupes anti-balaka contrôlent toujours la zone. La chef de quartier est très active.	Contexte Oxfam a récemment commencé à mobiliser de nouveau et à restructurer les membres du CPC sur le site des PDI. Les membres des CPC sur le site provenaient de quartiers chrétiens majoritaires qui ont fui entre décembre 2016 et mai 2017 en raison des attaques du groupe ex-seleka. Les résidents sont maintenant incapables de quitter le site. Suite à une réunion de consultation avec Oxfam en septembre 2017, il a été décidé de restructurer les membres du CPC sur le site des PDI en cinq groupes (A, B, C, D, E), chaque membre regroupant cinq blocs du site (Total 20 blocs). MSF et International Medical Corps (IMC) fournissent des services de santé sur le site, COOPI et plusieurs ONG locales fournissent des services de soutien psychosocial, l'assistance juridique AFPE et Esperance mettent en œuvre des activités de protection de l'enfance. Il y a un groupe de coordination du camp et des chefs de bloc, mais les chefs de quartier des quartiers qui ont également été déplacés ont perdu leur autorité sur le site.
Niveau de fonctionnalité et activités en cours - Le CPC continue à se réunir, mais le nombre de membres qui assistent aux réunions et les individus précis varie, le président convoquera une réunion et la tiendra avec qui que ce soit. La dernière réunion a eu lieu deux semaines avant la collecte des données. En général, il semble que quatre membres sont toujours actifs. - Le président et plusieurs autres membres sont très motivés, le référencement continue, et ils ont organisé plusieurs actions de sensibilisation porte à porte depuis la fin du projet en fonction des menaces de protection qu'ils observent, mais celles-ci ne sont pas très régulières. - Le CPC avait une meilleure compréhension du plaidoyer par rapport à d'autres quartiers, ce qui est facilité par le rôle important que joue le Chef de Quartier.	Niveau de fonctionnalité et activités en cours - Les représentants de chaque groupe (18 au total) des participants à la GdD et, en général, les niveaux de motivation pour les activités restent élevés. Même avant le redémarrage officiel des activités d'Oxfam sur le site, certaines membres du CPC menaient eux-mêmes des activités de sensibilisation et d'orientation. - Chaque groupe organise des réunions les mercredis et vendredis pour discuter des différentes menaces de protection qu'ils ont entendues et planifier des activités de sensibilisation, avec le soutien du Chef de Bloc. La sensibilisation est toujours faite de porte à porte, par groupes de deux membres du CPC. Ils s'organisent eux-mêmes afin qu'il y ait toujours quelqu'un dans la journée dans le hangar du CPC pour être en mesure de référer les personnes demandant de l'aide. - Les membres des CPC ont reçu des menaces de la part des groupes anti-balaka présents sur le site suite à la fois à des cas individuels ou à des actions de sensibilisation. Cela concerne en particulier toute activité sur la VBG, y compris les mariages précoces/forcés, car les membres des groupes sont les principaux auteurs et cela affectent leurs intérêts. - Malgré leur motivation, les membres des CPC sont extrêmement limités dans les activités économiques qu'ils peuvent entreprendre en raison des limitations de leur déplacement du site, ce qui signifie que c'est leur principale préoccupation, et

	plusieurs ont déclaré qu'ils ont du mal à rester dans le hangar pour référer les cas pendant la journée et ensuite ne rien avoir à manger le soir. • IMC a mis en place des comités sur la VBG dans le camp, dont les membres ont reçu une rémunération financière de 20,000 CFA par mois (environ 35 USD) et plusieurs membres du CPC ont quitté Le CPC pour rejoindre ces comités.
Bria – Bornou 1A, 1B, 2 Project dates: Aout 2015 – Juliet 2016 (DGD)	Paoua – Bornou Project dates: Juliet 2016 – Mai 2018
Contexte La majorité des quartiers musulmans de Bornou 1A, 1B et 2 sont contrôlés par le FPRC. La majorité des résidents, y compris les membres du CPC, sont restés dans la quartier. Il y a une forte présence d'hommes armés et les champs entourant les quartiers sont peu sûrs, ce qui signifie que la population locale ne peut mener à bien ses activités génératrices de revenus.	Contexte Bornou, un quartier mixte chrétien et musulman, est proche du centre-ville. Il est affecté par des niveaux élevés de vols et de cambriolages durant la nuit. Le CPC collabore avec le chef de quartier et les leaders religieux chrétiens et musulmans. La police est à proximité dans le centre de la ville.
Niveau de fonctionnalité et activités en cours • La majorité des membres du CPC de chacun des trois quartiers demeurent actifs. • À Bornou 1A, Le CPC ne tient des réunions que lorsqu'un membre identifie une menace de protection pour en discuter. • A Bornou 1B, Le CPC se réunit chaque vendredi à 14h. Un membre du CPC est allé chercher du travail ailleurs, et un autre a reçu des menaces et a donc décidé d'arrêter le travail. Cependant, ils ont recruté un membre supplémentaire, en tant qu'individu a appris sur leurs activités et voulait se joindre à eux. • Au Bornou 1B, Le CPC ne tient pas de réunions régulières, uniquement en fonction des besoins. Un membre est décédé et un autre membre a commencé à travailler pour la MONUSCO et n'avait donc plus de temps pour Le CPC. Les huit membres restants continuent cependant. • Toutes les CPC poursuivent les activités de référencement, et certaines activités de sensibilisation très limitées. • Les membres du CPC ont eux-mêmes décidé de créer un Comité de Coordination, qui comprend plusieurs représentants de chaque CPC et se réunit une fois par mois pour discuter des activités du CPC et des actions communes qui doivent être entreprises.	Niveau de fonctionnalité et activités en cours • Ce CPC a été spécifiquement choisie comme CPC qui n'était pas très fonctionnelle; bien que le projet soit en cours, moins de cinq membres sont actifs. • Ces membres sont très motivés, mais les autres ne veulent pas travailler sans rémunération financière. • Il y a eu des problèmes avec le président du CPC; il n'a assisté que de temps en temps aux réunions et a volé (et plus tard renvoyé) le mégaphone CPC. • Le CPC a organisé des séances de sensibilisation porte-à-porte occasionnelles, mais il ne mène aucun plaidoyer et ne semble pas comprendre ce à quoi le plaidoyer fait référence. Les réunions sont normalement structurées autour de discussions sur des cas spécifiques. • En plus d'un manque de rémunération financière, les membres actifs ont déclaré que le fait qu'Oxfam n'ait donné que trois téléphones mobiles au CPC cause un conflit au sein du groupe.
Paoua – Cite Lycee Project dates: Juliet 2016 – Mai 2018	Paoua – Arabe 3 Project dates: Juliet 2016 – Mai 2018
Contexte Situés entre le centre-ville et la périphérie de la ville, les résidents de Cite Lycée, un quartier chrétien, sont exposés aux attaques de groupes armés lorsqu'ils pénètrent dans les champs voisins. Bien que des groupes armés pénètrent occasionnellement dans le quartier, le vol et les attaques de bandits ont été identifiés comme une menace de protection plus régulière. Le chef de quartier est présent dans le quartier aux côtés des chefs religieux chrétiens.	Contexte Arabe 3, un quartier mixte musulman et chrétien, est situé à la périphérie de la ville de Paoua. Les membres de la communauté signalent des attaques fréquentes de groupes armés dans les champs environnants, et bien qu'il soit généralement calme dans le quartier pendant la journée, il y a des cas de cambriolages armés, de vols et d'agressions physiques contre des résidents. Un manque de troupes de la MINUSCA dans la région signifie que, bien que les soldats arrivent lorsqu'ils sont appelés en réponse à une menace spécifique, ils ne sont pas en mesure de patrouiller dans la zone plus large. Dans le quartier, le chef de quartier est présent, aux côtés des leaders religieux chrétiens et musulmans. La police est présente dans le centre-ville, mais le quartier est éloigné des hôpitaux locaux ou de MSF.

Niveau de fonctionnalité et activités en cours

- Le CPC tient une **réunion tous les samedis à 7h** au cours de laquelle ils discutent des activités qu'ils ont menées durant la semaine, de ce qui a bien marché et des prochaines étapes. Le CPC délègue ensuite un petit groupe pour enquêter ou intervenir davantage dans des cas individuels où les choses n'ont pas bien fonctionné. Tous les membres semblent être actifs et motivés.
- Le CPC semble mener des **campagnes de sensibilisation porte-à-porte régulières** sur les différentes tendances en matière de menaces de protection qu'elle a identifiées.
- Les CPC sont très actifs, mais le « **plaidoyer** » est en grande partie compris comme intervenant dans des cas individuels, notamment en termes de VBG et de médiation entre couples.
- Le CPC, aux côtés du CPC de Bornou et d'Arabe 3, a relevé le défi lié au référencement des individus auprès du Centre d'Ecoute dirigé par le DRC, fermé le soir et le week-end, ce qui signifie que les victimes ne reçoivent souvent pas de soins.

Niveau de fonctionnalité et activités en cours

- Le CPC **se réunit chaque vendredi à 15h**, au cours de laquelle chaque membre partage les cas d'abus de protection observés dans sa zone, puis décide de la manière d'intervenir dans chaque cas.
- Le CPC a partagé qu'elle ne mène **aucune activité de plaidoyer**, et bien qu'ils mènent des activités de sensibilisation (porte-à-porte et regroupent cinq ménages pour discuter d'un thème de protection), ils conçoivent principalement leur rôle comme **intervenant dans des cas spécifiques**.
- Cela est particulièrement vrai pour les cas de violence domestique, pour lesquels ils semblent entreprendre de la médiation.

Annexe 4 – Check-List de Sortie

Composant du projet	Action à considérer afin de promouvoir la redevabilité
1. Sélection des membres des CPC	❑ Veiller à ce que le niveau d'alphabétisation ne soit pas inclus comme critères de sélection des membres (pour s'assurer que ce n'est pas un obstacle). ❑ Assurez-vous que lors de l'explication du projet, l'engagement de temps requis est clair. ❑ Soulignez qu'il n'y a pas de rémunération financière en jeu.
2. Analyse de protection	❑ Envisager d'inviter les représentants du CPC à observer les différentes GdD pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension des menaces de protection (veiller à ce que les représentants correspondent au sexe et à l'âge de la GdD). ❑ Incorporer dans l'analyse de protection une analyse de la pouvoir du quartier - identifier les différents acteurs, leurs relations et la dynamique de pouvoir entre eux. ❑ Identifier les associations et les groupes existants dans le quartier et leurs activités actuelles pour éclairer les discussions sur la collaboration potentielle.
3. Elaboration des plans d'action	❑ Soutenir le CPC à présenter les plans d'action aux autorités locales identifiées à travers l'analyse de puissance et effectuer des revues mensuelles. ❑ Tenir des séances de coaching avant la présentation et le revue des plans pour soutenir les membres des CPC. ❑ Aider les CPC et les autorités à identifier les engagements spécifiques pendant les réunions mensuels et à en assurer le suivi. ❑ Vers la fin du projet, aider le CPC à trouver un moyen d'effectuer un revue mensuel simplifié et une mise à jour des plans à plus long terme.
4. Formation pour les CPC	❑ S'assurer que les méthodes de formation utilisées sont participatives et appropriées pour les participants analphabètes ❑ Fournir des résumés des points clés des sessions de formation que les participants puissent garder. ❑ Avant la fin du projet, identifier avec Le CPC leurs priorités pour des sessions de recyclage sur les différents thèmes et compétences.
5. Collaboration avec les leaders locaux	❑ Soutenir Le CPC à utiliser l'analyse de pouvoir (voir composante 2) pour identifier les autorités et les leaders locaux pour a) s'engager régulièrement, b) qui pourrait être un allié potentiel, c) pour qui il y a des risques à considérer en collaboration. ❑ Encourager la présentation et la révision des plans de protection communautaires lors de réunions régulières (par exemple mensuelles) avec les leaders locaux. ❑ Au cours de ces réunions, assurez-vous que la présentation des plans et des actions tourne entre les membres. ❑ Soutenir Le CPC et les dirigeants locaux pour identifier des actions concrètes pendant les réunions et assurer le suivi et l'examen lors de la prochaine réunion. ❑ Identifiez un ou plusieurs leaders qui peuvent faciliter les présentations à d'autres autorités (par exemple, lorsqu'un nouveau chef de police arrive ou que le Chef de Groupement change) après la fin du projet.
6. Réunions des CPC	❑ Fournir un encadrement aux membres des CPC sur la façon de faciliter les réunions, en fournissant aux membres un exemple d'ordre du jour à suivre. ❑ Encourager les membres des CPC à se relayer pour présenter les plans d'action, en expliquant qu'il s'agit de fournir cette expérience aux différents membres du CPC. ❑ Avant la fin du projet, encouragez Le CPC à il souhaite continuer à se rencontrer.

7. La gouvernance des CPC	☐ S'assurer que les rôles et les responsabilités du CPC (et leurs limites) sont clairs, bien documentés et compris par les membres. ☐ Avant la fin du projet, examinez la documentation des rôles et des responsabilités et vérifiez si Le CPC estime que le document doit être modifié ou ajouté. ☐ S'assurer qu'un processus est en place pour le remplacement des membres inactifs, et pour d'autres infractions (par exemple commettre un abus de protection, vol).
8. Participation des femmes	☐ Fournir un encadrement aux membres qui le souhaitent avant les réunions avec les leaders/autorités locales. ☐ Encourager et affirmer activement les contributions des femmes à toute réunion ou formation (que ce soit les membres du CPC ou d'autres personnes). ☐ Contester activement toutes les affirmations qui renforcent les normes de genre (par exemple en utilisant la technique «Valider puis Défi»). ☐ Veiller à ce que les femmes ne soient pas empêchées de participer à des activités en raison des normes/rôles de genre, par ex. vérifier les horaires. ☐ Veiller activement à ce que les menaces de protection qui touchent principalement les femmes ne soient pas considérées comme la «responsabilité» des membres féminins.
9. Appui aux CPC en matériels	☐ Avant la fin du projet, identifiez tout support matériel spécifique dont le CPC a besoin pour soutenir les activités, par ex. un mégaphone de remplacement. ☐ Soutenir Le CPC pour identifier comment ils vont réapprovisionner les matériaux à l'avenir, par ex. acheter des stylos et un cahier, ou des piles.
10. Clôture des projets	☐ Faciliter une réunion avec les membres du CPC avant la fin du projet pour discuter s'ils souhaitent continuer les activités sans le soutien d'Oxfam, quelles activités ils pensent qu'ils pourraient continuer, et quel soutien ils exigent d'Oxfam avant la fermeture du projet pour le faire. ☐ Organiser plusieurs réunions avec Le CPC afin d'organiser la planification des scénarios - encourager Le CPC à réfléchir aux défis potentiels qui pourraient survenir après la fin du projet et à la façon dont ils traiteraient chacun d'eux. Par exemple. si le président ou un autre membre important quitte ou tombe malade, s'il doit remplacer un membre, s'il reçoit une menace d'un groupe armé, s'il est déplacé. ☐ Organiser des sessions de coaching pour renforcer les compétences clés dont le CPC a besoin pour poursuivre ses activités de manière indépendante, par ex. analyse des risques des activités, analyse de pouvoir. ☐ Soutenir Le CPC pour identifier les sources potentielles de soutien après la clôture du projet. Cela pourrait inclure des autorités individuelles, d'autres groupes locaux ou des ONGI.
11. Suite à la clôture des projets	☐ Si possible, fournissez des visites périodiques aux CPC pour discuter des défis auxquels elle est confrontée, voir si elle a des questions et fournir des encouragements. ☐ En collaboration avec les partenaires externes et Le CPC eux-mêmes, s'assurer que les CPC ne sont pas considérés comme des «comités d'Oxfam», mais plutôt comme des groupes communautaires, et encourager les contacts avec d'autres agences. ☐ S'il existe des mises à jour aux services locaux offerts, par ex. si une ONG commence à fournir un service nouveau ou révisé, mettre à jour Le CPC avec cette information.

Annexe 5 – Exemple de *Outcome Harvesting*

Les résultats peuvent être identifiés par différentes sources, y compris des réunions régulières avec Le CPC, des observations du personnel du programme. Différentes sources peuvent ensuite être utilisées pour étayer et apporter des perspectives sur la contribution du CPC au changement, par exemple en parlant à d'autres personnes impliquées.

Résultat	Quel changement s'est produit? Quel changement est survenu, quand et ou
Importance	Pourquoi ce changement est-il important? Quelles sont les conséquences positives? Par exemple. les femmes peuvent maintenant passer librement au marse
Contribution	Quelle a été la contribution du CPC, d'Oxfam et d'autres acteurs? QUI a fait QUOI, QUAND et OU
Preuve	Comment savez-vous que ce changement est arrivé? Par exemple. discussion avec Le CPC, mars 2018. Entretien avec Chef de Quartier pour valider le changement.

Annexe 6 – Exemple d'une matrice de suivi simple

Ville	CPC	Date fin de projet	Matériels fournis	Formations reçus :	Défis Clés	Observations de staff
Paoua	Arabe 3	Mars 2018	Chaque membre a reçu ; • Bottes et imperméables Le CPC a reçu : • Mégaphone et les piles • 3 cahiers • 3 portables	• Protection communautaire • Plaidoyer • VBG		